

revue

SILENCE

Octobre 2021
n° 503 - 4,80 €

écologie
alternatives
non-violence



Sortir de l'industrie de la fleur

La décroissance pour les nuls

La solution : moins d'avions

UN VACCIN FIN 2021 : POURQUOI UN TEL RETARD CHEZ SANOFI ?



LE BORD DE MER, C'EST PLUS CE QUE C'ÉTAIT...



INCENDIES : MACRON PREND DES MESURES



BIODIVERSITÉ : LA COP15 REPORTÉE À 2022



Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici le nouveau venu du mois :

- ◆ **Pays Basque : Association de producteurs fermiers Gohetx taldea**
64470 Trois-villes
Tél. : 07 50 57 85 72



Pierre Lucarelli

Silence en fête à Béziers

Le samedi 26 juin 2021, pour la sortie du numéro 500 de la revue, des bénévoles ont créé un bel événement à la *Cosmopolithèque*, un local collectif acheté en SCI. Ce lieu de culture populaire offre un contrepoint à la politique de Robert Ménard (maire tendance extrême droite de la ville depuis 2014). Une équipe biterroise d'une dizaine de militantes associatives autour de Monique Douillet a construit l'événement et assuré l'accueil et l'intendance. Monique Douillet, Elisa Soursac et Valérie Cabanne ont présenté la revue avec Pierre Lucarelli, membre du CA, ainsi que *Les Amis de Silence*, qui

organisent des rencontres chaque été. Puis place à la fête : à 17h, concert de musiques traditionnelles à danser, par l'orchestre de *la Tible* et ses 25 musicien·nes. Après la danse, un moment de récits et de témoignages : "Comment ça va pour vous à Béziers par temps de COVID ?" avec la collaboration de *Là-bas théâtre*. La soirée s'est terminée par un concert de Tom Torel, et un bar à tapas. *Radio Pays d'Hérault* et *Télé Béziers Sud* ont couvert l'événement et donné la parole aux représentant·es de la revue et à son lectorat fidèle, dont Corentin Coko, l'un des animateurs de la *Cosmopolithèque*.

Les titres auxquels vous avez échappé !

- ◆ "Non aux bouquets misère"
- ◆ "Fleur, une industrie à sa beauté saboter"
- ◆ "Fleurir sans faner la planète"
- ◆ "Fleurs, les alternatives montent en graine !"
- ◆ "Mettre les fleurs au parfum de l'écologie"
- ◆ "À coups de pétales vers l'écologie"



Paris : avis au cinéphiles !

Silence recherche une personne vivant en région parisienne qui serait disponible pour aller quelques fois par an à des projections de presse de films sur l'écologie, et pour en faire ensuite une courte critique écrite pour les pages "livres" de la revue. Nous vous faisons passer les invitations que nous recevons. Contacter Guillaume à *Silence* au 04 78 39 55 33 ou sur contact@revuesilence.net.



Prochain
numéro

Faut-il vraiment planter des arbres ?

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Marion Bichet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h

Rédaction: Guillaume Gamblin et Martha
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été
arrêtées le 1^{er} septembre 2021.

Editeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640

Date de parution: 4^e trimestre 2021
Tirage: 4100 ex.

Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin

Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,
Danièle Gare, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin,
Anaïs Zuccari

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu,
Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous,
Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud,
Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-
Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn
Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Sele, X
Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)

Dessins: Jean-Luc Boiré, R. Coob, Freepik, Lasserpe, Jean
Leveugle, Dave Walker

Corretrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique
Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle
Pingault, Clotilde Rouchouse, Laurence Willemin

Photographes: Lou Benoist, Jean-Michel Boivin, Loyce
Hébert, Pierre Lucarelli, Tala Nicole, Lucie Pelé, Lorraine
Turci / Greenpeace

Et pour ce n°: Michel Bernard, Enora Bource, Monique
Douillet, Loyce Hébert, Stéphen Kerckhove, Héroïse Leussier,
François Marchand, Timothée Parrique, Félix Romain, Jean-
Marc Siffre, François Veillerette, Francis Vergier, Laura,
Maureen, Emma et Lucie (étudiantes à *Sup'écologiques*)

Internet: Damien Bouveret, Maud, Victor Poichet

Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les
brèves sont des résumés des informations que l'on nous
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis
à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins
restent la propriété de leurs autrices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES

NON-VIOLENCE
XXI
Voix dans pour la non-violence

Dossier

Sortir de l'industrie de la fleur

- 05 Les aberrations de l'industrie de la fleur
- 10 Produire des fleurs aujourd'hui en France
- 13 Être fleuriste et écolo, c'est possible ?
- 15 La décroissance : dites-le avec des fleurs ?



Chroniques

- 17 40 ans dans le retro :
1985 : *Silence* connaît
sa première grosse crise
- 20 Nouvelles de la terre :
Face à la montée des eaux,
s'adapter plutôt que bétonner
- 21 Chroniques terriennes :
Flamme olympique,
flemme politique

Articles

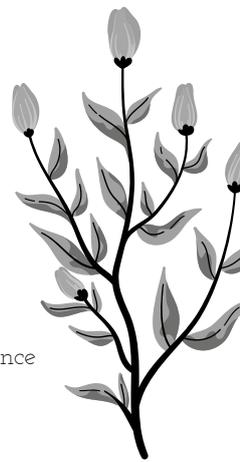
- 30 Transport
"La solution : moins d'avion"



- 32 Alternatives
L'habitat participatif des
Choux Lents : le féminisme
y trouve-t-il sa place ?

Brèves

- 17 Alternatives
- 19 Climat
- 20 Environnement
- 22 Agriculture
- 23 Énergies
- 24 Nucléaire
- 24 Féminismes
- 25 Nord-Sud
- 25 Paix & Non-violence
- 26 Société
- 26 Politique
- 27 Santé
- 28 Transports



- 29 Agenda
- 29 Annonces
- 40 Courrier
- 42 Livres

- 34 Réflexion
La décroissance
pour les nuls
- 38 Environnement
Ver de terre et Cie :
un petit monde de micro-
organismes souterrains



- 48 BD
Les AMAP fêtent
leurs 20 ans !

Les bouquets comestibles permettent d'allier l'utile à l'agréable. Après avoir admiré les fleurs, on peut les cuisiner ou les consommer en tisanes. Citons la bourrache (à gauche), le pissenlit, la fleur d'ail, la capucine (à droite) ou encore la pensée.



Loyce Hébert

Du marché mondial à l'écologie locale

L'industrie mondialisée de la fleur exploite et empoisonne des ouvrières au Sud, engraisse des marchés boursiers, consomme d'énormes quantités d'eau, gâche des millions de tonnes de plastique par an, etc.

Quatre-vingt-cinq pour cent des fleurs vendues en France viennent de l'étranger. Face à cela, relocaliser est un premier pas. Mais notoirement insuffisant : en Hollande, les fleurs locales sous serres chauffées émettent plus de CO₂ que celles venues en avion du Kenya. Il faut donc aussi des pratiques agroécologiques et de saison.

C'est là que se pose un immense défi pour la filière horticole (productrices, fleuristes...), dont une partie, engagée dans l'écologie, relève ses manches et s'organise. Ce défi concerne aussi les consommatrices, et il interroge nécessairement nos habitudes de consommation, notre rapport aux fêtes et à la nature, etc.

Ce dossier est coordonné avec Loyce Hébert, lectrice de *Silence* et fleuriste qui développe une démarche écologique et se pose beaucoup de questions sur le sujet. Il part des réalités d'une filière en transition, avec ses dynamiques et ses limites.

Dans une perspective de décroissance, il interroge également l'enfermement de la fleur dans un rapport marchand et une logique de consommation, et étudie ce que nous aimerions voir demain dans une société écologique et soutenable, où les fleurs continueraient à avoir leur place dans nos vies.

Guillaume Gamblin



DR

Tran-Phi, l'un des deux initiateurs de La Ferme florale urbaine, à Paris. Toutes les livraisons se font à vélo.

Les aberrations de l'industrie de la fleur

Les fleurs que l'on achète, en dépit de tout leur capital de sympathie, sont majoritairement produites industriellement et n'échappent pas aux lois de la finance ni de l'économie marchande. Le marché mondial de la fleur a des conséquences désastreuses tout au long de son parcours, des conditions de travail dans les fermes aux pollutions dans les champs et chez les fleuristes, en passant par l'appauvrissement variétal.

Selon l'*Interprofession française de l'horticulture, de la fleuristerie et du paysage (Val'hor)*, 85 % des fleurs coupées vendues en France viennent de l'étranger. Parmi ces fleurs, 87 % proviennent des Pays-Bas et 6 % arrivent de l'extérieur de l'Union européenne (Kenya, Éthiopie, Équateur, Colombie, Chine, Inde et Israël sont les principaux producteurs exportateurs). Les Pays-Bas sont les leaders du marché puisqu'ils exportent plus de 40 % des fleurs au niveau mondial.

Selon un bilan annuel de *France Agrimer* (2015), la France importe en valeur près de 16 fois plus qu'elle n'exporte. 70 % des fleurs vendues à Rungis (1) proviennent de Hollande.

Mais en réalité, la Hollande ne peut produire toutes les fleurs qu'elle vend à ses clients. Elle achète d'immenses volumes de récoltes à l'étranger (Amérique du Sud, Kenya, etc.) puis les redistribue. Quelle que soit leur provenance, toutes transitent par les bourses néerlandaises, qui sont les plus grandes plateformes d'achat-vente au monde.

Flora Holland, "le Wall Street des fleurs"

Le plus grand importateur distributeur du monde est *Flora Holland*, surnommé "le Wall Street des fleurs" : 48 millions de fleurs sont vendues chaque jour sur ce marché et

redistribuées (2). Ici transite une proportion de 60 % du commerce des plantes et fleurs coupées, passant par les "marchés au cadran". Des milliers de fleurs, coupées en quelques heures aux quatre coins du monde, sont emballées, entreposées dans des chariots (des "racks") puis dans des containers, enfin dans des camions ou avions réfrigérés qui se rendent en Hollande. En général, entre la coupe et l'arrivée chez le ou la fleuriste, il se passe deux à trois jours.

"Pour participer à ce commerce, les fleurs sont expertisées par un commissaire-priseur. Le fournisseur doit signaler l'emplacement, le type et le coût des marchandises qui entrent dans le système d'enchères.

La vente est faite à travers 'l'horloge des enchères' ou le bureau de médiation. Le premier système consiste à lancer une offre avec un prix élevé qui diminue ensuite, et l'acheteur qui obtient les marchandises est celui qui arrête le chronomètre en appuyant sur son bouton." En gros, pour saisir la marchandise, "il faut



Florie Jehanne, installée depuis 2017 dans le Calvados, cultive et propose des fleurs locales, de saison et sans intrants chimiques dans une démarche "slow flower".

être ni trop lent ni trop rapide sinon, on repart bredouille" (3).

De plus en plus, les ventes se font à distance, le contact avec la marchandise

1. On y vend un million et demi de fleurs par jour.

2. Quelques chiffres pour *Flora Holland* : 4, 1 milliards d'euros de chiffre d'affaire par an, 12 milliards de fleurs vendues par an, 48 millions de fleurs vendues par jour.

3. "Le commerce mondial de fleurs. Une affaire de milliards entre les mains d'une élite", www.cdhal.org

standardisée n'étant plus nécessaire. D'autant plus que l'on connaît ce qui est vendu : ce sont toujours les mêmes variétés de fleurs. On achète et revend des fleurs comme on transmet des produits financiers.

Difficile de connaître la provenance

Aujourd'hui, les fleuristes qui s'approvisionnent directement chez les producteurs sont rares, pour plusieurs raisons. D'abord, la Hollande a aspiré le marché des petits producteurs en Europe. Et ce n'est pas si vieux : il y a

encore cinquante ans, on comptait trois fois plus de productrices de fleurs en France qu'aujourd'hui. En outre, il existe de grandes disparités régionales. Pour certaines fleuristes, il est compliqué voire impossible de s'approvisionner en fleurs locales afin de répondre à la demande des client·es. Pour les plantes en pot, à moins de travailler en direct avec un·e pépiniériste, il faut demander aux grossistes d'où viennent les plantes (aujourd'hui, ils affichent la provenance), mais il est souvent difficile de connaître les conditions de production (serres classiques ou chauffées,

plein air, agriculture conventionnelle, biologique ou raisonnée). Enfin, toutes les fleuristes ne souhaitent pas acheter local, privilégiant encore la production hollandaise car, selon elles et eux, le calibrage, la tenue, la "perfection" des fleurs proposées restent inégalés. Ceci est à la fois une question d'habitude bien ancrée et une opinion faussée car aujourd'hui, en France, il existe de nombreux savoir-faire horticoles.

Des allers-retours en avion réfrigéré !

Près de 95 % des fleurs à destination de l'Europe voyagent en avion. On parle de centaines de tonnes par jour qui transitent en camion ou en avion réfrigérés depuis l'autre bout de la terre. À Quito, en Équateur, un aéroport sera bientôt construit plus près des sites de production, exclusivement réservé au transport des fleurs.

En France, Hyères, une des principales plateformes de revente des fleurs, envoie vers la Hollande (au marché au cadran) de la marchandise produite sur

Tristes roses d'Ouganda

Plusieurs pays d'Afrique de l'Est ont développé la culture de fleurs. En quelques années, le Kenya est ainsi devenu le second exportateur de roses vers la France, derrière les Pays-Bas. Le développement du secteur a poussé les pays voisins à investir, notamment l'Ouganda, où les premières serres sont apparues dans les années 1990.

Sur la quinzaine d'exploitations membres de l'Association des exportateurs de fleurs d'Ouganda (*Uganda Flowers Exporters Association, UFEA*), trois sont des filiales d'entreprises néerlandaises et cinq sont partiellement détenues par des investisseurs étrangers. Les fleurs — principalement des roses — sont expédiées vers l'Europe de l'Ouest. Elles représentent aujourd'hui l'un des premiers produits exportés par le pays.

Le développement du secteur a créé de nombreux emplois non qualifiés, dont 80 % sont occupés par des femmes. Mais les serres coûtent cher et les investisseurs, pour obtenir un bon rendement, exigent dans certaines fermes une récolte d'au moins 6 000 tiges par jour pour un salaire journalier d'un peu plus de 2 euros. Les journées peuvent durer plus de 11 heures en prévision des fêtes. Ce rythme et la nature du travail demandé entraînent des douleurs au dos et à la poitrine lors de la récolte, ainsi que de nombreuses coupures dues aux épines et au manque de protection adéquate. L'utilisation des pesticides provoque aussi des problèmes respiratoires ou d'irritation de la peau.

D'autre part, les violences sexistes et sexuelles sont endémiques. Ce secteur présente tous les facteurs de risques connus : des cadres majoritairement masculins pour une main-d'œuvre essentiellement féminine, des contrats précaires, une situation de vulnérabilité économique et une culture de l'impunité pour les violations de droits au travail.

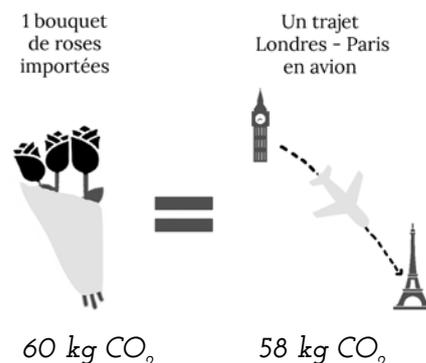
La crise sanitaire a encore aggravé la situation. Avec les annulations de commandes, les exploitations floricoles ont drastiquement réduit leurs effectifs. Au plus fort de la crise, on estime que la moitié des ouvrières ont été renvoyées chez elles, sans aucun revenu. Les autres ont été invitées à dormir sur place pour conserver leur emploi, dans des conditions spartiates.

Les témoignages recueillis cette année par *ActionAid Uganda* auprès des ouvrières qui acceptent de parler de leurs conditions de travail sont édifiants : obligation d'acheter soi-même ses gants de protection, cadres refusant d'accorder un "*congé maladie car c'est pour aller chez le coiffeur*", regret de ne pouvoir compléter ses revenus par une autre activité en raison de la longueur des journées, peur constante de perdre son emploi, souvent sans contrat écrit et au jour le jour, harcèlement sexuel...

Or, la responsabilité des entreprises acheteuses et distributrices de ces fleurs en Europe est engagée car elles profitent de cette exploitation et, par leurs pratiques d'achat, maintiennent une telle pression sur les prix que le respect des normes de sécurité et du droit du travail paraît incompatible.

Enora Bource

◆ ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.actionaid.fr



Un bouquet de roses importé peut générer jusqu'à 60 kg de CO₂, soit l'équivalent d'un trajet Paris-Londres en avion, selon une étude de la Lancaster University datée de 2017.

le territoire français qui sera ensuite redistribuée en France. Bilan : 3 000 km.

Le Nord, plus gros pollueur

La plupart des fleurs — principalement les roses dont le Kenya est le plus gros producteur — parcourent plus de 6 500 km avant d'arriver chez le ou la fleuriste. Mais, ironie de l'histoire, produire une rose kényane émet 6 fois moins de CO₂ qu'une rose néerlandaise. Pourquoi ? Parce que le transport de cette fleur par avion sur des milliers de kilomètres a moins d'impact sur notre planète que les installations en serres chauffées au gaz naturel en Hollande. Et il se trouve que les fermes florales



Marché aux fleurs professionnel : ces milliers de bouquets vont partir aux quatre coins de l'Europe.

installées en Afrique et en Amérique du Sud, malgré leur utilisation massive de pesticides, bénéficient d'un climat propice à la culture de fleurs.

Les pays du Nord, dits riches, sont les plus gros consommateurs de fleurs : Union européenne, Amérique du Nord, Russie et Japon. Ceci est lié principalement à des habitudes de consommation, à une histoire et à un rapport particuliers au monde végétal que ces pays ont développés ces derniers siècles.

Des conditions de travail difficiles et dangereuses

Ce sont principalement des femmes qui travaillent dans ce que l'on appelle des fermes florales. Cette main-d'œuvre est peu chère : très souvent, elles sont payées en dessous du salaire minimum fixé par leur pays. Du fait de leur exposition aux pesticides, les maladies (cancers) et les problèmes de santé (troubles de la vue, problèmes respiratoires, troubles de mémoire, nausées et dépressions) sont fréquents chez ces travailleuses.

Pour ces pays producteurs, comme le Kenya, les emplois et les exportations représentent une part considérable de la stabilité économique. Ayant fait l'objet de nombreuses critiques, certaines entreprises concernées se

sont mises au pas en réduisant l'utilisation des pesticides ou en mettant en place des systèmes dits "équitable", comme le mouvement *Fairtrade* – *Max Havelaar* (4).

"La fleur est le végétal le plus gourmand en eau et en produits chimiques"

La culture industrielle des fleurs est bien souvent un danger pour l'humain, la faune et la flore. Car, ironie du sort, elle contribue à tuer les abeilles, coccinelles et autres pollinisateurs. Il n'y a aucune réglementation en vigueur et la traçabilité des fleurs est quasiment impossible aujourd'hui — nous l'avons vu plus haut, la Hollande achète des volumes énormes à des fermes florales sans indiquer la provenance aux acheteurs. S'il y a une réglementation en vigueur pour les produits alimentaires, elle est très floue pour les végétaux non alimentaires. Vous pouvez trouver chez votre fleuriste jusqu'à vingt-cinq substances interdites dans l'Union européenne. Le rapport "*Toxic Eden*", publié

4. Les fermes horticoles travaillant avec *Max Havelaar* sont soumises à des règles concernant l'usage de l'eau et des pesticides, le salaire et les congés des employé-es, leur liberté d'association, etc. Toutefois, le label équitable travaille en partenariat avec de gros groupes très inéquitables comme *Système U*, *Leclerc*, *Carrefour* et *Intermarché*.

Une demande de perfection

Par ailleurs, la question de l'attente du consommateur est un axe important à prendre en compte. Aujourd'hui, personne ne souhaite acheter une fleur abîmée même légèrement. Or, la fleur est un produit fragile. Il y a un fort parallèle avec les questions qui agitent l'agriculture : provenance, calibrage, traitements phytosanitaires, échelles de production, etc.

en 2014 par *Greenpeace Hollande*, montre que 80 % des plantes à fleurs testées en Europe sont contaminées par des pesticides toxiques pour les abeilles (les fameux néonicotinoïdes). Par comparaison, en 2018 on estimait que l'utilisation de pesticides pour l'agriculture maraîchère était de 1, 2 kg par hectare de maïs, alors qu'elle serait de 106 kg pour les roses et de 134 kg pour les lys (5).

5. Selon *Centraal Bureau voor de Statistiek*, office néerlandais des statistiques, cité par *Weronika Zarachowicz* dans "La fleur est le végétal le plus gourmand en eau et en pesticides", *Télérama*, 13 novembre 2018.



DRK

Le déclin de la filière horticole française depuis le milieu du 20^e siècle, lié à l'industrialisation et à la mondialisation du marché, est en train de se frotter à un mouvement inverse avec l'installation d'un nombre de plus en plus important de jeunes exploitantes depuis quelques années. En France, on trouve aujourd'hui une grande diversité de modèles de production. Cela va de la petite ferme spécialisée dans certaines fleurs (fleurettes, pivoines), à la production industrielle de tulipes ou de muguet en passant par des fermes en polyculture. Ici, la Lavanderaie des Hautes-Baronnies, à Orpierre (Hautes-Alpes), membre du Collectif de la fleur française.

Qui achète des fleurs ?

Un peu plus d'un foyer sur deux achète un végétal d'intérieur chaque année. Les deux tiers des acheteu-ses sont des femmes, une grosse moitié a plus de 55 ans. 90 % des acheteu-ses touchent plus de 1 500 euros par mois. (Val'hor, "Les achats de végétaux, arbres, plantes et fleurs des Français en 2020").

Au Pays-Bas, les autorités ont constaté un niveau "préoccupant" de pollution des eaux de pesticides illégaux dans les régions des serres.

En cause, la fragilité du produit. En effet, la culture sous serre favorise le développement de champignons, de bactéries et de maladies, d'où la forte tendance à utiliser des pesticides pour pallier le problème. Mais un autre problème se pose : celui de l'eau. "Par rapport à son volume et à son poids, la fleur est le végétal le plus gourmand en eau et en produits chimiques. Elle est fragile et requiert un écosystème précis, sinon elle pousserait partout. Donc on gave la terre de fertilisants pour toujours plus de floraisons, la fleur s'épuise, et on compense par encore plus de produits. [...] La situation se résume à utiliser des produits frelatés et non homologués, sans aucune formation ni information, sans limite ni protection" (6).

6. "Si belle ! Mais la fleur est une industrie polluante", <https://reporterre.net>, 9 février 2017.

Fleuriste : un métier à risque...

Khaoula Toumi, doctorante à l'université de Liège, a analysé pendant quatre ans en Belgique les fleurs les plus vendues chez des fleuristes volontaires au cours des pics d'activité (Saint-Valentin, fête des mères, Toussaint). Elle a relevé environ 110 résidus différents de pesticides sur les fleurs et les mains des fleuristes, et 70 dans les urines de ces mêmes fleuristes : des substances cancérigènes ou mutagènes et des perturbateurs endocriniens (7).

Si l'exposition reste faible (mais réelle) pour le ou la consommatrice, il n'est pas recommandé de respirer une rose kényane chez son fleuriste.

Certain-es conseillent même de ne pas mettre ces végétaux au compost... En plus de polluer, ils se désagrègent très lentement.

7. "Risk Assessment of Florists Exposed to Pesticide Residues through Handling of Flowers and Preparing Bouquets", <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov>, 13 mai 2017.

Normalisation et hybridation

Les fleurs phares en France sont, dans l'ordre des ventes, la rose (8), le lys, la pivoine, le gerbera et l'œillet. D'autres fleurs et feuillages sont présents chez les fleuristes mais, après des années de recherches pour sélectionner et hybrider les meilleurs spécimens, il y a un manque de diversité croissant.

Le parallèle peut être fait avec le maraîchage, qui sélectionne et hybride les espèces les plus solides au risque de perdre l'intérêt nutritionnel et gustatif du produit. Il en va de même pour les fleurs qui, pour la plupart, ont perdu tout leur parfum, la rose étant le meilleur exemple. Pour satisfaire une demande croissante, nous avons perdu le plaisir des saisons. Tout le monde veut des roses, des pivoines ou des lys toute l'année. La rose, par exemple, fleurit au printemps, en été et parfois jusqu'à l'automne... tout le temps, sauf le 14 février, date de la Saint-Valentin !

Des laboratoires se sont spécialisés pour répondre aux exigences des client-es (tenue en vases, couleurs, formes) et aux exigences des fleuristes (la rose droite comme un I, qui n'existe pas naturellement, est plus facile à travailler en bouquet), quitte à créer des fleurs OGM. Notons aussi la volonté de répondre à des modes : pendant une dizaine d'années, des chercheu-ses ont tenté de créer une rose bleue, sans y parvenir...

Ces faux besoins ont créé une industrie planétaire, avec les conséquences que l'on connaît : artificialisation des sols, serres chauffées en plein hiver, utilisation démesurée d'intrants chimiques, appropriation et appauvrissement des terres et des points d'eau, mise en danger et expropriation de populations autochtones (comme les Massai au Kenya), disparition des petits producteurs. ♦

8. 65 % des fleurs coupées achetées sont des roses.

Les fleurs, un trésor culturel

Loin d'être de simples produits de consommation, les fleurs font partie de notre rapport immémorial au monde vivant. Les humains ont vécu avec elles, les ont cultivées, les ont utilisées pour se nourrir, se soigner, pour interagir avec les cultures agricoles, etc. Elles ont très vite acquis des significations culturelles fortes qu'il est impossible d'ignorer. Leur saisonnalité, leur couleur, les ont associées à des événements de la vie et à des fêtes, notamment. La rose rouge, le chrysanthème, le muguet nous renvoient immédiatement à des moments distincts de l'existence sociale, à des sentiments (deuil, amour), etc. Le "langage des fleurs" transmet des messages qui ne passent pas par les mots. C'est aussi pour cela que les fleurs sont si souvent quelque chose que l'on offre. Selon Val'hor ("La filière en chiffres", octobre 2020), 73 % des ventes de végétaux d'intérieur chez les fleuristes sont destinés à être offerts et 27 % sont des achats personnels.



Le nombre de points de vente de fleurs sous franchise était de 4,5 % en 2018, selon l'étude "Chiffres clés - fleuristes" publiée en décembre 2019 sur <https://faf.fr> par Xerfi I+C, pour l'Association pour le développement du paritarisme des fleuristes et animaliers, Val'hor et la Fédération française des artisans fleuristes. Ce qui laisse entendre que 95,5 % des fleuristes sont des "indépendants", comme Acacia à Vic-le-Comte, dans le Puy-de-Dôme.

› Texte : **Félix Romain**

Produire des fleurs aujourd'hui en France

Qu'en est-il de la production de fleurs en France ? Quels défis se posent pour la transition du secteur horticole vers des pratiques agroécologiques ? Voici le témoignage de Félix Romain, de *La Ferme florale urbaine*, sur les toits de l'hôpital Robert-Debré du 20^e arrondissement de Paris.



Contrairement aux agriculturices maraîchères, les horticulturices français-es n'ont pas encore amorcé le virage écologique et bas carbone qui s'impose désormais. C'est toute une filière qu'il faut reconstruire ou réadapter et, pour les productrices qui démarrent, les difficultés sont nombreuses.

Tout est à apprendre

Il faut créer un modèle productif bas carbone, en adaptant les micro-fermes maraîchères agroécologiques à la production de fleurs coupées. L'exercice n'est pas simple car la saisonnalité de la production florale est bien plus marquée que celle des légumes et la diversité, beaucoup plus grande. Nous débutons et avons vraiment le

sentiment de n'être qu'au début du chemin : tout est à apprendre. Il est difficile d'imaginer la complexité de ce métier tant qu'on ne s'y confronte pas. La filière est à construire, cela rend tout plus difficile. Par exemple, nous manquons de matériel agricole adapté au travail artisanal intensif : il est impossible de trouver un simple hache-paille. En Europe, le seul modèle existant — fabriqué en France — coûte 1 700 euros, alors qu'en Afrique ou en Inde, toutes les paysannes en ont un.

Les obstacles administratifs sont nombreux

Le modèle de ferme florale *Slow Flower* (voir encadré) ne rentre pas dans les cases de la filière professionnelle.

La Ferme florale urbaine

La Ferme florale urbaine, située sur le toit de l'hôpital Robert-Debré, dans le 19^e arrondissement de Paris, a été créée en 2019 par Félix Romain et Tran-Phi Vu.

Chaque livraison est réalisée à vélo. Ici, toutes les fleurs sont locales (elles ne parcourent pas plus de 10 km durant leur existence) et de saison, cultivées en pleine terre, sans pesticides ni agents fixants, artisanales (utilisation de techniques simples), zéro déchet (sans plastique, compostage), etc.

◆ <https://fermeflorale.paris>

Pire, beaucoup de chambres d'agriculture n'incitent pas à se lancer dans la fleur coupée. L'accompagnement, qu'il soit financier ou technique, est quasiment inexistant. Les minima de loyers (fermage) sont multipliés par 3 ou 5 selon que l'on décide de cultiver des légumes ou des fleurs ; les subventions sont très rarement ouvertes aux horticulturices. Il est également plus difficile de trouver un terrain, car ceux-ci sont soit trop chers (un-e horticultrice à la retraite préfère vendre à un promoteur immobilier), soit préemptés par les collectivités qui cherchent, la plupart du temps, à y développer un projet exclusivement maraîcher (le "manger local" est privilégié). Enfin, on manque de formations adaptées à ces nouvelles pratiques.

Déplacer la demande

Un producteur *Slow Flower* ne pourra jamais s'aligner sur l'offre du secteur horticole industriel. Pour les fleuristes, ce n'est pas forcément évident, car il faut réintégrer la saisonnalité des fleurs, les aléas de la nature, l'extrême diversité de l'offre et probablement une redistribution plus équitable des revenus. Ce sont des acteurs-clés pour ce changement : leur rôle pédagogique auprès des clients est indispensable.

L'agriculture urbaine a aussi un rôle à jouer : en créant des fermes florales au cœur d'une ville, nous voulons rendre visible ce processus de production.

Mieux répartir les risques entre acteurs de la filière

Nous regrettons que le risque financier soit aujourd'hui porté uniquement par l'horticultrice. Si il ou elle expérimente des techniques de culture qui nécessitent quelques années pour être optimisées, si il ou elle teste de nouvelles espèces de fleurs qui ne donnent pas le résultat escompté, ou encore si il ou elle refuse d'utiliser des produits chimiques pour soigner des plants malades, quitte à perdre une partie de sa production, alors l'horticultrice est toujours l'unique perdant-e car rien ne viendra compenser ce manque à gagner. À l'inverse, un-e fleuriste qui décide de se lancer dans le *Slow Flower* peut décider d'acheter des fleurs chez un-e petit-e productrice local-e mais, en cas de problème, il lui est toujours possible de se rabattre sur l'offre conventionnelle afin de réaliser son chiffre.



Avant l'étape de la culture, il y a celle des pépinières. C'est ici que la plante se développe, de la graine au plant, avant de poursuivre sa vie chez des particuliers ou chez des professionnelles qui auront pour mission de l'accompagner vers la fleur. Dans ce domaine aussi, les modèles agronomiques et économiques sont variés. La filière bio s'est développée.

Si chacun-e admet qu'il faut développer la production de fleurs françaises bas carbone, alors il nous paraît indispensable que ce risque soit aujourd'hui mieux partagé entre les différents acteurs de la filière. Concrètement, cela pourrait se traduire, pour les fleuristes bien établies, par des promesses d'achats à un prix volontairement plus élevé que le marché : le ou la productrice qui débute verrait ainsi sa petite production prévenue à un prix intéressant et, pour le ou la fleuriste, ce serait indolore car la quantité de fleurs achetée resterait infime par rapport à son volume de vente annuel. ♦

Le Slow Flower

Le *Slow Flower* (littéralement "fleur lente") est une tendance apparue dans les années 2000, dans la lignée du mouvement "Slow". Il consiste à privilégier les fleurs locales et de saison ainsi que des pratiques saines et responsables à tous les niveaux. En France, il est porté, entre autres, par le *Collectif de la fleur française*.



Une concurrence possible avec les surfaces agricoles ?

Une critique émerge lorsqu'on parle de la culture des fleurs : leur caractère "futile" par rapport à la production agricole. S'il fallait choisir, pour une surface donnée, entre cultiver des pommes de terre ou des fleurs, il semble que les premières, nourrissantes, auraient nécessairement la priorité. C'est d'ailleurs dans ce sens que fonctionnent les politiques foncières, comme le souligne Félix Romain. La souveraineté alimentaire passe avant l'envie d'une touche de beauté dans sa cuisine ou sur son balcon.

Quelles sont les surfaces concernées ? En Occitanie, en 2017, le secteur "horticulture et pépinières" représentait 6 % des surfaces cultivées, selon la Chambre d'agriculture. Dans les Pays de la Loire, horticulture et pépinières représentent 3 300 ha sur 2,3 millions d'hectares cultivés en tout.

En France, on comptait en 2020 1 200 entreprises à dominante "pépiniériste" et 1 700 à dominante "horticulture", 14 000 fleuristes et 1 600 jardineries.

Aujourd'hui en France, vu la modestie des surfaces horticoles, aucune menace sérieuse ne semble peser sur le secteur alimentaire. En revanche, dans certains pays gros producteurs, la question se pose. Et si demain nous relocalisions l'ensemble de notre production sans réduire notre consommation, il faudrait multiplier les surfaces cultivées par 5 ou 10.

Les pratiques d'agroécologie peuvent permettre de dépasser ce problème de concurrence en associant cultures maraîchères et horticoles de manière intelligente.

GG



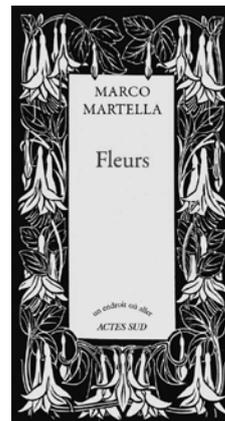
Les pratiques d'agroécologie associent régulièrement la culture de fleurs et de légumes, de céréales, etc., comme ici à Terra Vivre, dans la province de Liège (Belgique). Certaines fleurs peuvent être utilisées comme de précieux bio-indicateurs de la qualité du sol, de son acidité, etc. La présence de certaines fleurs dans un champ ou à côté permet aussi le maintien d'abeilles sauvages dont le rôle sera important dans la pollinisation des cultures.

Fleurs

Marco Martella

Huit chapitres présentant huit jardins autour de huit fleurs symboliques. Avec une écriture très littéraire, l'auteur présente ses rencontres avec des personnes qui racontent des anecdotes autour de jardins particuliers, petits ou grands, prétexte à débattre sur le rôle des jardins dans nos vies, dans nos engagements, dans nos relations. Très agréable à lire. FV

Éd. Actes Sud, 2021, 200 p., 19 €



➔ Pour aller plus loin

◆ **Le Collectif de la fleur française**, né en 2017, rassemble plus de 140 fleuristes et productrices à travers la France. Il soutient la culture de fleurs locales et de saison et s'inscrit dans le mouvement *Slow Flowers*. Collectif de la fleur française, 4 rue Brunel, 75017 Paris.

Son site www.collectifdelafleurfrancaise.com présente une carte de France de ses membres.

◆ **Fleurs d'ici** : réseau de vente de fleurs locales et de saison... mais seulement en ligne. www.fleursdici.fr

◆ **Triangle vert** : dans l'Essonne, des porteurs de projet de fermes florales en recherche de foncier sont accompagnés par l'association *Triangle vert*. *Le Triangle vert des villes maraîchères du Hurepoix*, 5 rue Alfred-Dubois, 91460 Marcoussis, tél. : 01 64 49 69 79, www.trianglevert.org

◆ **L'intelligence des fleurs**, Maurice Maeterlinck, éd. de Paris Max-Chaleil, 2020 (1907)

◆ **Atlas de botanique poétique**, Francis Hallé, éd. Arthaud, 2019

◆ **Fleurs**, Marco Martella, Actes Sud, 2021

◆ **Guide Delachaux des fleurs de France et d'Europe**, David Streeter, Christina Hart-Davies, éd. Delachaux, 2011

◆ **La Flore des friches urbaines**, Audrey et Myr Muratet, Marie Pellaton, éd. Xavier Barral, 2017



Être fleuriste et écolo, c'est possible ?

Fleuriste indépendante à Montreuil et engagée dans une démarche écologique, Loyce Hébert partage ici quelques-unes des questions qu'elle se pose, comme autant de défis à relever au quotidien.

Le monde végétal a toujours tenu une place importante dans ma vie. Le métier de fleuriste, je l'ai appris à 20 ans avant de travailler une quinzaine d'années dans le monde de la culture. Je ne pensais pas reprendre cette activité. C'est la rencontre avec un producteur de roses qui a bouleversé le chemin que je m'étais tracé.

Cueillir, réfléchir, raconter

J'ai mûri le projet pendant deux ans, ce qui m'a laissé le temps de le rêver et d'établir les points qui m'étaient essentiels :

- ◆ travailler en direct avec des productrices, le plus localement possible, et apprendre d'elles et eux ;
- ◆ réfléchir à l'impact environnemental de mon activité, sur toute la chaîne, de l'achat à la revente ;
- ◆ quel univers et quel récit avais-je envie de transmettre aux personnes ? Être passeuse entre productrices et client-es. Leur expliquer par exemple que telle fleur cette semaine est plus courte parce qu'il n'a pas assez plu, ou encore qu'elle est tachée à cause de tel parasite. Cela prend du temps d'expliquer, de faire découvrir et de susciter l'intérêt pour certains végétaux. Les habitudes sont malgré tout difficiles à changer. Les personnes sont habituées aux fleurs qui tiennent, il y a un rapport entre le prix et le caractère éphémère du produit qui coince



Loyce Hébert

"Aujourd'hui, dans ma pratique, je parviens à me fournir en fleurs toute l'année en suivant les saisons. La France est un pays aux disparités climatiques favorables. Au printemps et en été, c'est plutôt la partie Nord de la France qui produit (bulbes, fleurs des champs, pivoines, roses...). La bascule se fait à l'arrivée de l'automne, et pendant tout l'hiver, le Var prend le relais, avec d'autres fleurs (anémones, renoncules [photo], mimosa...)"

Loyce Hébert, fleuriste

encore. Mais au bout de trois ans, je peux constater les changements chez mes client-es. En réalité, les personnes aiment qu'on leur raconte l'histoire des fleurs qu'ils et elles achètent ;

- ◆ glaner moi-même une partie des végétaux. Il s'agit principalement de flore spontanée dans deux endroits de ma ville : Montreuil. J'ai accès à deux lieux, un jardin et une friche, dans lesquels je glane fleurettes, graminées, feuillages, baies et parfois des fleurs que j'ai moi-même

semées. Je me suis formée à la reconnaissance de la flore sauvage pour plusieurs raisons : élargir mes connaissances en botanique, ne pas cueillir des plantes toxiques et transmettre à mes client-es ces connaissances. Enfin, quelques ami-es jardiniè-res me donnent aussi parfois des fragments de végétaux (arbres, arbustes fleuris...) qu'ils ou elles taillent. C'est une manière de recycler ce qui partirait à la déchetterie.



Loyce Hébert est la fleuriste de Loiseau jardinier, www.loiseaujardinier.fr

"Dire la poésie des fleurs et leur nécessité pour la planète et les humains"

Mon souhait était de proposer autre chose, de plus sensible, qui soit ouvert à la diversité végétale et hors de la norme. Mon passé de plasticienne m'a aussi aidée à créer un univers bien à moi, peuplé de souvenirs d'enfance et de références artistiques.

En travaillant les fleurs de saison, on ouvre un champ d'expérimentation infini où l'on peut dire la poésie des fleurs, leurs formes, leurs couleurs et la façon dont elles fonctionnent. Car les fleurs sont d'une grande nécessité pour la planète et les humains. Elles sont l'un des organes reproducteurs du monde végétal : sans elles, pas de fruits. Elles ont une intelligence qu'on ne soupçonne pas (lire *L'Intelligence des fleurs*, de Maurice Maeterlinck) et elles sont nécessaires au bien-être des humains de par leur beauté, leur parfum et leur capacité à nous émerveiller, coupées ou non.

Dans la pratique, de nombreux défis à relever

Le projet tel que je voulais le créer demande de s'attaquer à des questions de fond, qui prennent du temps sur le travail quotidien :

- ◆ tri des déchets (papier, plastique, déchets verts). Certain-es fleuristes ne s'embêtent pas du tout à faire ce tri ;
- ◆ acheter ou non des fleurs emballées dans du plastique. Ce n'est pas parce que les fleurs sont vertueuses qu'elles ne sont pas transportées

dans un film plastique. Certains producteurs (dans le Sud notamment) sont tenus de procéder ainsi, cela fait partie de leur charte de vente. Les fleuristes comme moi sont totalement coincés car l'offre en hiver est très réduite ;

- ◆ chercher toujours de nouvelles productrices. L'offre devient trop faible par rapport au nombre de fleuristes qui s'installent et veulent de la "fleur propre" (1) ;
- ◆ chiner ou acheter du matériel de seconde main lorsque c'est possible ;
- ◆ trouver des alternatives à la mousse florale (très polluante). Pour de petites compositions, j'utilise des pots solides (en céramique) qui peuvent accueillir du grillage à poule permettant d'y piquer des fleurs. Le grillage est ensuite réutilisé. Pour tout ce qui est composition funéraire (dessus de cercueil, couronne, etc.), impossible de faire autrement. Je pense sérieusement que des ingénieurs pourraient se pencher sur cette question !
- ◆ se fournir ou non chez des productrices qui utilisent des traitements : quelle est ma limite ? Cela

1. Après enquête auprès de productrices, se faire labelliser en bio n'a pas grand intérêt même s'ils ou elles sont déjà dans une démarche zéro traitement. C'est un label très contraignant, cher, et la demande du public n'est pas encore assez importante pour sauter le pas. Celles et ceux qui possèdent le label ont très souvent aussi une production maraîchère où la fleur reste un "plus".

veut dire poser des questions qui peuvent fâcher car le sujet est très sensible en ce moment ;

- ◆ les livraisons : je décline les livraisons en voiture au-delà d'un certain périmètre pour un seul bouquet. Je recommande aux clients de s'adresser à des fleuristes proches du domicile des personnes concernées ;
- ◆ comment répondre à certaines demandes des client-es qui ne correspondent pas à mes valeurs (roses ou pivoines en hiver) ? En réalité, j'ai vite constaté que cela ne posait pas de problème. Les personnes qui m'appellent savent pourquoi elles le font. Je communique assez fortement sur ma démarche, donc je n'ai jamais perdu de client-e pour des questions comme celles-ci. C'est plutôt le prix de mon travail qui est sujet à refus.

Pour le moment, dans ce métier que je me suis choisi, les défis que je me suis lancés sont réellement fastidieux, souvent décuplés par les réalités économiques. C'est aussi pour cette raison que je cueille. Cueillir est une activité régénératrice pour moi. Mais s'il y a une chose que j'ai apprise, c'est qu'on ne cueille pas tout au même endroit. Je ne prends jamais toutes les fleurs d'un même pied, ni ne mets à nu un arbuste. Il y a la petite part pour moi, l'autre partie appartient au reste du monde vivant. Ainsi, je laisse également la possibilité à la flore de se régénérer. C'est à cet endroit que je retrouve la justesse. ◆

La décroissance : dites-le avec des fleurs ?



Le Jardin d'Edgar à Nantes, une activité de jardinage de rue au sein d'un jardin partagé.

Ce dossier développe ce qui peut être fait pour adopter les pratiques les plus écologiques et équitables possible... au sein de la filière et du marché de la fleur. Comment prolonger cette réflexion pour aller vers la décroissance ?

Les pistes présentées dans ce dossier pourraient permettre de relocaliser et de re-saisonnaliser, de faire décroître l'exploitation des travailleu-ses aux relents néocoloniaux, de freiner les marchés financiers, les nuisances écologiques liées au gâchis, au transport, aux pesticides, aux serres chauffées, au plastique, etc., tout en instaurant des pratiques qui feraient vivre dignement toute une filière locale travaillant en coopération.

C'est déjà un grand pas en avant, et cette généralisation transformerait en profondeur le paysage du marché de la fleur.

Ces initiatives vont sans doute aussi loin qu'il est possible d'aller dans ce cadre. Cependant, il nous semble important de prolonger la réflexion dans une perspective de décroissance.

Transformer les habitudes de consommation

Un changement d'imaginaire et d'habitudes de consommation serait

nécessaire pour transformer plus radicalement le paysage de la fleur. A *minima* pour aller vers les pratiques mises en avant par la filière de la fleur locale et équitable : privilégier les bouquets de fleurs locales et de saison aux roses importées aux couleurs chimériques. Mais aussi préférer les plantes en pot aux fleurs coupées, aller admirer les fleurs autour de chez soi là où elles se trouvent, choisir de se fournir chez des fleuristes qui adoptent des pratiques plus écologiques (sans plastique, entre autres). Organiser les mariages ou enterrements sans une profusion de fleurs coupées. Pour les cadeaux, réinventer l'éternel bouquet de fleurs (1). Plus largement, il s'agit de sortir notre rapport aux fleurs de la consommation, comme on le verra plus bas.

1. Un membre de *Silence*, qui dispose d'un jardin fleuri, explique qu'il ne cesse de recevoir des fleurs lorsqu'il invite des gens chez lui, par manque d'imagination sans doute. Dans certains pays asiatiques, on a l'habitude d'offrir des corbeilles de fruits.

L'omniprésence du numérique

Du côté des fleuristes, soulignons l'omniprésence du numérique dans les alternatives présentées.

Cette numérisation galopante s'est développée face aux restrictions liées au Covid-19. Fin août 2020, après quatre mois de pandémie, 2 000 fleuristes avaient déjà dû fermer définitivement leurs portes en France, et un doublement de ce chiffre était attendu avant la fin de 2020. Le secteur a donc subi une véritable hémorragie.

Pour s'en sortir, la filière s'est massivement reportée sur le numérique afin de poursuivre une certaine activité commerciale en gardant son rideau fermé. L'insistance sur le numérique est constante dans les initiatives de relocalisation de la filière, comme interface pour relier les différents acteurs et ajuster leurs besoins à ceux de la clientèle. Les client-es peuvent choisir via une interface internet les fleurs et les bouquets souhaités, qui sont ensuite cueillis à la demande puis récupérés à

la ferme ou en boutique. Ce système permet de "ne consommer que le nécessaire, laisser les autres fleurs s'épanouir à disposition des abeilles. Pas de boutique ni de vitrine à entretenir avec stock de démonstration à entretenir et gaspillé", argumente Tiphaine Turluche, de la ferme horticole Les Bottes d'Ané-

Par ailleurs, il est plus difficile que dans l'alimentaire de s'engager, comme dans une Amap, à recevoir régulièrement des bouquets de fleurs. Les fleurs impliquent davantage des commandes au coup par coup. Cela interroge cependant sur l'avènement d'une société 2.0, à base de tout numérique, où la numé-

pour les fêtes telles que les mariages : serait-il si choquant de disposer des fleurs en pots, qui seraient ensuite récupérées par les fleuristes puis réutilisées à d'autres occasions ? Même si des questions similaires se posent ici : des plantes en pots de plastique, industrielles et importées, dopées chimiquement, achetées en supermarché, sont tout aussi problématiques.

Ces questions peuvent être dérangeantes pour la filière de la fleur car elles mettent en péril sa survie économique, qui repose, pour beaucoup, sur les fleurs coupées. Une transition progressive vers une sortie de la fleur coupée serait-elle envisageable ?

Sortir les fleurs du marché ?

Et si la réflexion sur la décroissance amenait à envisager de sortir de la filière marchande ? En effet, il existe d'autres moyens imaginables de satisfaire nos besoins d'admirer des fleurs : aller les regarder dans les parcs et jardins en ville (qui pourraient être amenés à se multiplier), à la campagne et à la montagne (dans une société décroissante qui ménagerait davantage d'espaces propices à la biodiversité), en planter chez soi quand on a un jardin, échanger des graines ou des semis pour en cultiver soi-même, etc.

Cette hypothèse engendrerait des pertes d'emploi du côté des fleuristes et des horticultrices. Que serait-il possible d'imaginer pour y remédier, quelle transition et vers quoi ? Peut-on concevoir que certains de ces emplois soient reconvertis vers la restauration des écosystèmes ou l'entretien des parcs floraux, vers l'accompagnement à la découverte de la flore en milieu naturel ? Par ailleurs, quelles en seraient les conséquences dans les pays qui vivent aujourd'hui de la culture et du commerce de la fleur ?

Il faudrait aussi se méfier d'un possible report négatif sur la flore sauvage, qui se trouverait encore plus menacée par une intensification de la cueillette par les particuliers. Comment éviter cela (3) ?

Les questions restent nombreuses pour continuer à avancer vers la décroissance... et pour le dire et le faire avec des fleurs. ♦

3. Il existe une réglementation relative à la cueillette des fleurs sauvages mais elle est difficile à appliquer.



Pour Loyce Hébert, on peut aussi soulever "la question de la quantité de fleurs dans un bouquet. Dans ma pratique, si les bouquets paraissent petits, les gens ne les achètent pas ! Nous ne sommes pas dans le 'mesuré' comme peut l'être l'art de l'ikebana. Je dis souvent à mes clients : 'Vous savez, trois fleurs ensemble peuvent être aussi belles qu'un énorme bouquet !' Ici, petit bouquet simple de dahlia et de fleurs glanées (fenouil, feuillage d'asperge, solidago et houblon), confectionné par Loyce Hébert.

none, dans le Morbihan. Ce discours est mis en avant de manière plus globale par le réseau *Fleurs d'ici*, qui s'est spécialisé dans la vente en ligne (2).

On comprend l'intérêt de ces plateformes, dans un contexte où les boutiques des fleuristes sont fermées à cause des restrictions sanitaires et où le secteur subit la crise de plein fouet.

2. "Grâce au digital, Fleurs d'ici agrège au sein de son collectif des acteurs de toute taille, leur permettant ainsi de retisser des liens de proximité entre producteurs, artisans fleuristes et clients. Ce modèle horizontal dans lequel nous croyons montre toute sa résilience dans la crise actuelle car il est fait d'une multitude de petits liens, insignifiants pris individuellement mais d'une force incroyable pris dans leur ensemble."

risation est présentée comme l'instrument par excellence d'écologisation des pratiques. Y a-t-il d'autres manières d'être résilient-es sans passer par ce canal ?

Renoncer à la fleur coupée ?

Un autre point d'interrogation concerne le caractère éphémère des fleurs coupées par rapport aux fleurs et plantes en pots ou en pleine terre. Y a-t-il vraiment un sens à poursuivre le commerce, la valorisation et la normalisation de fleurs coupées comme objets de décoration ou moyens d'exprimer ses sentiments ? Quid des fleurs en pots et à bulbes qui peuvent être entretenues et vivre plusieurs saisons ? De même

40 ans dans le rétro

1985

Silence connaît sa première grosse crise

Alors que les Verts se structurent et que les débats écologistes fleurissent, la revue s'interroge sur son avenir, et s'arrête durant l'été 1985.

En 1984, nous participons à une rencontre près d'Annonay sur les questions de développement et d'alternatives à la croissance. Nous y faisons connaissance avec Pierre Rabhi, encore inconnu à cette époque, et avec d'autres dont François Plassard, qui vient de publier *Autonomie au quotidien, réponse à la crise* ? Ce livre nous plaît beaucoup et il nous donne son accord pour en publier un résumé dans *Silence*. Cela constitue les dossiers des n° 61 et 62.

Une revue de débats

Dans le numéro 61, *Silence* publie la lettre du lieutenant Jean-Louis Cahu. Celui-ci, responsable d'un silo nucléaire sur le plateau d'Albion, a déserté. Un événement rare. Nous menons un long entretien avec lui dans le n° 71. Après quelques mois de prison et la perte de son grade, il devient salarié de la *Maison de l'écologie de Grenoble*.

Dans le n° 66-67, on trouve un premier questionnaire. On y découvre quatre questions ouvertes : Que pensez-vous de l'autonomie au quotidien ? de la lutte pour le gel des armes nucléaires ? des Verts ? du débat sur la démographie ?

Un débat divise les Verts : doit-on chercher ou non à converger avec des mouvements comme la *Fédération de la gauche alternative* (qui deviendront les *Alternatifs Rouge et Vert*) et le MAN ? *Silence* accepte de laisser la parole aux promoteurs de ce rassemblement et cela donne le dossier du n° 70. Le numéro s'intercalant entre deux numéros normaux, *Silence* sera hebdomadaire pendant 3 semaines. La

démarche n'aboutira pas : il y aura deux candidats aux élections présidentielles de 1989, Antoine Waechter pour les Verts, Pierre Juquin pour la FGA.

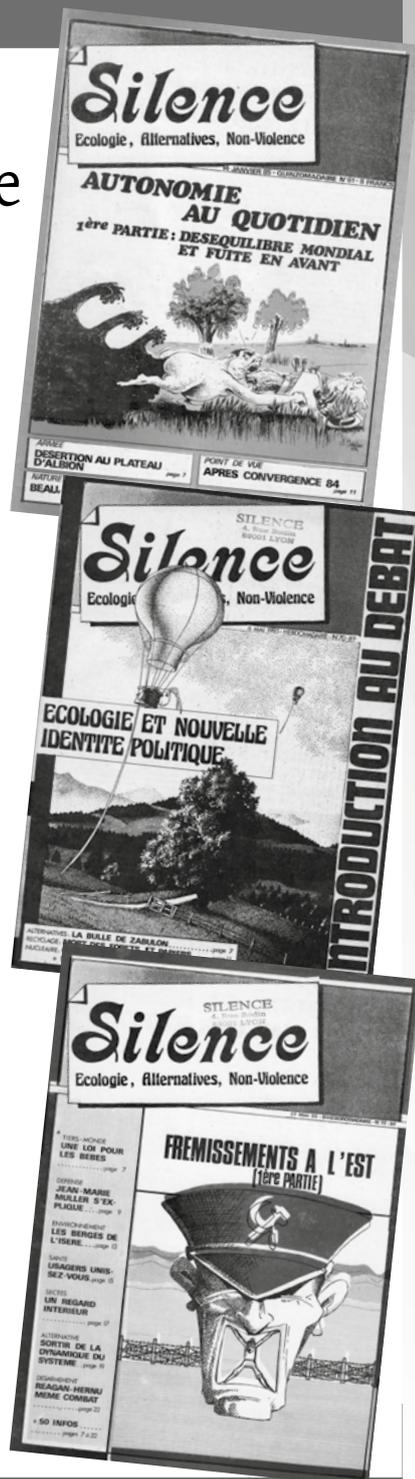
En mai 1985, *SOS-Racisme* lance son slogan *Touche pas à mon pote*. Énorme succès. *Silence* s'amuse dans le n° 71 à commencer tous les titres des brèves par "Touche pas à...".

En début d'année, un militant de la revue *Diagonales Est-Ouest*, qui relaie les initiatives démocratiques dans les pays de l'Est, nous propose un dossier. Il affirme que le régime soviétique est à bout de souffle et que l'on peut s'attendre à son effondrement d'ici quelques années. Au début, nous sommes dubitatifs, mais il arrive à nous convaincre, et dans les numéros 72 et 73, nous publions un historique des luttes à l'Est. Quatre ans plus tard, ce sera la chute du mur de Berlin.

Se professionnaliser ?

Après le numéro d'août, la parution de la revue cesse. L'équipe bénévole, épuisée, se divise : d'une part, ceux et celles qui pensent qu'il faut investir, faire un saut qualitatif pour arriver à embaucher (et ainsi limiter les fluctuations liées au bénévolat) et ceux et celles qui veulent une parution plus réduite, qui pensent qu'un-e salarié-e va faire plonger la trésorerie. Pour ne pas perdre le numéro de commission paritaire (au minimum un numéro par trimestre), un numéro sort en novembre avec un dossier sur les possibilités de poursuivre la revue... Faute de décision, le numéro suivant est confié aux Verts-Rhône et sort en février 1986, avec des textes de leur programme, des appels électoraux et l'annonce de ce qui sera le futur salon Primevère. *Silence* va-t-il renaître ?

Michel Bernard



Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.

Allier

Une caravane du livre autour de l'arbre du futur

L'association littéraire bourbonnaise *Pré-Textes*, basée à Yzeure, propose le week-end des 6 et 7 novembre 2021, des rencontres et une remise de prix suite au concours de nouvelles et au concours graphique lancés avec la coopérative citoyenne *Combrailles Durables* autour de "l'arbre du futur". En réponse à l'appel de ces deux associations, 120 nouvelles ont été reçues, avec des imaginaires sur de nouvelles manières de vivre et de rêver ensemble, qui intègrent l'arbre et le respect des limites de la planète. Ce concours a conduit *Pré-Textes* à

s'interroger sur l'impact de son activité d'éditeur sur l'environnement, ce qui a conduit à imprimer le recueil de nouvelles sur du papier recyclé. Un week-end pour découvrir ces nouvelles et réfléchir sur le pouvoir de la fiction sur les esprits et l'évolution de la société.

◆ *Pré-Textes* chez G. Coissard, 1 impasse Joseph Baudron, 03400 Yzeure, <https://pre-textes.fr>

Lozère

La Pétamobile, atelier de réparation itinérant

Le Pétassou est une recyclerie sous forme associative qui existe depuis 2004 en Lozère et qui est installée à Sainte-Croix-Vallée-Française. En Occitan, pétasser signifie raccommoder, reprendre... Dans ce lieu basé sur le bénévolat et la vente à prix libre, chaque année, plus de 10 tonnes de vêtements et de 20 tonnes de mobiliers et autres objets sont récupérés et trouvent une seconde vie. Depuis 2017, un café-réparation a lieu chaque mois, durant lequel les personnes peuvent venir réparer leurs objets cassés en s'entraînant. Un atelier tissu, laine, fil et compagnie est en projet.

L'association porte également le projet d'un camion-atelier collaboratif itinérant, la Pétamobile, qui permettra d'intervenir dans de nombreux villages isolés de ce territoire de moyenne montagne. Lutte contre l'obsolescence programmée, auto-réparation, mutualisation des outils sont les maîtres-mots.

◆ Le Pétassou, Village, 48110 Sainte-Croix-Vallée-Française, www.lepetassou.fr



Des Robins pour changer notre regard sur la ville

Les Robins des villes est une association d'éducation populaire qui milite pour une ville partagée et accessible à tou-tes. Elle questionne et diffuse des savoirs sur la ville pour accompagner les habitant-es dans la transformation de leur cadre de vie. À Lyon depuis 1997, Marseille depuis 2010 et en Île-de-France depuis 2012, elle propose des ateliers, des rencontres, des conférences-débats permettant de changer le regard que l'on porte sur sa ville. L'association accompagne aussi la mise en place d'espaces d'échanges et de co-décisions entre habitant-es et pouvoirs publics. Les Robins des villes insistent sur l'inclusion pour une ville construite par tou-tes. Les formats changent à chaque sollicitation, et des formations sont proposées tant à des professionnel·les qu'à des habitant-es, particulièrement aux jeunes.

◆ Robins des villes, 24 avenue des Frères Lumière, 69008 Lyon, <http://www.robinsdesvilles.org>

La Fresque du climat



L'association La Fresque du Climat a été créée fin 2018 pour sensibiliser un maximum de personnes dans le monde à la compréhension des phénomènes du changement climatique. En se basant sur les travaux du GIEC, l'association propose des ateliers collaboratifs pour comprendre le fonctionnement du dérèglement climatique. 42 cartes ont été réalisées pour présenter les différentes composantes du dérèglement climatique. Les personnes participant à l'atelier les découvrent puis les mettent en lien pour construire la fresque du climat, qui sert ensuite de point d'appui pour réfléchir à un changement de cap.

◆ Association La Fresque du Climat, Engage City, 4 rue Elisabeth Vigée Lebrun, 75015 Paris, tél : 07 52 10 59 44.

MEDIAS :

◆ **Axelle**, juin 2021, n°240, "Femmes en situation de handicap", Axelle magazine, 111 rue de la Poste, B-1030 Bruxelles, tél. : 0032 (0)2 227 13 19. Il y a autant de handicaps que de personnes en situation de handicap, affirme le mensuel féministe belge qui donne la voix ce mois-ci aux invisibles. Entre violence sexiste et validistes, les femmes en situation de handicap subissent des dominations multiples. Alors, donnons-leur la voix, et créons des espaces capables de les accueillir dans les luttes.



◆ **N'autre école**, n°17, printemps-été 2021, "Les disciplines, et rien d'autre ?", 5 €, Question de classe(s), CICP, 21ter rue Voltaire, 75011 Paris. La revue du collectif Questions de Classe(s) s'interroge ici sur le contenu de l'enseignement. Quoi enseigner ? Le latin, une langue morte ? C'est quoi, les apprentissages fondamentaux ? Quelle place pour la critique ? Une analyse dense qui cherche les chemins de l'émancipation au-delà des livres scolaires.



◆ **Nature & Progrès**, n°133, juin-juillet-août 2021, "Sommes-nous toujours en démocratie ?", 6,5 €, Nature & Progrès, 13 Boulevard Louis Blanc, 30100 Alès, tél. : 04 66 91 21 94. Le trimestriel fait un pas de côté pour interroger en



profondeur les évolutions législatives en France, qui entraînent un rétrécissement progressif des libertés publiques. Loi "sécurité globale", loi "séparatisme", etc. Les organisations qui se mobilisent pour contrer ces dérives autoritaires ont la part belle dans ce dossier.

◆ **Alternatives économiques**, juillet-août 2021, n°414, "De Rousseau à André Gorz, les prophètes de l'écologie", 5,90 €, Alternatives économiques, 12 rue du Cap-Vert, CS40010, 21801 Quetigny Cedex. Un beau dossier qui met à l'honneur des penseuses de l'écologie, présentées selon leur domaine de compétences : Simone Weil, philosophe, critique l'industrialisme, Donella Meadows, économiste, est à l'origine du rapport de Rome en 1972, Bernardin de Saint-Pierre, scientifique, défend les forêts primaires dès la fin du 18^e siècle, etc.



Seine-Saint-Denis

Les Fleurs d'Halage : des graines solidaires

L'association Halage a été créée en 1994 pour agir en faveur de l'environnement tout en favorisant la création d'emplois. À coup de fourches et d'éducation populaire, l'association a développé des jardins solidaires, des composts, et elle intervient sur des chantiers d'entretien et d'aménagement des espaces verts et naturels, etc. Au milieu de ces projets, il y a Fleurs d'Halage, une branche de l'association qui souhaite développer une production locale de fleurs, tout en s'inscrivant dans une démarche solidaire. Alors que 85 % des fleurs coupées en France sont issues de l'importation, Fleurs d'Halage cultive des fleurs sur les anciennes déchetteries de L'Île-Saint-Denis et produit au fil des saisons plus de quarante variétés de fleurs solidaires. L'association propose des formations pour aider à l'insertion. Aujourd'hui, quatorze personnes sont ainsi salariées et formées au métier d'horticulteur-riche urbain-e par les professionnel·les de l'association. Les parcours d'insertion de chacun-e des salarié·es sont construits en s'appuyant sur leurs savoirs et leurs expériences, souvent peu ou pas mobilisés.

◆ Pour toute question ou information : Nicolas Fescourt, Chargé de projet Fleurs d'Halage : tél. : 06 18 42 75 42, nicolas.fescourt@halage.fr, <https://www.halage.fr/fleurshalage>

LES 13 POINTS CLEFS DU NOUVEAU RAPPORT DU GIEC



Le rapport du Groupe de travail I (WGI) sorti le 9 août 2021 est la plus grande mise à jour de l'état des connaissances scientifiques et de la compréhension physique sur le climat

L'ÉTAT ACTUEL DU CLIMAT

- 1 Il n'y a plus aucun doute : l'homme réchauffe l'atmosphère, les océans et les terres. Ces changements sont généralisés et rapides.
- 2 100% du réchauffement climatique est dû aux activités humaines. C'est aujourd'hui un fait établi, sans équivoque
- 3 L'ampleur des changements climatiques actuels n'a pas été observée depuis des siècles, voire des milliers d'années.

FUTURS CLIMATIQUES POSSIBLES

- 4 Le réchauffement des températures se poursuivra au moins jusqu'en 2050, mais nous pouvons encore éviter un réchauffement de 2°C, voire de 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle si nous réduisons fortement les émissions de gaz à effet de serre très rapidement.
- 5 Avec le réchauffement climatique, on assistera à une augmentation de la fréquence et de l'intensité des chaleurs extrêmes, des pluies diluviennes, de la sécheresse dans certaines régions, des tempêtes tropicales, ainsi qu'à une diminution de la glace de mer arctique, de la couverture neigeuse et du pergélisol.
- 6 À l'échelle mondiale, les moussons connaîtront des extrêmes plus importants, entre humidité et sécheresse.
- 7 Si les émissions de CO2 continuent d'augmenter, les océans et les terres seront de moins en moins capables d'en absorber.
- 8 Certains impacts seront irréversibles pendant des milliers d'années, comme la fonte des calottes glaciaires et l'élévation du niveau des mers.

IMPACTS ET ADAPTATION RÉGIONALE

- 9 Les phénomènes climatiques naturels tels qu'El Niño et La Niña continueront d'avoir un certain impact sur certaines régions à petite échelle, mais dans l'ensemble, ils auront peu d'impact sur la tendance à long terme du réchauffement de la planète.
- 10 Comparé à un réchauffement à +1,5°C, les impacts seront plus importants avec un réchauffement de 2°C. En d'autres termes : chaque fraction de degré que nous pouvons éviter compte.
- 11 Même si l'effondrement des calottes glaciaires et des circulations océaniques est peu probable d'ici 2100, nous ne devons pas ignorer cette possibilité.

LIMITER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE FUTUR

- 12 Pour mettre fin au réchauffement de la planète, il faut au moins atteindre la neutralité pour le CO2 et réduire fortement les émissions des autres gaz à effet de serre
- 13 Une réduction rapide et brutale des gaz à effet de serre peut rapidement conduire à un climat plus stable et à une meilleure qualité de l'air.

[f](#) [i](#) [in](#) @80NPOTE / WWW.80NPOTE.COM

GIEC : des rapports, mais pas d'efforts

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié, le 9 août 2021, son rapport faisant l'état des connaissances scientifiques sur le changement climatique. À les lire, il reste à peine vingt ans pour limiter le pire, à la condition d'amener les émissions de gaz à effet de serre à zéro. Le rapport rappelle la certitude selon laquelle c'est l'influence humaine qui réchauffe actuellement l'atmosphère, l'océan et les terres émergées. Chacune des quatre dernières décennies a été successivement plus chaude que toute décennie depuis 1850. Les scientifiques du GIEC assurent aussi que le changement climatique "produit déjà de nombreux extrêmes climatiques dans chaque région du globe". Prévision peut être la plus alarmante, selon le rapport, on

devrait atteindre les +1,5°C en 2030, soit dix ans plus tôt que la dernière estimation, qui datait de 2018. Actuellement, la planète a atteint les +1,1°C. Alors que les gouvernements s'empressent d'affirmer qu'ils ont bien pris en compte l'ampleur de la catastrophe, et l'urgence d'une réaction en profondeur et d'un changement radical de politiques, il semble audacieux de les croire. Alors que le gouvernement français a enterré la loi climat à l'été 2021, comment mettre de réelles espérances dans la COP26 qui doit se tenir à Glasgow en novembre 2021 ? Ce ne sont pas les rapports du GIEC qui sont alarmants, c'est l'inaction politique.

EN BREF !

- ♦ **Pluie au sommet du Groenland.** Pour la première fois, il a plu au sommet du Groenland, à 3 216 mètres, signe que la température était positive le 20 août 2021. La pluie a duré trois jours, sans qu'aucune mesure ne soit possible : la station météo installée sur le sommet n'avait pas imaginé qu'un jour la température monte au-dessus de zéro... alors que la normale à cette date est de -18°C !
- ♦ **Pas d'exploitation d'énergies fossiles au Groenland.** Le sous-sol de ce pays, grand comme quatre fois la France mais avec seulement 56 000 habitant-es, est convoité par les compagnies pétrolières. Le gouvernement élu en avril 2021, réunissant écologistes et indépendantistes, a voté, le 15 juillet 2021 l'interdiction de la prospection pétrolière mais également des terres rares et de l'uranium.
- ♦ **Record d'émissions de CO₂ en vue.** Selon une étude prospective de l'Agence internationale de l'énergie, publiée le 20 juillet 2021, les États n'ont pas profité de la crise du Covid-19 pour réorienter leurs politiques énergétiques, et avec la reprise de la croissance, il est prévisible que nous battons un nouveau record d'émissions de gaz à effet de serre dès 2023. Pour l'AIE, si nous voulons atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, la première étape est d'arrêter dès maintenant toute nouvelle construction de centrales à pétrole, gaz ou charbon... ce qui n'est absolument pas le cas.

Des bagnoles de plus en plus lourdes

En 2012, dans le cadre de la lutte pour le climat, Jean-Marc Ayrault demande aux entreprises de construction françaises de mettre en place une voiture à un prix accessible qui ne consomme que 2 litres au cent kilomètres. Comme il faut du temps pour créer un nouveau modèle, il fixe comme objectif que cette voiture arrive sur le marché d'ici 2020. Nous y sommes et le résultat est affligeant : le poids des véhicules continue à augmenter et les consommations à stagner, avec une multiplication des ventes des SUV, grosses voitures qui n'ont aucun intérêt sinon de frimer. Dans les années 1950, une 2CV consommait moins de 5 litres au cent. 70 ans après, on en est au même point, mais en consommant deux fois plus de matériaux : une 2CV pesait entre 450 et 550 kg, une Twingo pèse aujourd'hui 1 100 kg !

Comme les initiatives précédentes (Grenelle de l'environnement 1 et 2, Conférences sur le climat...), nous avons donc un discours présidentiel qui ne débouche que sur des mesurette, lesquelles ne seront sans doute même pas appliquées. Les pollueurs gagnent du temps... ici comme ailleurs dans le monde, ce qui laisse entrevoir une hausse des températures bien supérieure et plus rapide que les scénarios du GIEC.

Nouvelles de la Terre

Face à la montée des eaux, s'adapter plutôt que bétonner

Et si, au lieu de protéger nos côtes avec des digues en béton, nous laissons la mer entrer et composons avec l'environnement ?

Dans la baie de Lancieux (Bretagne) par exemple, plutôt que de réparer une digue ébréchée, on va préparer le territoire à l'arrivée d'eau de mer dans des polders agricoles (1). Il faudra déplacer des activités d'élevage, des routes et des infrastructures. La zone reconnectée à la mer devrait évoluer petit à petit en prés salés. "Les prés salés sont des habitats d'une grande richesse écologique, devenus rares sur le littoral français : ils captent du carbone, servent de refuge et nourrissent les poissons, en contribuant à améliorer la qualité de l'eau, souligne Anne Martinet, du Conservatoire du littoral. Ils permettent aussi d'atténuer l'énergie des vagues et donc de protéger les enjeux situés en arrière."

"Faire entrer la mer dans un territoire peut faire peur"

Sur la Côte d'Albâtre en Normandie, les petites communes de Quiberville, Sainte-Marguerite-sur-Mer et Longueil, traversées par le fleuve de la Saône, font l'objet d'un projet assez unique en France. Il y est prévu une "renaturation complète de la basse vallée et une réouverture volontaire d'un site à la mer", explique Régis Leymarie, délégué adjoint Normandie au Conservatoire du littoral. Le camping municipal de la plage de Quiberville, sur deux hectares en bordure de mer, est exposé à des risques de submersion et d'érosion.

D'ici 2024, les infrastructures du camping seront démolies et une nouvelle aire d'accueil pour vacanciers sera construite un peu plus haut dans le bourg. Des travaux permettront au fleuve, qui s'évacue

1. Un polder est une étendue artificielle de terre gagnée sur l'eau, le plus souvent dont le niveau est inférieur à celui de la mer, à partir de marais, estuaires, lacs ou des zones littorales.



L'érosion due à la tempête Ciara et à la marée montante près d'un camping à Gouville-sur-Mer (Normandie), en 2020.

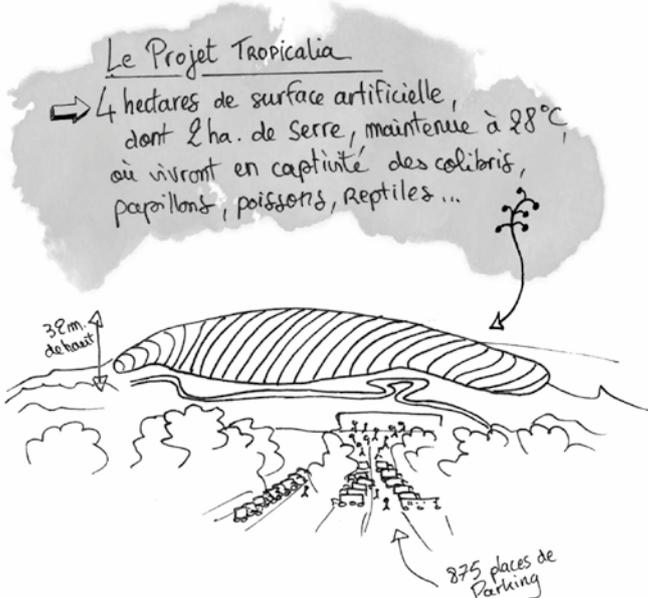
aujourd'hui via une buse passant sous une route, de s'écouler dans un espace plus large. Un pont-cadre dans lequel la mer pourra s'engouffrer sera construit. "Cela créera des zones de contact entre l'eau douce et l'eau de mer, des zones saumâtres, et permettra de reconstituer des frayères pour les poissons, des zones de nourrerie pour les oiseaux et une explosion de biodiversité, avec des gradients de salinité qui n'existent pas entre l'estuaire de la Seine et la baie de Somme", se réjouit Régis Leymarie.

Ce projet atténuera les risques d'inondation. "Cette ouverture permettra d'augmenter le débit d'évacuation du fleuve à marée basse. Dans l'autre sens, le pont-cadre est calibré pour empêcher l'eau de mer d'inonder la vallée", explique le fonctionnaire, tout en rappelant que "le risque zéro n'existe pas". Selon lui, ce projet reçoit "plutôt l'adhésion" des 2 500 habitants des communes concernées, même si des craintes se font sentir. Au-delà des usagers du camping, les agricultrices qui font pâturer leurs vaches sur les terrains du Conservatoire vont aussi devoir se déplacer, puisque la salinisation des terres ne permettra plus de poursuivre cette activité.

"Faire entrer la mer dans un territoire peut faire peur, mais nous travaillons sur le long terme depuis 2016", dit-il.

Héloïse Leussier

En partenariat avec : www.reporterre.net



Pas-de-Calais

Tropicalia : un grand projet manifestement stupide de plus...

La plus grande serre tropicale au monde construite sous un seul dôme. 50 millions d'euros, un projet d'une serre de 20 000 m² : c'est le projet Tropicalia. Le permis de construire a été validé en 2019. La surface totale requise par le projet est de 9,3 ha, dont 4 seront artificialisés, comprenant la serre, des espaces verts et un parking de 870 places, ainsi que des commerces, boutiques, restaurants. Cédric Guérin, vétérinaire ayant passé une partie de son enfance en Afrique équatoriale, est à l'origine du projet. Il souhaite importer une grande variété d'espèces d'arbres, de papillons, oiseaux, poissons, reptiles, provenant principalement d'élevages sud-américains et européens. Mais s'emparer de terres agricoles pour y bâtir un parc touristique, augmentant au passage le trafic routier, va directement dégrader la biodiversité océanique et terrestre, elle-même déjà mise à mal par la pollution. Pourquoi ce dôme artificiel, alors que la baie d'Authie tout proche de Berck-sur-Mer est un trésor inestimable très préservé, une incroyable mosaïque de couleurs avec une diversité faunique exceptionnelle ? Depuis fin 2019, de nombreuses associations et organisations locales, regroupées au sein du collectif *Non à Tropicalia* luttent contre ce projet d'un pseudo-éden chauffé.

◆ Contact : collectifnonatropicalia@gmail.com, www.nonatropicalia.fr. Pour avoir des infos et rejoindre le soutien depuis Lille : contreTropicaliaLille@riseup.net

Chroniques terriennes

Flamme olympique, flemme politique

Entre le tour de France et les Jeux olympiques, l'arrivée de Lionel Messi et l'avenir de Kylian Mbappé, notre temps de cerveau disponible est mis à rude épreuve. Cette religion du sport spectacle banalise la vacuité d'une émotion intense mais bien vite oubliée, tout en érigeant un patriotisme de pacotille, faisant fi des nombreux messages implicites.

Ce sport spectacle fonde son attrait sur la capacité de surhommes à dépasser les limites, moyennant des salaires eux aussi hors-normes. La beauté du sport se résume ainsi à la devise olympique "plus vite, plus haut, plus fort", le tout sponsorisé par les plus grands pollueurs de la planète.

Certains arguent du fait que ces grandes messes mondialisées font rêver et entretiennent l'espoir, via un esprit "olympique", de concorde universelle.

En dehors de l'indécence des salaires versés pour jouer sur des pelouses synthétiques, ne devons-nous pas interroger le sens caché de cette course à l'exploit, cette pulsion proprement "humaine" à ne jamais se satisfaire de sa situation ? À l'heure où chacun.e peut constater les effets dévastateurs de cette armée de démiurges prêts à tout pour gagner la compétition ostentatoire, les Jeux olympiques incarnent à merveille la force qui est désormais une faiblesse de la communauté humaine.

Aller toujours plus vite... dans le mur

Face aux crises climatiques, à l'effondrement des écosystèmes, à la marée de plastique qui menace de nous engloutir, à la réification

de nos vies et l'instrumentalisation publicitaire de nos envies, nous devons changer de paradigme. Au "plus vite", nous devons réenchanter le temps perdu, au "plus loin", nous pouvons renoncer à cette fuite permanente pour embrasser ce qui est proche.

D'autant que les limites planétaires atteintes, nous n'aurons d'autre choix que de redécouvrir les vertus de la sobriété. La seule question qui vaille est de savoir si elle sera choisie ou subie. Ce bouleversement anthropologique n'est de fait pas négociable.

Un.e sporti-ve pourra toujours courir plus vite, sauter plus haut ou plus loin. Avec de l'entraînement, de nouvelles chaussures et quelques amphétamines, un.e sporti-ve pourra toujours espérer. Battre un record, être le ou la première sur la ligne d'arrivée vous autorise à atteindre les sommets de l'Olympe. Il est en autrement avec notre planète. L'irréversibilité est la contrepartie de notre fuite en avant. Une fois le climat dérégulé, nous aurons beau avoir battu un nouveau record en matière d'émissions de gaz à effet de serre, notre médaille du meilleur destructiviste ne nous sera d'aucune aide pour survivre au milieu des canicules, des incendies et des tornades.

En 2024, Paris accueillera les Jeux olympiques. Par fierté mal placée, nous allons progressivement être invité-es à nous esbaudir devant ce qui n'est qu'une ode à l'homo-destructiviste. Et pendant que l'agenda médiatique sera saturé par de petits bonshommes courant dans un stade, pendant que notre maison brûle, nous continuerons à regarder cette flamme olympique... Flamme olympique, flemme politique.

Stéphen Kerckhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Reclaim Finance : les lanceurs d'alerte de la finance

Lucie Pinson, fondatrice et directrice de l'ONG Reclaim Finance affirme que la finance est un levier critique dans la lutte contre le dérèglement climatique. Lauréate du prix Goldman pour l'environnement 2020, elle lance l'alerte sur les impacts des acteurs financiers sur le climat et les populations et tente de faire changer les lois. Pour l'ONG, la quasi totalité des services financiers va au développement de pratiques fondées sur la consommation d'énergies fossiles et la surexploitation des ressources naturelles. Reclaim Finance souhaite donc jouer un rôle de contre-pouvoir citoyen. Au quotidien, elle suit les activités des acteurs financiers pour en proposer un décryptage alternatif et exposer leurs réels impacts. Parmi ses principales campagnes, la volonté d'une sortie total des énergies fossiles. Alors que nous devons diminuer la production de pétrole et de gaz de 4 et 3 % par an d'ici 2030, l'industrie gazière et pétrolière a prévu d'augmenter de 7% sa production d'ici 2024. Le sérieux des engage-

ments des institutions financières sur le climat peut être jugé à l'aune d'un seul critère : financent et assurent-elles de nouveaux projets de production d'énergies fossiles, et continuent-elles de financer, assurer et d'investir dans les entreprises qui les portent ? Autre campagne menée par l'ONG : dénoncer et stopper l'expansion de Total, qui continue d'investir dans les énergies fossiles.

◆ Reclaim Finance, 75 rue Manin, 75019 Paris France, contact@reclaimfinance.org, <https://reclaimfinance.org>



Antilles

Le chlordécone resurgit

C'est l'un des plus grands scandales de contamination aux pesticides sur le territoire français. Le chlordécone a été épanché de 1972 à 1993 dans les champs de bananes en Guadeloupe et en Martinique pour lutter contre le charançon. Hautement toxique, il est responsable d'un des taux de cancers de la prostate les plus élevés au monde et d'une grave contamination du territoire. Depuis son interdiction il y a 30 ans, son taux dans les sédiments des fleuves côtiers et dans l'environnement avait diminué. Mais une résurgence inquiétante est apparue ces dernières années. Plusieurs instituts universitaires (USMB, CNRS, CEA et CIRAD) ont réalisé une étude qui conclut que c'est l'usage du glyphosate qui en est la cause. L'usage de ce pesticide depuis la fin des années 1990 induit en effet une augmentation de l'érosion des sols, qui conduit à la libération du chlordécone stocké dans les sols des champs pollués, se retrouvant ensuite dans les sédiments des rivières et dans l'ensemble de l'écosystème. Des interactions écologiques complexes que l'industrie bananière n'a bien sûr pas prises en compte dans ses calculs d'intérêts.



Haute-Savoie

Pour la sauvegarde de cèdres centenaires



Le projet d'agrandissement de l'hôpital de Thonon-les-Bains impliquerait la mise à mort d'un cercle de 10 cèdres âgés de 150 ans. Une situation dénoncée par un collectif d'associations (dont ARBRES et *Auprès de mon arbre*), qui propose de les laisser en vie, un patio étant prévu à leur emplacement (avec plantation de jeunes arbres !) et l'agrandissement pouvant se faire sur un autre espace déjà bétonné. Fin août, plusieurs personnes occupaient les cèdres à plusieurs dizaines de mètres de hauteur, soutenues par de nombreux membres du personnel hospitalier, qui voient dans ces arbres un facteur de santé pour eux et les patients.

◆ Contact et soutien : Les cèdres libres, Cathy Landouzy, CGT des hôpitaux du Léman, 2 avenue de la Dame, 74200 Thonon-les-Bains, ou Sébi : 06 13 31 50 38.

Hautes-Alpes

Vivre avec le glacier, pas l'exploiter

Le collectif *La Grave Autrement* refuse la construction du troisième tronçon du téléphérique de la Grave vers le sommet de la Meije, sur le glacier de la Girose. Culminant à 3 600 mètres d'altitude, cette infrastructure ouvrirait dans l'avenir la possibilité de créer un énième super-domaine skiable, permettant de relier les stations de l'Alpe d'Huez, des Deux Alpes et de La Grave.

Face à ce projet, aux millions d'euros qu'il coûte et à l'absence de consultation publique des habitant-es, un collectif citoyen s'est formé. Il propose de faire le choix de ne pas construire de troisième tronçon, de retirer toutes les infrastructures obsolètes déjà existantes sur le glacier pour réinventer de nouvelles formes de relations à ce milieu de vie fragilisé.

"La bonne manière de se relier à la montagne et au glacier qui surplombent nos vallées depuis des millénaires est-elle de continuer à monter, plus vite, plus haut, plus fort, pour aller chercher la "ressource" là où elle se trouve encore pour les quelques dizaines d'années à venir ? N'est-il pas plutôt temps de descendre d'un cran, de se reposer collectivement la question de ce qu'est un glacier en train de mourir, et de se demander en quoi sa mort annoncée résonne avec la manière dont notre modernité extractiviste se décompose à vue d'œil ?", demandent de nombreux signataires d'une tribune collective. *La Grave Autrement* a mis en place une collecte de fonds pour financer une étude alternative et propose une autre vision de l'avenir du territoire de La Grave Villar d'Arène.

◆ *La Grave Autrement*, <http://lagrave-autrement.fr>.

AGRICULTURE

Larzac

Maintenir l'agriculture paysanne

Après avoir maintenu de haute lutte la présence paysanne sur le plateau du Larzac à la place d'un camp militaire, le combat continue aujourd'hui pour le maintien des fermes paysannes sur le plateau contre la concentration des terres. Le GFA Larzac (*Groupeement foncier agricole*), fondé en 1973, a permis d'acheter plusieurs centaines d'hectares de terrain grâce à des milliers d'apports. Aujourd'hui il lance un nouvel appel à apports pour consolider les activités paysannes (élevages ovins) sur le plateau et installer une nouvelle ferme, tout en perpétuant une dynamique collective et en soustrayant le foncier aux spéculations. Il est possible de participer par des dons ou par l'achat de parts. On peut leur envoyer un chèque à l'ordre de SC GFA Larzac à l'adresse GFA Larzac, Montredon, 12100 La-Roque-Sainte-Marguerite. Contact : gfa@larzac.org, www.larzac.org



La bio gagne du terrain

En 2020, l'agriculture certifiée biologique a continué à se développer en France, selon l'Agence bio. Les surfaces cultivées ou en conversion en bio ont augmenté de 11,3 % depuis 2019, elles ont doublé en 5 ans, avec près de 250 000 hectares supplémentaires chaque année. La bio représente aujourd'hui 9,5 % de la surface agricole française, soit 12 % des fermes (6 000 supplémentaires en 2020) et 18 % de l'emploi agricole. La consommation (des ménages et de la restauration) a elle aussi doublé en 5 ans (+12,2 % depuis 2019). Les départements ayant la plus forte proportion de bio dans leurs surfaces agricoles sont les Hautes-Alpes (38,8 %), le Var, les Pyrénées-Orientales et les Bouches-du-Rhône. Ceux ayant le plus de surface en conversion sont le Gers et l'Yonne.



Un droit de veto sur les éoliennes ?

Le 18 juin 2021, le Sénat a voté un amendement qui permettrait à une commune de mettre son veto sur un projet d'implantation d'éoliennes. Cet amendement arrive au moment où une bonne partie de la droite et de l'extrême-droite se mobilise contre les éoliennes, espérant ainsi soutenir le nucléaire. Mais cet amendement ne sera pas

repris par le gouvernement : il est bien trop dangereux ! On imagine qu'au nom de l'égalité de traitement entre les énergies, il faudrait aussi que les mairies aient un droit de veto contre les possibles futurs réacteurs nucléaires, contre les centrales à biomasse... voire qu'elles revendiquent le même droit pour ce qui concerne les pesticides, les OGM, la chasse...

Hérault

Une clinique en autoconsommation

La polyclinique Saint-Privat, à Boujan-sur-Librion, près de Béziers, a recouvert ses 260 places de parkings d'ombrières équipées de 4 200 m² de photopiles assurant une puissance de 700 kWc. La production d'électricité attendue est de 950 MWh/an. L'électricité est utilisée directement par les services médicaux. Le solaire couvre environ 30 % des besoins des 25 000 m² de l'établissement. Il n'y a pas de courant injecté dans le réseau électrique extérieur.

EN BREF !

♦ **États-Unis : les renouvelables dépassent le nucléaire.** Si le gaz reste la première source de production d'électricité, les énergies renouvelables sont passées à la deuxième place en 2020 (21 %) devant le nucléaire (20 %) et le charbon (19 %). En un an, la production solaire a progressé de 9 %, celle de l'éolien de 14 %.

♦ **Autriche : 100 % renouvelables.** Le Conseil fédéral autrichien a adopté, le 14 juillet 2021, une loi prévoyant que l'électricité du pays serait 100 % renouvelable d'ici 2030. Ils en sont déjà à 75 % aujourd'hui.

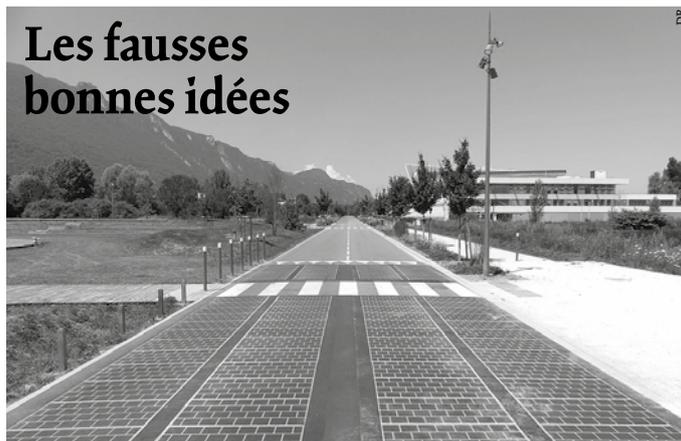
♦ **Japon : toits solaires.** En juillet 2021, le Japon a adopté une loi qui oblige toute nouvelle construction à disposer d'un toit équipé de photopiles. Les communes ont, de plus, des objectifs de production d'électricité solaire à atteindre, ce qui signifie qu'il faudra aussi en partie recouvrir les toits des bâtiments existants.

♦ **Xavier Bertrand, don Quichotte de l'éolien.** Les *Plans Climat Air Énergie territoriaux (PCAET)* permettent aux collectivités locales de mettre en place des plans de transition énergétique, en particulier de prévoir l'implantation d'éoliennes gérées localement, comme cela se fait déjà beaucoup dans le nord de l'Europe, en dehors des logiques commerciales des multinationales. Début 2021, on comptait des PCAET dans tous les départements français... sauf dans le département de l'Aisne, celui de Xavier Bertrand. L'ancien maire de Saint-Quentin, aujourd'hui président des Hauts-de-France, est parti en guerre contre les éoliennes, sans se rendre compte que ce qui pose problème, ce ne sont pas les éoliennes, mais qui les gestionnaires.

♦ **Toujours plus d'éoliennes ?** Au 31 mars 2021, la puissance des éoliennes atteignait 17 932 MW produisant 9 % de l'électricité consommée en France. Cela représente 7 000 éoliennes terrestres. Le plan de transition énergétique prévoit plus qu'un doublement de la puissance en 10 ans (40 000 MW). Cela signifie-t-il que l'on va doubler le nombre d'éoliennes ? Une part des nouvelles éoliennes vont voir le jour en mer (autour de 5 000 MW) et beaucoup des éoliennes actuelles seront remplacées par des éoliennes plus performantes. En Allemagne, alors que la puissance augmente rapidement, le nombre de parcs éoliens est stable depuis de nombreuses années.

♦ **Gigantisme des multinationales.** L'électricien suédois Vattenfall a annoncé le 5 août 2021 le lancement du premier parc éolien offshore sans aucune subvention. Pour baisser les prix, ce parc sera géant : il comprendra 140 turbines de 11 MW soit un total de 1,5 GW. Les éoliennes seront entre 18 et 36 km des côtes des Pays-Bas. Les pales font 100 m de long.

Les fausses bonnes idées



Silence avait critiqué en son temps la mise en place de **routes solaires** : des photopiles intégrées dans le revêtement. Le 22 décembre 2016, Ségolène Royal, alors ministre de l'Environnement, inaugurait une route d'un kilomètre à Tourouvre-au-Perche, dans l'Orne. La route, conçue par une filiale de *Colas*, a coûté 5 millions d'euros pour une puissance théorique de 340 kWc (kilowatts crête : puissance maximale quand le soleil est au maximum). Dès 2017, les résultats n'étaient pas au rendez-vous : au lieu de 790 kWh attendus quotidiennement, ce n'a été que 410 kWh (52 %), cinq fois moins que si les photopiles avaient été placées en bord de route. L'année suivante, la production a encore baissé du fait de l'usure. Initialement prévus pour durer 15 ans, les premiers panneaux sont tombés en panne au bout de deux ans. Les feuilles mortes et les poussières ont fait baisser les rendements. Les panneaux provoquent un tel bruit qu'il a fallu abaisser la vitesse à 70 km/h sur le tronçon. Des orages ont fait disjoncter l'installation... Une autre route construite à Bellevigny (Vendée) a connu le même sort et a été démontée au bout de 18 mois.

Autre initiative très médiatisée : **l'arbre à vent**. Plutôt que de mettre une éolienne que l'on peut juger inesthétique, la société *New Wind* a proposé il y a quelques années un arbre métallique qui supporte de petites éoliennes comme autant de feuilles. C'est assez joli... mais cela ne produit presque rien. Un tel arbre coûte 50 000 € pour une puissance théorique de 10,8 kW. Pour atteindre cette puissance, il faut un vent supérieur à 36 km/h, vent que l'on n'observe que peu de temps dans l'année. Résultat : la firme a fait faillite en 2017. Le concept a été repris par une nouvelle société... sans plus de succès.



Les **tours de stockage par gravité**. Il s'agit, lorsqu'il y a trop d'électricité, de remonter des blocs de béton en hauteur. Puis, lorsqu'il y a un manque d'électricité, de les faire chuter en récupérant l'énergie que cela représente. Le système présenté par la société *Energy Vault* est une tour de 120 m de haut hissant des blocs de 35 tonnes. Une telle tour peut théoriquement stocker 35 MWh d'électricité. Une seule tour totalise 227 000 tonnes de béton (recyclé selon la firme). Des ingénieurs ont calculé qu'il faudrait 4857 tours pour équilibrer le stockage actuel en France par les STEP (stations de transfert d'énergie par pompage), une technologie qui fonctionne aussi par gravité, mais de manière beaucoup plus simple. (Source : www.revolution-energetique.com)



NUCLÉAIRE

Nouveau scénario officiel de sortie du nucléaire

Cette fois le scénario est signé de RTE et d'EDF ! Il étudie l'hypothèse de 100 % d'électricité renouvelable pour 2050. Comme les renouvelables produisent de l'énergie par intermittence, il faut installer plus de puissance de production et plus de capacités de stockage. Le scénario prévoit donc de passer de 109 GW aujourd'hui à 320 GW en 2050. Cette puissance se répartirait ainsi : 26 % pour le solaire, 30 % pour l'éolien terrestre, 33 % pour l'éolien marin, et 11 % pour l'hydraulique. Dans ce scénario, la consommation électrique est en très légère augmentation... contrairement à des scénarios comme *Negawatt* qui prévoient une baisse de la consommation. On peut donc

faire mieux... mais c'est la première fois que la signature d'EDF apparaît sur un scénario sans nucléaire.



EN BREF !

◆ **Nouveaux EPR : EDF force le passage.** La décision de lancer ou non la construction de nouveaux EPR interviendra officiellement en 2022. Mais EDF a déjà demandé à *Framatome* de lancer la production de certaines pièces forgées destinées à leur construction, cherchant à mettre en place une politique du fait accompli. Vous avez dit choix démocratique ?

◆ **Finlande : feu vert pour le chargement de l'EPR.** L'Autorité de sûreté nucléaire de Finlande a donné, le 21 mars 2021, l'autorisation de charger le combustible. Cela intervient après 12 ans de retard.

◆ **Fukushima rallume la flamme.** La flamme des jeux olympiques de l'été 2021 a débuté son parcours le 23 mars 2021, depuis le complexe qui a accueilli une partie des sportifs... dans une zone encore radioactive, proche de la centrale accidentée. Ceci pour donner l'image d'une situation revenue à la normale. Concrètement, les sportifs qui ont été logés là en juillet 2021 ont pris une bonne dose de radioactivité.

◆ **États-Unis : fermeture de réacteurs nucléaires.** L'électricien *Exelon* a annoncé la fermeture de quatre réacteurs (Byron 1 et 2, Dresden 2 et 3) d'ici fin novembre 2021, estimant que le coût de production de l'électricité n'était plus compétitif face au gaz et aux renouvelables. Il a annoncé la fermeture probable de 4 autres réacteurs dans les années à venir. Ces réacteurs avaient des autorisation de fonctionner allant de 2029 à 2046.

FEMINISMES

Seine-Saint-Denis

La cantine des femmes battantes



La cantine est née en 2019, avec Maïté, Fatou, Aminata et Mariame, exilées, squatteuses faute de papiers, et donc de possibilités de trouver un emploi. Ces quatre femmes se sont rassemblées autour de la cuisine et proposent tous les week-ends des repas à emporter. La cantine est solidaire, une partie de l'argent gagné sert de caisse commune pour aider les habitant-es de l'Île-Saint-Denis, où des personnes dans le besoin. Le reste sert à acheter la nourriture et les ustensiles pour la semaine suivante. Chaque semaine, c'est possible de leur commander un plat, souvent des spécialités culinaires d'Afrique !

◆ lacantinefb@gmail.com

(Source : Lucie Pelé, Radio Parleur)

Inégalités même dans les prisons

Il y a plus de 11 millions de personnes incarcérées dans le monde dont 2,1 millions aux États-Unis, le pays qui emprisonne le plus en proportion de la population. Suivent la Chine et le Brésil. Dans 46 pays, les personnes en détention provisoire (donc en attente d'un jugement) sont plus nombreuses que les personnes condamnées. Le record est détenu (!) par le Cambodge avec 72 % des personnes en attente d'un procès. Les prisons sont suroccupées dans au moins 124 pays (dont la France).

Les femmes ne sont que 700 000 (soit 6,3 % des détenues, 3,6 % en France), mais ce nombre a doublé depuis 2002. Selon l'*Observatoire international*

des prisons, en France, 30 % de ces femmes sont étrangères, 13 % sont illettrées. Elles sont plus âgées que les hommes (moyenne d'âge pour les femmes : 35 ans). Elles reçoivent moins de visites que les hommes ; elles ont moins accès à un travail en prison, d'où un désavantage pour les remises de peine en échange d'un travail à l'extérieur. Elles subissent plus de violences et de traitements dégradants que les hommes aussi bien lors de leur interpellation que pendant leur incarcération (fouilles intimes, viols, harcèlement sexuel...). Cela a comme conséquence une part plus importante de maladies psychiatriques.

Guerre d'Algérie, le tabou du viol

Presque 60 ans près la fin de la guerre d'Algérie, il est une réalité encore éminemment tabou et souvent sous-estimée : celle des viols commis par l'armée française en Algérie. Les rares femmes qui témoignent de la barbarie qu'elles ont subi se voient rejetées socialement. Les victimes meurent les unes après les autres, enfermées dans la douleur et parfois le déni. Femmes et hommes en ont été victimes, dans des centres de torture ou quasi-systématiquement lors de raids dans les villages. "Non, les tortures sexuelles commises en Algérie n'ont pas été de simples bavures mais le produit de la volonté politique des gouvernements qui se sont succédé afin d'écraser l'adversaire et de l'humilier.", estime l'historienne Claire Mauss-Copeaux. Ces viols ont un caractère massif entre 1954 et 1962, de manière croissante avec le temps. "La torture physique, ce n'est rien en comparaison de la torture morale. La mort, c'est la fin, mais la torture morale, c'est une souffrance qui ne se termine jamais, jamais ! Vous comprenez ? Les hommes font la guerre, mais ce sont les femmes qui en paient le prix !", témoignait Baya Laribi, l'une des rares victimes de ces viols - aujourd'hui décédée - à avoir témoigné publiquement. (Source : *Le Monde*, Florence Beaugé, 17 mars 2021)

Le faux départ du Sahel de l'armée française

Le 10 juin 2021, le président Macron a annoncé la fin de l'opération militaire française Barkhane au Sahel. L'association *Survie* dénonce une opération purement cosmétique. Si les effectifs seront réduits, l'armée française va rester sur place dans le cadre de la force européenne Takuba qui, selon l'association de lutte contre la Françafrique, "près d'un an après sa création, peine à exister tant sont nombreuses les réticences

des partenaires européens à financer et s'investir dans ce qui est perçu comme 'la politique africaine de la France'. "Au Sahel, l'insécurité n'a jamais été aussi importante pour les populations civiles après 8 ans d'intervention militaire française", rappelle *Survie*. Ce n'est pas le changement de nom de l'opération pilotée par la France qui risque de changer la donne.

♦ *Survie*, 21 rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, <https://survie.org>

Commerce équitable

S'y retrouver dans "la jungle des labels"

Les labels de commerce équitable, bio ou "durables" se sont multipliés ces dernières années. De nouveaux logos et engagements éthiques apparaissent, et il n'est pas facile de s'y retrouver. C'est pourquoi *ActionAid France*, *Faire un monde équitable* et *Bio consommateurs* ont réalisé un guide pratique qui passe les 18 labels alimentaires les plus connus au crible de 30 critères économiques, sociaux, environnementaux. Si certains tiennent la route, le guide rappelle que c'est aussi pour certaines marques l'opportunité de s'afficher plus vertueuses sans rien changer à leurs pratiques. "Beaucoup de logos cachent en fait des conditions de travail indignes et des méthodes de production irresponsables". La "boussole des labels" peut-être téléchargée ou commandée sous forme de livret de 16 pages ou d'affiche format A4.

♦ *Action Aid France*, *Mundo M*, 47 avenue Pasteur, 93 100 Montreuil, tél.: 01 48 58 21 85, www.actionaid.fr.

PAIX? NON-VIOLENCE

Algérie et Polynésie : une dette sanitaire et environnementale

Le 25 juillet 2021, lors de son passage en Polynésie, Emmanuel Macron a fait un pas de plus en direction des victimes des essais nucléaires, en reconnaissant que le pays avait une "dette" à l'égard de l'archipel en raison des 193 essais nucléaires qui y ont eu lieu entre 1966 et 1996. Il a reconnu "qu'on ne peut pas dire qu'ils [les essais] étaient propres". Il a reconnu l'existence de conséquences sanitaires et environnementales désastreuses.

Mais avant les essais en Polynésie, la France a procédé à 17 essais aériens dans le désert algérien, de 1960 à 1966, contaminant de manière durable la région de Reggane. Si, en 2010, la France a adopté la loi Morin qui prévoit que "les personnes atteintes de maladies résultant d'une exposition aux rayonnements des essais nucléaires réalisés dans le Sahara algérien et en Polynésie entre 1960 et 1998" soient indemnisées, pour le moment, un seul Algérien et bien trop peu de Polynésien·es en ont bénéficié.

La campagne *Jai Jagat* continue : horizon 2030

En mars 2020, la marche internationale *Jai Jagat* pour la justice et la paix a dû s'interrompre en cours de route, mais la campagne ne s'était pas arrêtée pour autant ! 3 marches avaient convergé vers Genève et son siège de l'ONU en septembre depuis Guérande, Lyon et le Jura. Depuis, la mobilisation continue et l'accent est mis aujourd'hui sur l'action locale et régionale.

En France, plusieurs marches ont eu lieu pendant l'été 2021 pour continuer de faire vivre cette campagne, animer des rencontres et porter la voie de la non-violence comme stratégie globale de transformation et façon de vivre ensemble. En août 2021, ce sont 6 personnes qui se sont élancées de Tours, direction Nantes. Résultat : 235 km parcourus et 1 600 personnes rencontrées tout au long du chemin. Des débats enthousiastes ont permis de parler de la sécurité sociale alimentaire et du travail avec les centres sociaux et les associations, mais aussi des nouvelles formes de solidarités avec des cantines pour soutenir des grèves, etc. La marche s'est terminée à l'Université d'été des mouvements sociaux où étaient rassemblés 1 800 personnes. C'est dans le Jura que d'autres ont pris le relais, avec du 25 au 29 août 2021, la Marche du Sel, organisée par *Peuples Solidaires Jura et Doubs*. Elle s'est déroulée de Poligny à Arc-et-Senans, via Arbois et Salins-les-Bains. Trois étapes où 30 personnes, puis 40, 50, 80... se sont rejointes sur les chemins du Jura et dans ces villes liées à l'histoire universelle du sel. Trois jours au rythme de la marche, pour échanger avec des personnes de toutes générations, de plusieurs régions, trois soirées de réunions publiques avec débats sur des thèmes en lien avec *Jai Jagat* : la mondialisation des échanges, la pauvreté, l'éthique sur l'étiquette.

La coordination internationale a décidé de prolonger l'action de *Jai Jagat* entre 2021 et 2030, pour construire une décennie de changement par la non-violence comme outil de mise en œuvre de la transition nécessaire à la préservation des êtres humains, en particulier des plus marginalisés d'entre elles et eux, et de leur environnement. Et les groupes locaux sont bien décidés à porter cette campagne !

♦ **Informations générales sur *Jai Jagat*** : www.jaijagatinternational.org (site en anglais)

♦ **Pour le jura** : www.peuplesolidairesjura.org/Marche-du-Sel-exposition-ODD, *Peuples Solidaires Jura*, Centre social, 2 rue de Pavigny, 39000 Lons-le-Saunier

♦ **Pour la région de Tours** : www.centraider.org/membre/peuples-solidaires-touraine-2, *Peuples Solidaires Touraine - ActionAid* 37, c/o Mme Merlet, 105 avenue de la Tranchée, 37100 Tours



Jean-Michel Bovin



Jean-Michel Bovin

Marche du sel dans le Jura.

Mexique

Reconnaissance des torts passés, aveuglement sur les discriminations actuelles

Début mai 2021, le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, et son homologue du Guatemala, Alejandro Giammattei, ont présenté officiellement leurs excuses au peuple indigène Maya pour les torts commis à son encontre depuis la conquête espagnole. Ces excuses coïncident avec les cinq cents ans de la conquête du Mexique, la "Conquista". Au cours de la cérémonie, le gouvernement mexicain a reconnu le racisme et la discrimination dont souffre encore cette minorité ethnique deux siècles après l'indépendance du Mexique. Une bonne nouvelle, certes, mais ces discours n'ont pas l'air d'influencer les politiques concrètes, puisque dans le même temps, le président mexicain soutient la construction d'une ligne de train "Maya" de 1 500 km, prévue pour traverser différentes parties de la péninsule du Yucatan, où se trouve la station balnéaire de Cancún, pour y déverser 600 à 800 000 nouveaux touristes par an. Ce projet touristique est dénoncé comme écocide et comme ethnocide par plusieurs organisations qui mettent en avant les destructions environnementales du fait de ce projet, et l'ingérence dans les communautés indigènes.

Bretagne

Sabotages et menaces contre des journalistes

Fin mars 2021, des journalistes enquêtant sur l'agro-industrie ont été victimes d'actes dangereux. La voiture de la journaliste bretonne Morgan Large, qui enquête sur le secteur agro-industriel local, a été sabotée, et une journaliste allemande a été insultée par un agriculteur. Morgan Large, journaliste de la radio associative bilingue franco-bretonne *Radio Kreiz Breizh*, rapporte également que les portes de la rédaction de *Radio Kreiz Breizh* ont été forcées, sans être ouvertes, que les enclos de ses vaches et de ses chevaux ont été ouverts et ses animaux mis en divagation et que son chien a été intoxiqué. L'année précédente, c'était la journaliste Inès Léraud qui avait été intimidée suite à son enquête sur les algues vertes. Pour lutter contre ces intimidations qui durent depuis plus d'un an, en juillet 2020, quinze journalistes créaient le collectif *Kelaouin* – "informer" en breton – qui lutte pour la liberté d'informer sur l'industrie agroalimentaire en Bretagne.

◆ <https://kelaouin.medium.com>

◆ **Autonomie et handicap.** Un collectif d'organisations de personnes handicapées, dont les *Dévalideuses*, *Objectif Autonomie* et *Comme des fous*, demande que l'allocation adulte handicapé (AAH) soit déconjugalisée : actuellement cette allocation peut être réduite voire annulée en fonction des revenus du ou de la conjointe, plaçant ainsi la personne avec un handicap sous la dépendance économique totale de son ou sa partenaire. Une dépendance qui aggrave encore les situations de violence conjugale auxquelles les personnes ayant un handicap sont particulièrement exposées. Une pétition sur le site de l'Assemblée nationale a été lancée, qu'on peut signer ici : <https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-358>

◆ **Victoire pour les femmes de chambre de l'Hôtel Ibis Batignolles.** Fin mai 2021, après 22 mois de lutte, dont 8 de grève, 20 femmes de chambre de l'hôtel *Ibis Batignolles* ont arraché de réelles avancées salariales à leur patron, la société de sous-traitance *STN*. À la clef, entre 250 et 500 euros d'augmentation mensuelle grâce au doublement des primes repas et une amélioration de leurs conditions de travail : plus de temps pour nettoyer les chambres. Ces avancées profitent à la soixantaine de salariées de *STN* et pourraient même affecter la politique salariale française du groupe *Accor*, qui requiert les services de *STN*. Une victoire due à un combat tenace, à célébrer.

Covid-19 : penser une politique sociale et de santé solidaire

Pour une levée des brevets sur les vaccins. Début août 2021, alors que Pfizer et Moderna réalisaient des profits records, les deux laboratoires ont augmenté le prix de leur vaccin en Europe. Cette hausse des prix comme le profit que font ces entreprises sur la santé sont inacceptables, ce qui a conduit plusieurs organisations comme *ATTAC* ou *Oxfam* à militer pour la levée des brevets sur ces vaccins. Une *Initiative citoyenne européenne (ICE)* "Pas de profit sur la pandémie" a été lancée par plusieurs centaines d'organisations. L'objectif : récolter un million de signatures afin que la Commission européenne prenne des mesures pour faire des vaccins et des traitements anti-pandémiques un bien public mondial, librement accessible à tous. Et pour lever le secret sur les contrats signés avec les firmes. *Pour participer* : <https://noprofitonpandemic.eu/fr>

Contre les politiques autoritaires. L'extension du pass sanitaire a été validé le 5 août 2021 par le conseil constitutionnel. La mise en place de ce pass est une atteinte au secret médical, un des rares espaces qui restait encore relativement à l'abri de la surveillance. Entre la loi sécurité globale, la préparation des JO 2024, la multiplication du fichage et les croisements des fichiers existants qui s'accroissent, l'instauration du pass sanitaire même pour des activités dérisoires de la vie quotidienne nous fait rentrer encore un peu plus dans une société de contrôle.

POLITIQUE

Israël-Palestine

La campagne BDS avance dans le monde

La campagne mondiale *Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS)* pour exiger le respect du droit international vis-à-vis des Palestiniens par l'État d'Israël, en est à sa 16^e année. Durant le premier semestre 2021, elle a encore pris de l'ampleur dans le monde. Le plus important des fonds de pension norvégiens, *KLP*, a exclu 16 entreprises en raison de leurs liens avec les colonies de peuplements israéliennes en Cisjordanie occupée. Le *Lothian Pension Fund*, le deuxième fonds d'assurance-vieillesse écossais, avec 84 000 membres et 8 milliards de livres d'actifs, s'est désinvesti de la banque israélienne *Hapoalim*. Le fonds de pension du Sussex de l'Est s'est désinvesti d'*Elbit Systems*, le plus important fabricant d'armes privé en Israël. Après des années de campagnes ciblées, la marque de glaces *Ben & Jerry's* a annoncé la fin de ses partenariats avec les colonies illégales de peuplement d'Israël. L'Université de Brasilia et l'Université du Costa Rica ont adopté des résolutions historiques déclarant qu'elles n'auront aucun lien avec les entreprises complices du régime d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid d'Israël, etc.

EN BREF !

◆ **En Suisse, un premier maire décroissant.** La commune de Vevey, en Suisse romande (19 000 habitant-es), a élu un syndic (l'équivalent du maire en France) issu de la liste "Décroissance-alternatives", Yvan Luccarini, lors des élections communales de mars 2021. Dans sa charte, son mouvement affirme vouloir proposer des alternatives au capitalisme et au productivisme, aller vers une décroissance choisie, étendre les sphères de la gratuité et les services publics, etc. Une expérience à suivre, s'agissant d'une commune des plus prospères et qui abrite notamment le siège de l'hyper-puissante entreprise *Nestlé* !

◆ **Élections régionales : nombreux élus pour EELV.** Si, globalement, EELV compte deux fois plus de représentant-es en 2021 qu'en 2015, il y a des inégalités selon les régions. Le parti écologiste progresse en Bretagne, en Normandie, dans les Hauts-de-France, dans le Grand-Est, dans les Pays-de-Loire, en Bourgogne-Franche-Comté, en Auvergne-Rhône-Alpes. Il est stable en Nouvelle-Aquitaine et en Île-de-France... mais perd des élu-es en Occitanie. Malgré son bon score en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la liste n'a pas d'élu-es car le parti s'est retiré pour faire barrage au RN.

Exposition aux métaux lourds : le retard de la recherche

En juillet 2021, *Santé publique France* a publié une étude, "Imprégnation de la population française par les métaux et métalloïdes", qui a permis pour la première fois de décrire l'exposition à 27 métaux dosés dans les urines chez les enfants vivant en France métropolitaine en 2014-2016. L'ensemble de la population est exposée aux métaux lourds (Arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, mercure...), néfastes pour la santé. La principale source de contamination citée est l'alimentation. Parmi les denrées les plus contributrices, sont cités poissons et produits de la mer (pour leurs apports en arsenic, chrome, cadmium et mercure) mais aussi céréales du petit déjeuner ou légumes bio (pour le cuivre). Parmi les autres sources d'exposition aux métaux figurent le tabagisme (par rapport au cadmium), le port de plombages (pour le chrome) ou d'implants médicaux (par rapport au mercure urinaire notamment). Ce rapport est éclairant, mais n'expose pas les risques encourus, ni ne préconise de mesures de protection adéquates.

Il est navrant de voir la recherche si promptement à traiter certains sujets (moins d'un an pour diffuser des vaccins contre le Covid-19) et être si lente à avancer sur des phénomènes de santé publique (15 ans pour émettre un début de rapport sur la contamination aux métaux lourds qui concerne tout autant de personnes que le Covid-19). Dans le premier exemple cité, certains peuvent envisager de gros chiffres d'affaire, ce qui motive la recherche privée, alors que l'autre risquerait de déboucher sur des baisses d'activité et/ou de compétitivité, ce qui ne motive pas suffisamment la recherche publique.

TOUS LES FRANÇAIS SONT CONTAMINÉS AUX MÉTAUX LOURDS



EN BREF !

♦ **5G, incertitudes sur les risques.** Alors que l'Agence nationale des fréquences (ANFr) a autorisé, ces derniers mois, pas moins de 32 023 antennes-relais 5G, et que la publicité des opérateurs pour cette nouvelle technologie qui leur rapporte des milliards bat son plein, un rapport de l'ANSES, Agence nationale de sécurité sanitaire, paru le 20 avril 2021, avoue son ignorance sur les risques potentiels liés à la 5G. L'agence appelle à poursuivre les recherches en étudiant les effets sur les populations exposées... qui serviront de cobayes en temps réel, pour ne pas freiner les profits. La croissance économique ou le principe de précaution, il faut choisir.

Les gestes barrières restent indispensables

En Israël, la quasi-totalité de la population a été vaccinée contre le Covid-19 au premier semestre 2021 (obligatoire dès 3 ans). La situation s'améliorant, le gouvernement a levé l'obligation de porter le masque en intérieur le 15 juin 2021. Très rapidement, les contaminations sont reparties à la hausse. Une étude, publiée le 22 juillet 2021 par le ministère de la Santé israélien, estime que la vaccination a permis de faire chuter les cas graves de 91 % mais la transmission de seulement 39 %. Ce dernier chiffre tombe à 16 % pour les personnes vaccinées en janvier 2021. Début août, le gouvernement a lancé une nouvelle campagne pour une 3^e dose de vaccin pour les personnes de plus de 60 ans puis mi-août, l'âge a été baissé à 50 ans.

Le virus du Covid, comme celui de la grippe, ayant une grande capacité à muter, plus le temps passe, moins les vaccins sont efficaces. Pfizer a annoncé dès le printemps 2021, travailler sur un nouveau vaccin en partant du variant Delta. Il ne sera sans doute disponible qu'à la fin de 2021. D'ici là, d'autres variants apparaîtront... Comme pour la grippe, c'est sans fin.

Par contre, les gestes barrières (se laver les mains, le respect d'une certaine distance entre les personnes (1 m en France mais 1,5 m en Belgique et en Suisse...), l'aération des locaux, le port du masque...) sont toujours aussi efficaces, non seulement pour le Covid-19, mais aussi pour la grippe, pour les rhumes, les maladies pulmonaires...

Boire de l'eau est toujours dangereux

Année après année, la situation sanitaire de l'eau de consommation s'améliore à l'échelle de la France, avec 98 % des eaux de consommation conformes aux critères sanitaires. Mais l'UFC-Que Choisir et Générations Futures pointent les graves carences de cette évaluation officielle. Sur 750 molécules différentes de pesticides, seules 206 en moyenne sont recherchées, le reste passant sous les radars. Chaque département a sa méthode de comptage, et dans l'Aisne, par exemple, seules 12 substances sont recherchées. Par ailleurs, les perturbateurs endocriniens ont la particularité d'être des substances pouvant avoir de graves conséquences à très faible dose. Or, les associations révèlent avoir détecté des pesticides soupçonnés d'être des perturbateurs endocriniens dans 28 % des analyses considérées comme conformes à la réglementation. Les analyses étant complexes à réaliser, le plus efficace serait d'interdire les pesticides en question, en application du principe de précaution.

♦ Générations Futures, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr

♦ Carte interactive de la qualité de l'eau : <https://www.quechoisir.org/carte-interactive-qualite-eau-n21241>

Encarts contre stand

21_31 FESTIVAL - 2^{ÈME} ÉDITION
OCT. 2021 À SAINT-JUNIEN

7 jours de réflexion,
d'échanges, de coopération,
d'hommages, de spectacles,
de fête et d'imaginaire...

FOUTEZ-NOUS LA PAIX !

EXPO PHOTO - Non à la guerre
Refuzniks israéliens

EXPO BD - Geronimo
Mémoires d'un résistant apache

CONFÉRENCES - Kathy Kelly et Medea Benjamin,
pacifistes états-uniennes,
Prix Gandhi pour la Paix

THÉÂTRE - L'homme qui tombe (Don DeLillo)
+ Atomic Alert

Mais aussi: FILMS / SALON DE LA PAIX / BALADE LITTÉRAIRE EN CANOË / ATELIER
D'ÉCRITURE & BD / STAGE DE NON-VIOLENCE / HOMMAGE À H.D. THOREAU / NATASHA
OU LE LAPIN DE GERD / SPECTACLES DE RUE / SOIRÉE CITOYENS DU MONDE / ETC ...

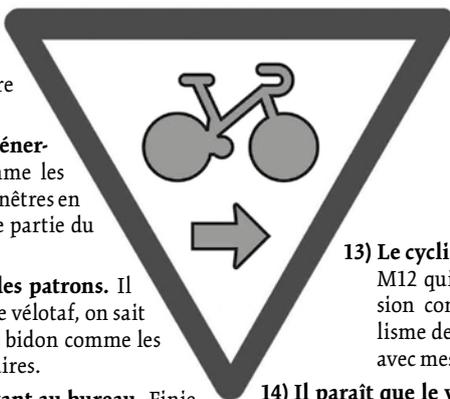
Contact: fouteznouslapaix@mailo.com

TRANSPORTS

Le vélo est un moyen de transport de droite !

Voici 15 raisons qui font que, contrairement à ce que vous croyez, le vélo est clairement un moyen de transport de droite...

- 1) **C'est un moyen de transport principalement individuel.** Ou alors éventuellement familial. C'est important comme valeur, la famille. Rien à voir avec les transports en commun du prolétariat !
- 2) **Un vélo, ça ne fonctionne pas tout seul.** Il faut faire des efforts pour que ça avance. Pas comme une voiture, cet engin d'assistés, où il suffit juste d'appuyer un peu sur l'accélérateur et d'attendre que ça se passe !
- 3) **C'est le véhicule qui a le meilleur rendement énergie dépensée / distance parcourue.** Pas comme les ouatures, ces engins où on jette l'argent par les fenêtres en achetant de l'essence alors que seule une infime partie du carburant sert à nous déplacer !
- 4) **Le vélo est LE moyen de transport préféré des patrons.** Il empêche d'arriver en retard au travail car avec le vélotaf, on sait quand on part et quand on arrive. Pas d'excuse bidon comme les bouchons sur le périmètre pour resquiller sur les horaires.
- 5) **Les vélotafeurs sont mieux réveillés en arrivant au bureau.** Finie la "pause café" de 9h du matin (alors que tu viens d'en prendre un au petit-déjeuner) et donc les salariés sont plus productifs !
- 6) **Pratiquer une activité physique comme le vélo améliore aussi la santé.** Les cyclistes sont moins malades, donc moins d'absentéisme en entreprise et plus de productivité.
- 7) **Le vélo permet de travailler plus longtemps !** Comme le vélo améliore aussi l'espérance de vie, on peut travailler plus longtemps et repousser indéfiniment l'âge de départ à la retraite ! #TravaillerPlusPourTravaillerPlus
- 8) **Le vélo est l'arme ultime anti-grèves !** Le vélo est aussi l'arme ultime pour lutter contre les grèves de la RATP ou de la SNCF, ces sales sociaux-gauchistes privilégiés ! On a bien vu en décembre 2019 tous ces gens qui prenaient leur vélo plutôt que d'être solidaire du mouvement !
- 9) **Les cyclistes réduisent le trou de la sécu !** À propos de santé : comme les cyclistes sont moins malades, ils réduisent le trou de la sécurité sociale, et ils réduisent la dette par la même occasion !



10) **Les pistes cyclables sont plus rentables que les routes !** Une piste cyclable coûte moins cher à fabriquer qu'une route classique mais fait passer plus de monde : meilleure rentabilité, plus grand retour sur investissement. Et elle demande moins d'entretien, donc moins de fonctionnaires gauchistes à payer pour rien faire...

11) **D'ailleurs, où doivent rouler les vélos sur la chaussée ? À DROITE !**

12) **Le cycliste est le Jean-Pierre Pernaut de la mobilité !** Le cycliste s'arrête plus souvent et consomme plus dans les commerces locaux. Il voyage en France dans les petits villages. Il soutient donc l'économie nationale, les artisans, les commerçants et les PME. À la limite du protectionnisme...

13) **Le cycliste joue avec ses propres règles du jeu.** Le panneau M12 qui autorise les cyclistes à passer au rouge est l'expression concrète de l'esprit d'entrepreneuriat et d'ultralibéralisme des cyclistes: "il y a le droit commun, mais moi je joue avec mes propres règles du jeu".

14) **Il paraît que le vélo c'est le moyen de transport des écolos ?** Non mais ils roulent sur des engins constitués d'acier ou d'aluminium, extraits et fabriqués en Chine, puis importés, et dont tous les accessoires sont en plastique. LA MONDIALISATION !

15) **Le vélo est une drogue de droite.** Enfin, faire du vélo sécrète des endorphines. C'est autre chose que toutes vos herbes à fumer qui font planer là. C'est pas pour rien qu'on parle de cyclodrogues ! Et en plus, c'est légal !

Avec tout ça, vous ne pourrez plus dire que les cyclistes sont de sales bobos gauchistes ! D'ailleurs, Sarkozy lui-même est cycliste, c'est dire. Et Staline ne faisait pas de vélo à ce que je sache !

Et vous, cyclistes qui vous dites de gauche : arrêtez de mentir, on vous voit ! #NousSachons

(Source: <https://twitter.com/enroueslibres/>)

Halte à la course aux LGV

En avril 2021, le Premier ministre Jean Castex a annoncé l'ouverture de deux nouvelles lignes à grande vitesse (LGV) pour joindre Bordeaux à Toulouse et Marseille à Nice, le tout pour la modique somme de 5,5 milliards d'euros.

Face à cette annonce surprise, le collectif de la Charte d'Hendaye, regroupant une trentaine d'associations anti-LGV en France, Espagne et Italie, milite pour alerter l'opinion publique sur la catastrophe écologique à venir : destruction de terres agricoles, assèchement des zones humides, perte de biodiversité, etc. "Quel bénéfice à défigurer et à polluer par des travaux titanesques des régions entières pour un gain de 8 minutes sur un Bordeaux-Toulouse ?" explique les membres d'ACTIVAL, partenaire de la Charte d'Hendaye. Ils et elles demandent l'abandon immédiat du projet, surtout que les alternatives existent depuis bien longtemps !

Pourquoi ne pas freiner cette course à la vitesse grand V et réhabiliter le réseau ferroviaire déjà existant, avant de construire (ou détruire) ?

Parmi les signataires de la Charte d'Hendaye :

◆ SEPANSO Aquitaine, 1 rue de Tauzia, 33800 Bordeaux, tél. : 05 56 91 33 65, <https://site.sepanso.org>

◆ Très Grande Vigilance en Albret (Lot-et-Garonne), <http://www.tgv-albret.fr>

◆ ACTIVAL (Association Contre le Tunnel Inutile dans les Vallées d'Ailleurs et du Lavedan), 15 rue de Labaï, actiber65@gmail.com

Encarts contre stand

■ Agriculture bio

**FRANCE :
LES AMAP EN FÊTE**
Jusqu'au 10 octobre



À l'occasion des 20 ans des AMAP, Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, en France, des actions ont lieu dans de multiples localités pour célébrer cet anniversaire et faire connaître ces initiatives. Journées festives les 2 et 3

octobre à Marseille, journée portes ouvertes le 5 octobre à Feurs (Loire), etc.

► Tous les renseignements sur <https://amap-en-fetes.org>, MIRAMAP, 58 rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 81 91 60 51

**GRS :
POULETS ET ŒUFS
EN AGROFORESTERIE**
13-14 octobre

À Auch. Vous recevrez durant cette formation les outils clés pour vous installer en volailles et poules pondeuses.

► Formation organisée à La ferme en coton, tél. 05 62 65 53 20, www.lafermeencoton.fr

■ Décroissance & Transition



**RHÔNE :
FESTIVAL AGIR À LYON**
10 octobre

À Lyon, organisé par Anciel. 2^e édition du Festival Agir à Lyon pour aider à passer à l'action pour la transition écologique et solidaire. Mini-conférences pour comprendre les enjeux d'écologie et de solidarité, rencontres avec des associations qui ont besoin de bénévoles, animations pour découvrir des actions concrètes à mener chez soi ou autour de soi pour la transition : compostage, aménagements pour la biodiversité, gestes zéro déchet, balades pour aller à la rencontre d'initiatives du quartier et s'inspirer pour en lancer près de chez soi. De 10h30 à 18h, à la Maison pour tous des Rancy, 249 Rue Vendôme, 69003 Lyon.

► <https://www.anciela.info/>, <https://agiralyon.fr/festival/>

■ Énergie

**AIN :
STOP BUGEY**
3 octobre

À Saint-Vulbas, manifestation pour dire non à la prolongation des 4 plus vieux réacteurs nucléaires de France (42 et 43 ans) de la centrale du Bugey, dans l'Ain, non à leur remplacement par 2 nouveaux réacteurs de type EPR, et exiger l'abandon d'ICEDA, infrastructure de stockage de déchets nucléaires. Les alternatives existent ! Accueil à partir de 10h, manifestation à 14h.

► Contact : Stop Bugey, Sortir du nucléaire Bugey, 76 impasse Mozart, 01360 Loyettes, contact@stop-bugey.org, www.stop-bugey.org

**FRANCE :
LE JOUR DE LA NUIT**
9 octobre

13^e édition de cette opération de sensibilisation à la pollution lumineuse, à la protection de la biodiversité nocturne. Quelques exemples des initiatives proposées : jeu de piste à la lampe torche à Besançon, découverte des étoiles à Evran dans les Côtes-d'Armor, extinction totale des lumières dans plus de 71 communes, etc.

► Retrouvez tout le programme sur internet : <https://www.jourdelanu.it>

■ Fêtes, foires, salons

**AUBE :
ECOL'AUBE FESTIVAL**
2 octobre



À La-Chapelle-Saint-Luc. Seconde partie du festival démarré en septembre. 15h - 20h30 : stands, buvettes, crêpes. 15h30 : contes de Yara Lune. 16h30 : atelier de naturopathie avec Charène Dosnon. 17h30 : conférence "Que crève

la capitale !" avec Hervé Kempf. 19h30 : concert Les Perruches. 20h30 : conférence gesticulée. Au centre culturel.

► Informations auprès de Ecol'Aube festival, <https://ecolaube.com>

**DRÔME :
FOIRE AUX PRODUITS
BIOLOGIQUES DE MONTFROC**
2-3 octobre

À Montfroc, dans la vallée du Jabron, entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Stands de producteurs, artisans-es, artistes de proximité, stands sur l'habitat écologique, le recyclage, le compostage, l'environnement ; conférences. Accueil du festival Ar'lire avec trente écrivain-es. Théâtre de rue, musique, ateliers enfants.

► Informations www.foirebiomontfroc.wordpress.com, Le village, 26560 Montfroc, tél. : 04 92 62 01 08 / 04 92 62 01 55, email : foirebiomontfroc@live.fr

■ Habitat

**ISÈRE :
L'HABITAT PARTICIPATIF**
18-19 octobre

À Saint-Antoine-l'Abbaye. Créer un habitat participatif, en mutualisant des espaces, des objets, pourquoi pas, mais comment procéder ? Par quoi commencer ? Formation sur le thème "mûrir son projet et passer à l'action" avec Audrey Gicquel, autrice de *Les clés de l'habitat participatif. Mes expériences de vivre-ensemble*. Organisé par la FEVE, Formation et expérimentation au vivre-ensemble, à l'Arche de Saint-Antoine.

► Contact et inscription, tél. : 04 76 36 48 25, secretariat@arche-sta.com, <https://formationfeve.wordpress.com>

■ Nord sud

**HÉRAULT :
CONTRE SOMMET
AFRIQUE/FRANCE**
7-10 octobre

À Montpellier. Du 7 au 9 octobre doit se tenir à Montpellier un sommet Afrique-France. Malgré les effets d'annonce du président Emmanuel Macron, l'esprit néo-colonial est toujours présent. Sur le continent africain, la France exerce toujours une domination monétaire, économique, diplomatique et culturelle, poursuit des interventions militaires, et soutient des régimes qui bafouent les droits humains et empêchent l'émancipation des peuples. Pour dénoncer la Françafrique

**France
Chantiers d'automne**
Jusqu'au 21 décembre



Pendant tout l'automne, les Conservatoires

d'espaces naturels organisent des chantiers petits et grands, ouverts à tou-ttes, dans toute la France, profitant de la nature automnale "en dormance" pour maintenir et développer la biodiversité et préserver le patrimoine naturel. Entretien du marais des Troues de Leu dans la Marne le 2 octobre, restauration d'un site mycologique au Bois de Foisches dans les Ardennes le 16 octobre, débroussaillage d'espace naturel à Rosnay dans l'Indre le 27 octobre, etc.

► Informations, rendez-vous et précisions sur <https://reseau-cen.org>, "Chantiers d'automne". Fédération des Conservatoires d'espaces naturels, 199 Rue de la Juine, 45160 Olivet, tél. : 02 38 24 55 00

et discerner le rôle et la politique de la France dans ses anciennes colonies, un collectif regroupant plus de 50 organisations s'est monté et propose 4 jours de conférences, débats, concerts, etc.

► À La Carmagnole, 10 rue Haguenot, 34070 Montpellier, contresommetfrancafrique@protonmail.com

■ Paix

**ROUEN :
CAFÉ DE LA NON-VIOLENCE**
5 octobre

Chaque mois, le MAN-Normandie organise un café de la non-violence pour échanger sur un thème d'actualité au regard de la non-violence. À la Brasserie Paul, 1 place de la Cathédrale, de 19h à 20h30.

► Mouvement pour une alternative non-violente - Normandie, 10 impasse Gustave Guéville, 76960 Notre-Dame-de-Bondeville, man.normandie@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr

**HAUTE-VIENNE :
FOUTEZ-NOUS LA PAIX !**
21-31 octobre

À Saint-Junien. Festival sur la paix avec cette année un focus sur l'objection de conscience et sur les États-Unis (avec la présence de 2 activistes historiques anti-guerre des États-Unis, Kathy Kelly et Medea Benjamin).

Des films (*Objecteur*), du théâtre, des ateliers de non-violence, d'écriture, de BD, une randonnée littéraire en canoë avec l'écrivain Eddy L. Harris, des spectacles de rue, des concerts (Serge Utgé-Royo, etc.), des expositions (Refuzniks, Geronimo), un débat sur le Service national universel, etc. Plusieurs débats seront animés par Silence.

► Infos : fouteznouslapaix@mailoo.com; tél. : 06 41 26 08 36



■ Politique, société

**VAL-DE-MARNE :
SE DÉSENVOÛTER DU CAPITALISME**
7 octobre

À Ivry-sur-Seine. Conférence décalée et participative de Maryline Guitton avec intermèdes musicaux. Pourquoi les humains coupent-ils la branche sur laquelle ils sont assis ? Serait-ce parce qu'ils sont envoutés par le capitalisme ? Café-philos, rituel participatif, messe punk, concert et séance de méditation alterneront pour se désenvoûter. À 20h30 au Théâtre d'Aleph, 30 rue Christophe Colomb.

► Inscriptions sur <https://marylineguitton.fr>

■ Silence

**LYON :
CINÉ-CLUB**
6 octobre

Chaque premier mercredi du mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de Silence, en partenariat avec l'Aquarium, propose un film suivi d'un débat. Projection du film *L'Hiver et le 15 août* de Jean-Baptiste Perret : dans le massif central, où la solitude des êtres se confronte sans cesse à la puissance des paysages et à la présence animale, quatre habitants-es sont amené-es à se confier les un-es aux autres. Sur ces terres froides, on raconte qu'il n'y a que deux saisons : l'hiver et le 15 août.... Accueil à 19h30, possibilité de prendre un verre et petite restauration, début de la séance à 20h30. Réservation par mail ou téléphone.

► Ciné café L'Aquarium, 10 rue Dumont, 69004 Lyon, tél. : 09 81 96 94 29, aquarium.cinecafe@gmail.com

**LYON :
EXPÉDITION DE SILENCE**
14-15 octobre

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.



ANNONCES

■ Vivre ensemble

■ Allier. Projet de micro-communauté végane. Thibaut, trentenaire, vivant sur 5 ha de terres pentues en montagne bourbonnaise. Très sensible au respect de la nature et au calme. Envie de partager le lieu avec 2/3 personnes à l'année, à contre-courant du monde rural actuel (alimentation végétale, déplacements sans bagnole, recours aux outils manuels, esprit de curiosité...). Permaculture, woofing, projet de refuge pour animaux. LGBT et queer bienvenu-es. Contact : Thibaut Moulard, Lareure, 03120 Arfeuilles, tél. : 04 63 88 37 02.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. Délais : Pour passer une annonce dans le numéro de novembre 2021, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 28 septembre. Pour passer une annonce dans le numéro de décembre 2021, au plus tard le mardi 26 octobre, etc. Adresse réelle : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

› Texte : **Michel Bernard**



"La solution : moins d'avion"

Le 5 mars 2021, un commando de Greenpeace s'est introduit sur le tarmac de l'aéroport Charles-de-Gaulle, près de Paris, et a repeint en vert un avion d'Air France qui stationnait là. Un militant monté sur l'avion tenait une pancarte avec le texte "La solution, moins d'avion". Mais comment est-ce concrètement possible ?

Un usage réservé aux pays riches

Le dossier du n°369 de *Silence* de juin 2009 "Avions, il est temps d'atterrir" (2) abordait déjà la question. Nous étions

Pour le moment, l'avion n'est pas pris en compte dans les négociations internationales pour la réduction des gaz à effet de serre... sous prétexte que les avions ne dépendent pas d'un seul État (1). Pourtant, le secteur aérien représenterait, selon les sources, de 5 à 9 % des émissions de gaz à effet de serre et était, avant la crise sanitaire, le secteur en plus forte expansion après le numérique.

L'action de Greenpeace dénonçait le *greenwashing* qui tend à faire croire que dans un futur proche on pourrait faire voler les avions avec de l'hydrogène produit uniquement avec des renouvelables. Cette technique est pour le moment purement théorique, même si un ou deux avions ont testé ce possible carburant. Il ne sera de toute manière pas utilisable avant de très longues années... si un jour cela fonctionne.

1. Même raisonnement pour le trafic maritime qui lui aussi échappe aux mesures de restriction. La solution est pourtant simple : compensabiliser la moitié des émissions dans le pays de départ et la moitié dans le pays d'arrivée.

en pleine crise économique provoquée par une envolée du prix du pétrole. Et nous donnions déjà quelques chiffres : 36 % des avions décollent des États-Unis, 70 % décollent d'un ensemble Amérique du Nord / Europe / Japon-Corée. 3 % seulement d'Afrique. L'avion est donc un mode de transport des pays les plus riches. Cette utilisation de l'avion s'accompagne de plus en plus de "compensation carbone", les gens acceptant de payer un petit supplément pour que la compagnie plante des arbres. Nous avons qualifié cette mesure de *CO₂ colonialisme* car ce système ne fonctionne ni dans le temps (en plantant des arbres aujourd'hui, on refixera le CO₂ dégagé dans combien de temps?) ni dans l'espace (les arbres ne sont pas plantés dans notre salon, mais sur des terrains des pays du Sud qui en ont l'usage d'abord pour leurs propres besoins, notamment leurs agricultures vivrières) (3).

Faire payer le juste prix

La première idée qui pourrait venir à l'esprit est de faire en sorte que la

personne qui prend l'avion paie le juste prix. L'Union européenne est intervenue à de très nombreuses reprises pour demander que cessent les aides versées par les collectivités locales à certaines compagnies pour qu'elles desservent leur territoire (4). Un autre axe est de demander que les salariés des compagnies soient correctement rémunérés (5). Mais augmenter les prix, comme augmenter les taxes, pénalise d'abord les moins fortunés. Ce n'est donc pas une mesure de justice sociale (6).

Interdire les vols courts

Une mesure plus juste serait d'interdire les vols courts. Une proposition de loi a été faite en ce sens proposant de supprimer les vols de moins de 4 h lorsqu'une alternative de transport existe. De fait, il a été voté en juin 2020 une interdiction pour les vols passagers...

4. Les compagnies à bas coût comme *RyanAir* ou *EasyJet* choisissent leurs implantations en allant vers le plus offrant. Ces aides peuvent aller de 200 000 à 1 million d'euros par an et par aéroport.

5. Les salariés chez *Ryanair* touchent en moyenne 28 % de moins qu'à *Air France* pour 25 % de temps de travail supplémentaire.

6. L'image de la famille immigrée pauvre qui prend l'avion pour rentrer au pays n'est toutefois qu'un usage de l'avion très marginal : seul un Français sur quatre a pris l'avion en 2003, dont la moitié une seule fois. 60 % des cadres ont pris l'avion contre 15 % chez les ouvriers. La moitié des vols sont professionnels, 35 % touristiques, 15 % familiaux.

2. Téléchargeable sur le site *revuesilence.net*.
3. Voir "CO₂ colonialisme", *Silence* n°361.

de moins de 2 h 30, ce qui n'a presque rien changé (7). Cela reste donc une revendication à défendre.

S'attaquer aux vols privés

Plus polluants que l'avion long-courrier, les jets privés des plus riches assurent des trajets souvent très courts. Selon l'Association européenne de l'aviation d'affaires, en 2017, 676 000 vols ont eu lieu en Europe, dont 128 000 à partir du territoire français (8). Les 5 trajets les plus fréquents sont Paris-Genève, Paris-Nice, Nice-Moscou, Nice-Genève, Paris-Londres. Ce trafic aérien représenterait de l'ordre de 3 millions de tonnes de CO₂ par an. Le club de réflexion britannique *Common Wealth* suggère d'interdire ces vols. On peut y ajouter les vols privés d'hélicoptères encore plus polluants (9).

Supprimer les vols de frets

De plus en plus de marchandises sont livrées par avion. Les nouveaux modes de consommation *via* internet n'y sont pas étrangers. En janvier 2020, Amazon annonçait le doublement de sa flotte par le rachat de 11 Boeing pour les transformer en avions cargos. En 2018, dans le monde, ce sont 221 000 tonnes qui ont voyagé ainsi. Un chiffre qui a doublé depuis 2001, quadruplé depuis 1989, été multiplié par dix depuis 1977 (10). Il y a bien sûr les ananas qui viennent du Cameroun, les fleurs du Kenya... mais il y a aussi des usages sur des trajets très courts. Chaque nuit, en Europe, ce sont des centaines d'avions-cargo qui réalisent des trajets parfois très courts : Paris-Lyon, Rennes-Liège, Paris-Marseille et même Nice-Marseille (163 km!) (9). Généralement, le fret aérien est utilisé pour des produits rapidement périssables. Mais qu'est-ce qui peut justifier des trajets aussi courts ?

On peut aussi s'interroger sur la nécessité des produits transportés : on pourrait interdire simplement l'importation de "produits non-essentiels" pour reprendre le vocabulaire lié au COVID : on peut vivre sans ananas cueillis mûrs ou sans fleurs coupées importées.

7. Cela ne concerne que les vols Paris-Nantes, Paris-Lyon et Paris-Bordeaux... sauf en cas de correspondance à Paris.

8. 19 % des vols pour 15 % de la population de l'Union européenne.

9. Source : <https://www.revolution-energetique.com/pollution-du-transport-aerien-et-si-lon-se-trompait-de-cible/>

10. Source : *Organisation de l'aviation civile internationale, OACI.*



Des membres de Greenpeace ont repeint en vert un avion pour dénoncer le greenwashing des compagnies aériennes.

Investir dans d'autres modes de transports

Pour défavoriser l'avion dans les liaisons intérieures, le meilleur outil reste le rail. Plutôt que d'investir dans les aéroports, les collectivités publiques doivent investir dans le train pour assurer au mieux les correspondances entre trains rapides existants et lignes régionales existantes, ou à rouvrir. Car en comptant les temps de trajets de porte à porte, le train peut être concurrentiel en temps sur de nombreuses villes intermédiaires non directement reliées au réseau TGV (le TGV n'étant pas la panacée, mais sa critique dépasse le cadre de cet article). Les aides données aux aéroports et aux compagnies aériennes peuvent être réorientées vers le train pour en diminuer le prix.

De même pour le fret, il faut s'assurer d'avoir des alternatives ferroviaires, ce qui peut supposer de rouvrir des lignes, voire d'en créer de nouvelles. Pratiquement aucune ligne de fret n'a été construite depuis 1945. Seuls quelques contournements de villes ont été réalisés pour la ligne Perpignan-Rungis, qui a fonctionné de 1986 à 2019 (11).

Ne pas oublier l'armée, la surveillance des populations, les loisirs des très riches

Ces différentes sortes de vol ne doivent pas nous faire oublier que les avions et hélicoptères les plus

polluants, du fait de leur puissance, sont ceux de l'armée (12). Jusqu'à maintenant, l'armée a été dispensée d'appliquer les lois sur l'environnement (13) : cela est-il légitime ?

N'oublions enfin pas les activités de loisirs : il y a environ 15 000 ULM qui circulent en France et 5 700 avions légers (avions de loisirs, avions de surveillance, avions-taxis, de moins de 6 tonnes) (14). Une très large partie de ces ULM et avions légers ne sont pas non plus "essentiels" (15). Et réservés aux plus riches (16).

Dans un souci de justice sociale, nous devons privilégier les interdictions de certains déplacements, de certains appareils, plutôt que de miser sur le prix des trajets. ♦

12. En 2020, elle comptait 218 avions de combat, 120 avions de transport, 22 avions de liaisons, 146 avions d'entraînement, 23 avions de voltige et environ 500 hélicoptères. Soit au total plus de 1 000 engins de vol. À comparer avec les quelques 8 000 avions civils immatriculés en France. Sur le poids écologique des armées, voir le dossier du n°356 de la revue, avril 2008.

13. Ce qui lui permet par exemple de rejeter des effluents radioactifs dans la rade de Toulon. Voir "Toulon en Rade", *Silence* n°378, avril 2010.

14. Source : DGAC, *Direction générale de l'aviation civile.*

15. Nombre d'ULM et de petits avions ne servent pas qu'au loisir, ils ont longtemps servi aussi à épandre des pesticides ! C'est dorénavant interdit (sauf dérogation).

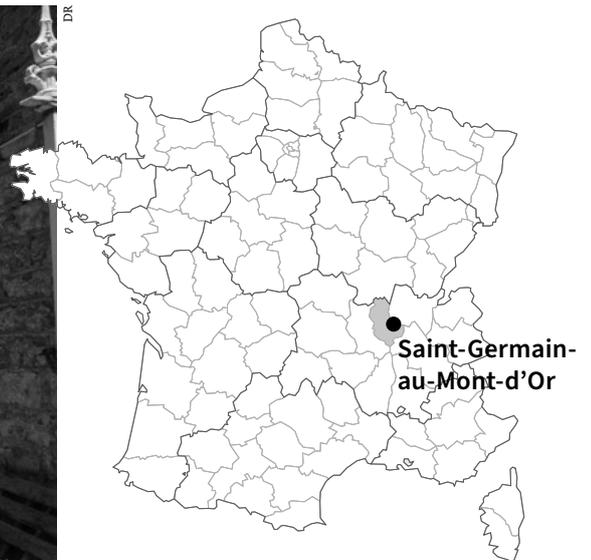
16. Encore plus polluant : les fusées. Certains veulent développer un tourisme spatial pour les millionnaires.

11. Au moment où nous écrivons cet article, des discussions se poursuivent par la réouverture de cette ligne.

› Texte : **Laura, Maureen, Emma et Lucie**, étudiantes à Sup'écologiques

L'habitat participatif des Choux Lents : le féminisme y trouve t-il sa place ?

Rencontre avec l'habitat participatif des *Choux Lents*, valeurs écologiques bien ancrées et féminisme collectif en devenir.



L'habitat participatif les *Choux Lents* est un projet collectif, écologique et alternatif situé dans la commune de Saint-Germain-au-Mont-d'Or. Le projet a d'abord été porté par une femme et deux hommes (Audrey, Ludovic et Olivier), puis peu à peu, d'autres foyers les ont rejoints. À l'heure actuelle il est composé de 7 foyers incluant 5 familles et couples hétéro et un homme et une femme vivant seul-es. Depuis huit ans les *Choux Lents* (1) rénovent un ancien corps de ferme par le biais de chantiers

participatifs et d'investissements personnels et collectifs. L'écologie fait partie de leurs valeurs tout comme le partage. Chaque foyer dispose de son appartement personnel équipé d'une salle d'eau, de toilettes et d'une cuisine. Mais il y a aussi des lieux partagés comme la cuisine collective, le salon, la buanderie, les chambres d'ami-es, la piscine, la salle commune (activités, réunions, spectacles) et la cour.

Vivre en habitat participatif c'est aussi choisir de vivre à plusieurs, et les *Choux Lents* l'ont bien compris. Chantiers, tâches ménagères, éducation des enfants... Ici, les désaccords se

règlent en groupe. Et bien souvent, les tensions ont un genre.

Habitat participatif et conscience écologique

Les personnes intégrant ce type de projet cherchent à vivre davantage en adéquation avec leurs valeurs écologiques "Dans la recette commune il y a un lien très fort à l'écologie" et cela permet de "soigner notre façon d'habiter" souligne Anne-Françoise, ayant rejoint le projet avec son mari et sa fille.

Vivre ensemble nécessite une certaine organisation, une répartition des rôles lors des réunions. La mutualisation

1. Le nom *Choux Lents* est une référence à la montée des Choulans à Lyon, où le projet devait initialement se faire.

de l'approvisionnement, par exemple, demande d'aller chercher les commandes groupées (*Biocoop* et *AMAP*) avec un maximum de vrac, réduisant ainsi l'empreinte carbone du groupe, tout comme le fait d'avoir une flotte de véhicules communs. Lors des travaux et de la rénovation s'est aussi posée la question de l'éco-construction, faisant partie intégrante des valeurs de chaque habitant·e.

Le fait d'avoir à disposition des surfaces collectives engendre davantage de repas collectifs, d'activités partagées. De plus, cette création de liens entre voisin·es favorise la mise en place de projets écologiques plus largement au sein du village. En effet l'objectif premier lors de la construction de ce projet reste la question du vivre ensemble. Questionner le modèle patriarcal ne faisait pas partie des ambitions prioritaires : *"Je ne pense pas que ça avait été conscientisé comme ça, nous n'étions pas vraiment précurseurs sur le sujet"*, confie Anne-Françoise.

Des prises de décisions encore trop genrées

Vivre à plusieurs, c'est aussi devoir s'organiser pour assurer les tâches logistiques. Tous les 15 jours, lors de plénières, *"les Choux"* se répartissent les missions telles que la comptabilité, le chantier et l'approvisionnement... Ils et elles définissent un·e référent·e par mission, selon les envies de chacun·e ; le tout en veillant à ce qu'il y ait une équité. Les tâches ménagères et d'entretien de la cuisine sont réalisées ensemble. Mais, en réalité, les prises de décisions sont encore trop genrées. *"Il y a eu beaucoup de plaintes sur la répartition des tâches"* nous confie Delphine, habitante aux *Choux Lents*. Michaël, quant à lui, note que les hommes s'occupent davantage des travaux. *"Certainement car nous avons été conditionnés. Nous sommes dans notre zone de confort"*. Bien que les femmes soient les bienvenues sur le chantier, elles ne se sentent pas toujours à leur place. *"Pour apporter quand même un petit quelque chose, lors des chantiers par exemple, la solution de facilité est de faire la cuisine"* précise Anne-Françoise. Pour faire pencher la balance, le groupe essaye d'organiser après chaque repas un *"karchou"* pour nettoyer collectivement la cuisine.

Finalement, vivre en habitat participatif n'empêche pas les *Choux Lents* de se retrouver confronté·es aux questions



d'inégalités de genre. Partager son quotidien à plusieurs implique parfois de se retrouver face à des comportements perçus comme injustes pour les femmes et nécessite ainsi des discussions afin d'améliorer et de rééquilibrer la tendance.

L'évolution de la place du féminisme

Depuis *#MeToo* on entend davantage parler de certaines questions féministes mais il ne faut pas minimiser la résistance à l'égalité de genre présente dans la société et intégrée dans les consciences. Ainsi les *Choux Lents* ne sont pas resté·es indifférent·es à ces revendications. Cependant il y a une différence entre prise de conscience individuelle et collective. En effet, certains ménages ont une vision féministe de leur quotidien, d'autres moins... Alors appliquer l'équité dans la répartition des tâches communes est un vrai challenge pour les *Choux Lents*. On peut tout de même voir que la conscience

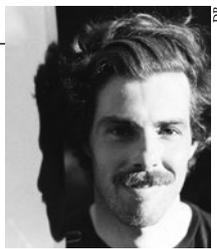
féministe se propage progressivement au sein du groupe : c'est devenu un sujet beaucoup plus important et la plupart des *Choux* en ont pris conscience. Aujourd'hui, les hommes *Choux* se rendent compte que ce sont plus souvent les femmes qui vont prendre l'initiative de servir le repas ou finir de nettoyer la cuisine après un moment en collectivité, ils en font la remarque et essayent d'y remédier individuellement. Du côté des femmes, faire comprendre aux hommes l'injustice qu'elles vivent ou bien la difficulté de légitimité pour avoir un rôle décisif sur le chantier reste compliqué.

La communication reste un point essentiel, que cela concerne la question écologique, ou celle du féminisme au sein de l'habitat. ♦

➔ Adresse

- ♦ *Les Choux Lents* - habitat groupé, 19 avenue de la Résistance, 69650 Saint-Germain-au-Mont-d'Or <https://leschouxlents.potager.org>

› Texte : **Timothée Parrique**, économiste,
thèse : "L'économie politique de la décroissance", 2019.



La décroissance pour les nuls

Qui croit encore aux mirages de la croissance ? Alors que *Le Monde diplomatique* a donné la parole en février 2021 à Leigh Phillips, journaliste fervent défenseur de la croissance, *Silence* publie la réponse de Timothée Parrique, docteur en économie et spécialiste de la décroissance, afin d'enrichir notre pensée.

Quelle surprise de voir *Le Monde Diplomatique* publier l'article "Mirages de la décroissance" de Leigh Phillips. Qu'on parle de décroissance n'est pas surprenant. Ce qui est surprenant, c'est le contenu de cet article, superficiel et plein d'approximations, de contre-vérités, bien loin de refléter la richesse des discussions sur le sujet. À l'international, la discussion avance et s'enrichit ; elle est façonnée par de fascinantes controverses. En France, seul-es les détract-rices sont invité-es à s'exprimer, souvent à coups d'articles courts et sans substance.

L'innovation comme argument magique

Leigh Phillips aime beaucoup l'histoire du protocole de Montréal. Un problème simple qui n'affecte qu'un secteur de l'économie, une solution technologique disponible dont l'utilisation ne froisse les intérêts économiques de personne, et voilà : problème réglé (1). La leçon que l'auteur en tire est la suivante : "Grâce au progrès

technologique et à des choix politiques, nous pouvons, si nous le souhaitons, évoluer". Cette histoire est devenue le fer de lance des techno-optimistes, pour elles et eux la preuve que chaque problème a une solution technologique.

Malheureusement, il n'y a pas de solution miracle au réchauffement climatique. À celles et ceux qui pensent que le progrès technologique nous sauvera, je rappelle que la majorité des innovations ne sont pas des éco-innovations, mais bien des processus qui augmentent notre impact sur la planète. Et oui, car l'innovation, ce sont

1. Ndlr : le Protocole de Montréal, entré en vigueur en 1989, a permis de "sauver" la couche d'ozone en interdisant l'usage de certaines substances qui la détruisaient.

les Tesla et des panneaux solaires plus performants, mais aussi le rouleau de papier toilette qui se dissout dans l'eau, la fracturation hydraulique, la 5G, ou bien les chalutiers géants.

Et même si toutes les nouvelles innovations étaient des éco-innovations, les taux nécessaires pour atteindre un découplage absolu satisfaisant sont démesurés comparé à la vitesse de l'innovation en général (2). (Ajoutons qu'il faudrait aussi que ces nouvelles technologies vertes parviennent à remplacer l'ancienne infrastructure au lieu de simplement s'y ajouter.)

Pas de malentendus : je ne suis pas contre l'innovation, ce qui n'aurait aucun sens. Mais l'innovation technologique n'est pas une solution magique à des problèmes politiques. Comme le dit Jason Hickel (3), continuer à faire croître nos économies en espérant régler le problème plus tard reviendrait à sauter d'une falaise en espérant s'inventer un parachute avant d'atteindre le sol.

Un impératif de justice environnementale

Le problème de la métaphore du saut en parachute, c'est qu'elle ignore une dimension cruciale de la crise écologique : les inégalités. Leigh Phillips associe la décroissance à moins de réfrigérateurs dans les pays du Sud. Cet argument a été falsifié maintes fois (4). Retenons l'essentiel : réduire l'empreinte matérielle des pays riches permettrait de libérer des ressources pour les pays du Sud, à commencer par le budget carbone global qui est

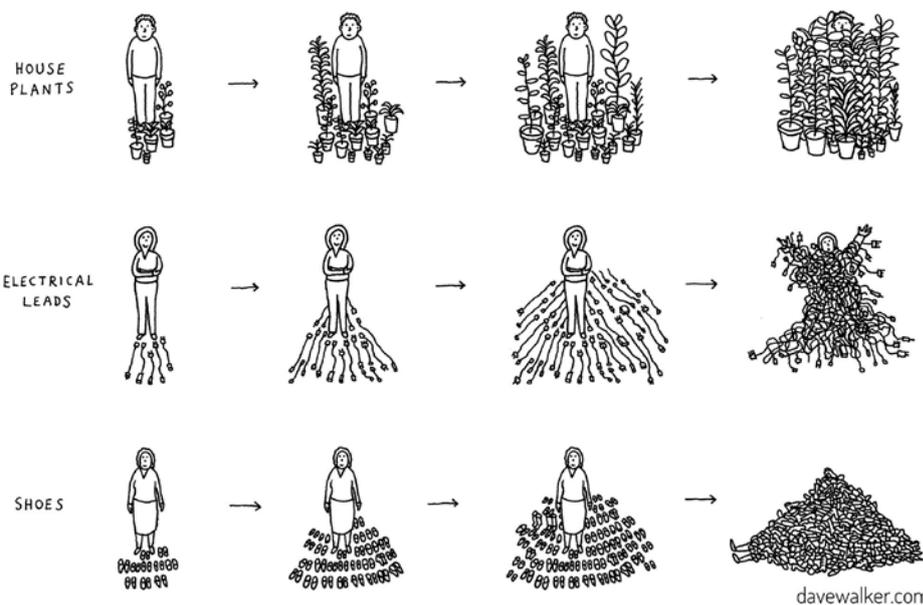
aujourd'hui accaparé par les pays les plus fortunés (les 10 % des plus riches au monde ont utilisé 56 % du budget carbone limitant le réchauffement à 1,5°C, alors que les 50 % les plus pauvres, seulement 4 %). Dit autrement, la décroissance, c'est moins de 4x4 à Paris et plus de réfrigérateurs à Ouagadougou.

Soyons clair, ce sont les pays riches qui sont responsables du changement climatique. Les 1 % les plus riches au monde émettent 100 fois plus de carbone que les 50 % les plus pauvres, et les 10 % des plus fortunés sont res-

ou trop de gens sur la planète revient donc finalement à la même chose". C'est faux, et cela car nous n'avons pas tous le même style de vie. L'objectif n'est pas d'instaurer une "limite supérieure à la quantité de biens qu'il est possible de produire", c'est de réduire la surconsommation de cette minorité de super pollueurs, et cela afin de permettre que toutes et tous, aujourd'hui et demain, puissent avoir accès aux ressources nécessaires pour s'épanouir. La décroissance, c'est la sobriété au service de la justice sociale et écologique.

PERPETUAL ECONOMIC GROWTH

DEMONSTRATED USING...



"Croissance économique perpétuelle",

"Démonstration par l'exemple : Plantes d'intérieur, équipement électrique, chaussures"

Une démonstration implacable : la croissance n'est pas la solution.

responsables de près de la moitié de la croissance des émissions entre 1990 et 2015, alors que les émissions des 50 % des plus pauvres n'ont pas changé. Rappelons aussi que ce sont les pays pauvres qui pâtissent le plus du dérèglement climatique. En plus de nettoyer après la fête, ils ne bénéficient pas de cette croissance : de 2010 à 2020, seulement 1 % de la croissance du revenu global s'est retrouvé dans les poches de ceux qui était déjà pauvres il y a dix ans. Réduire la consommation des riches est donc un double impératif éthique : pour préserver des ressources et pour minimiser les risques environnementaux.

Ne parlons pas de "crise" mais plutôt de tabassage écologique, une conséquence du mode de vie impérial d'une minorité. Leigh Phillips affirme que "dire qu'il y a trop de biens en circulation

Revenu et bien-être

Mais les riches, c'est nous. Sommes-nous donc condamnés à une vie misérable ? Non, tout simplement car, passé un certain seuil, la corrélation entre revenu et bien-être disparaît. C'est le "Paradoxe d'Easterlin" (5) : sur le long terme, ce n'est pas l'argent qui détermine le bien-être, mais plutôt l'éducation, la santé, et la convivialité. "L'argent ne fait pas le bonheur", nous dit le proverbe, et Richard Layard, économiste spécialisé sur l'étude du bonheur nous le confirme au travers de plusieurs décennies de recherche : la frugalité peut être heureuse.

Il est tout à fait possible de réduire les revenus et d'augmenter le bien-être. Preuve : la Finlande est réputée

5. "Confronting Carbon Inequality", *Oxfam Media Briefing*, 21 septembre 2020

- En juin 2020, un groupe de seize scientifiques a publié une revue systématique de la totalité des études sur le découplage - objectif de séparer la prospérité économique (génération de revenu, croissance économique) de la consommation de ressources et d'énergie -, soit 835 articles. Résultat : les taux de découplage observés (dans les rares cas où il y a découplage) sont bien loin de ceux qu'il nous faudrait pour pouvoir concilier croissance et soutenabilité. "A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions", part II: synthesizing the insights, Helmut Haberl, Dominik Wiedenhofer, Doris Virág, Gerald Kalt, Barbara Plank, Paul Brockway, Tomer Fishman, Daniel Hausknost, Fridolin Krausmann, Bartholomäus Leon-Gruchalski, *Environmental Research Letters*, Volume 15.
- Jason Hickel, *Less is More : How Degrowth Will Save the World*, éd. William Heinemann, 2020, 336 p.
- Jason Hickel, "What does degrowth mean? A few points of clarification", *Globalizations*, 2020

Pour organiser la décroissance, il faut changer de modèle économique.

pour avoir l'un des meilleurs systèmes éducatifs au monde, malgré un PIB par habitant·e inférieur de 25 % à celui des États-Unis. En matière de santé, le Portugal a une espérance de vie de 81,1 ans, soit 2,4 ans de plus que l'étasunien·ne moyen·ne, avec 65 % de revenus par personne en moins. Un quartier qui partagerait tous ses outils aurait accès à plus d'objets tout en économisant les frais. Le bien-être dépend de notre capacité à satisfaire des besoins. Si tous ces besoins sont marchandisés, il faut donc beaucoup de revenus. Mais à l'inverse, la démarchandisation apporte avec elle un découplage entre revenu et bien-être, par exemple à travers la gratuité des transports publics, de l'eau, ou l'accès universel à la santé et l'éducation.

Une approche plus sophistiquée consiste à calculer de combien on pourrait réduire le revenu national sans détériorer le bien-être. En 2018, l'économiste Pierre Concialdi calculait pour la France que pour l'année 2013, 60 % du revenu national suffisait pour que toutes les citoyen·nes français·es puissent vivre décemment (6). En théorie, si le revenu était équitablement distribué, nous pourrions réduire le revenu national de 40 % sans affecter le niveau

de vie moyen. Autre exemple, l'économiste Peter Victor simule une décroissance de 80 % des émissions de gaz à effet de serre au Canada, ce qui diminuerait le revenu national au niveau qu'il avait en 1976 – encore une fois, un niveau plus que satisfaisant si équitablement partagé.

Moins mais mieux

Bonne nouvelle : réduire la surconsommation améliore le bien-être. Dans son dernier livre, la philosophe Kate Soper propose un "hédonisme alternatif" : consommer moins, vivre plus lentement, faire certaines choses soi-même, se concentrer sur des plaisirs non-matériels pourrait être source d'épanouissement (7). Rejoignant les mêmes idées, les décroissant·es parlent depuis longtemps de "simplicité volontaire" (ce que Pierre Rabhi appelle la "sobriété heureuse"), un style de vie sobre en marchandises et en émissions mais joyeux et convivial.

Dans son dernier livre, l'économiste Serge Latouche parle "d'abondance

frugale" mettant l'accent sur la gastronomie à travers le prisme de la *Slow Food* (8). Manger moins souvent chez *McDo* n'est pas forcément négatif si l'on compense par d'autres expériences gustatives, liées par exemple au fait-maison du jardin ou bien à la découverte de produits locaux et de saison. L'horizon de la décroissance n'est pas celui du dépouillement, mais celui de l'épanouissement, un nouvel art de vivre moins centré sur l'argent, et plus sur la joie de vivre – moins de biens mais plus de liens.

Une balade dans les bois, un jeu de cartes entre amis, un dîner romantique, lire, peindre, ou faire de la musique, ces biens non-matériels ou relationnels émettent très peu. Leigh Phillips s'inquiète d'une potentielle croissance des instruments de musique. Rassurons-le : une guitare pèse 1,5 kilo, une Porsche Cayenne, plus de 2 tonnes. Les 800 000 SUV vendus en France en 2019 représentent l'équivalent de 16 guitares pour chaque français. Alors oui, les instruments de musique, les bicyclettes, et les kayaks ne sont pas immatériels, mais si on passait plus de temps à faire de la musique et moins à prendre l'avion, ce serait déjà un bon départ.

Cela dit, tout ce qui doit être réduit n'est pas superflu et le changement des comportements de consommation reste un défi majeur. Il sera sûrement difficile pour celles et ceux qui avaient l'habitude d'avoir une grosse voiture, de prendre souvent l'avion, et de manger du bœuf tous les jours, de s'adapter à un style de vie plus sobre. Mais difficile vaut mieux qu'impossible – soit la probabilité de découpler la production d'automobiles, l'aviation, et l'élevage industriel de leurs pressions sur l'environnement. Cela nous amène au centre de la discussion : pour organiser la décroissance, il faut changer de modèle économique.

6. Pierre Concialdi, *What does it mean to be rich ?*, IRES, juin 2017

7. Kate Soper, *Post-Growth Living. For an alternative Hedonism*, éd. Verso Book, 2020, 240 p.

8. Serge Latouche, *L'abondance frugale comme art de vivre - bonheur, gastronomie et décroissance*, éd. Rivages, 2020, 208 p.



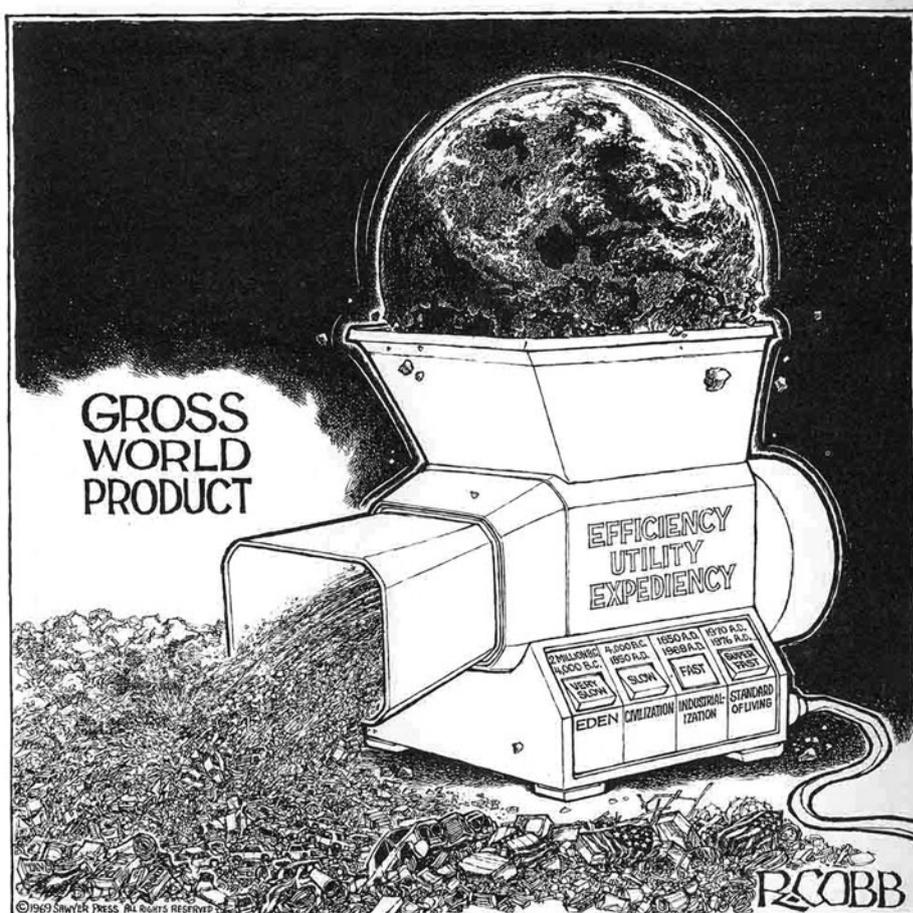
Cherche nouveau modèle économique

À quoi ressemblera l'économie de demain ? Car oui, la décroissance veut dire moins, mais elle veut aussi dire différemment. L'objectif n'est pas de mettre l'économie en pause façon confinement, de la ralentir ou la miniaturiser, c'est plutôt un modèle économique alternatif : l'économie de la post-croissance (9).

Cette économie sera partiellement démarchandisée. Certains secteurs de l'économie devraient être organisés autour des besoins et non des profits. C'est la gratuité défendue par Paul Ariès, qui devrait s'appliquer au logement, à l'alimentation, la santé, l'éducation, la culture, l'information, la justice, ou au transport public (10). C'est aussi l'idée derrière le *Universal Basic Services* proposé par le *UCL Institute for Global Prosperity* en Grande Bretagne : faire en sorte que chaque citoyen·ne ait accès à une diversité de biens et de services pour pouvoir participer à la vie collective.

Cette économie sera riche en temps libre. La réduction des activités économiques inutiles et nocives, à commencer par les *bullshit jobs* et les *batshit jobs* (11), pourrait libérer du temps pour d'autres activités comme la participation politique, le soin, l'éducation, l'art, ainsi que toutes ces activités qui, en l'absence d'énergies fossiles, demandent plus de travail humain. Au lieu de se livrer à un "marché du travail", l'emploi serait organisé localement en fonction des capacités et des besoins, suivant le modèle novateur des Territoires Zéro Chômeu·ses de Longue Durée.

Cette économie aura un métabolisme biophysique soutenable. Si une économie en croissance ne peut pas être circulaire, on peut par contre imaginer une économie permacirculaire (12) qui allierait sobriété et circularité. Au lieu



Ce dessin de 1969 dénonce déjà les ravages du productivisme. "Produit mondial brut", "Efficacité, Utilité, Opportunité".
 "2 million / 4 000 avant J.C., Très lent, Paradis"
 "4 000 avant J.C. / 1850, Lent, Civilisation"
 "1850 / 1988, Rapide, Industrialisation"
 "1970 / 1976, Très rapide, Niveau de vie standard"

d'être traitées comme des marchandises, les ressources naturelles seront organisées à travers des communs, avec des taux maximums d'extraction et un véritable droit de l'environnement pour prévenir tout risque d'écocide.

Cette économie sera encadrée dans le social et dans l'écologique. Son indicateur de progrès ne sera pas le PIB, mais des indicateurs sociaux et environnementaux, comme ceux déjà en place depuis la Loi Sas de 2015 (13). Ensuite, le fonctionnement de secteurs clés comme la santé, l'éducation, ou la recherche ne sera pas suspendu à des impératifs de croissance. La production sera socialement utile, organisée démocratiquement à travers des coopératives privilégiant la qualité, la convivialité, et la durabilité, et non plus seulement les profits.

13. La loi sur les nouveaux indicateurs de richesse prévoit que le Gouvernement remette chaque année au Parlement "un rapport présentant l'évolution, sur les années passées, de nouveaux indicateurs de richesse, tels que les indicateurs d'inégalités, de qualité de vie et de développement durable".

Élargir l'arbre des possibles

Tristement, quelqu'un a – encore une fois – gâché quelques heures pour montrer que Leigh Phillips a tort. Pire qu'avoir tort, il discrédite tout un éventail de concepts sans même les connaître. Dans une situation aussi complexe que la nôtre, cette approche est dangereuse car elle réduit les options à notre disposition. Il ne rime à rien de balayer de la main, soit la décroissance, soit la croissance verte, soit l'éco-socialisme, sans vraiment les comprendre. Aucune de ces stratégies n'est parfaite, et il n'y a pas de solution miracle. L'important est de pouvoir les discuter, les critiquer, parfois les combiner, et surtout les faire évoluer pour que ces idées nous soient utiles. ♦

➔ En savoir +

- ♦ Cet article est une version remaniée d'un article paru le 10 février 2021 sur le site <https://timotheeparrique.com>, suite à un article paru en janvier 2021 dans le *Monde Diplomatique*, "Mirages de la décroissance", de Leigh Phillips.

9. Timothée Parrique décrit cette économie de la post-croissance dans sa thèse de doctorat, *The Political Economy of Degrowth* (2020).

10. Paul Ariès, *Gratuité versus capitalisme*, éd. Larousse, 2018, 400 p.

11. *Bullshit jobs* signifie "boulots de merde". Cette expression désigne des tâches inutiles, superficielles et vides de sens effectuées dans le monde du travail. *Batshit jobs* signifie "boulots de fous". Cette expression désigne les emplois qui contribuent à détruire le climat et l'environnement.

12. Une économie qui s'inspire des principes de la permaculture. Voir *Ecologie intégrale : pour une société permacirculaire* de Christian Arnsperger et Dominique Bourg, 2017.

› Texte : **Jean-Marc Siffre**

Blog de Jean-Marc Siffre et ses ami(e)s (abeilles, escargots, champignons, coccinelles, fourmis, microbes et vers de terre) dans le club de Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/jm-siffre/blog/140321/agriculture-sans-pesticides-possible-ou-impossible>



La nature a des pouvoirs incroyables pour fertiliser la terre. Nous avons des alliées dans la terre et nous ne les voyons pas. Des êtres minuscules travaillent pour nous. Des champignons à peine visibles communiquent à l'aide d'hormones pour aider les végétaux. Des plantes s'associent et s'entraident. Petit panorama.

Ver de terre et Cie : un petit monde de micro-organismes souterrains

Le ver de terre : un caca en or

Nous savons qu'il enrichit la surface du sol en nutriments remontés des profondeurs dans des tortillons. Ces déjections contiennent 7 fois plus de phosphore, 11 fois plus de potassium 3 fois plus de magnésium 2 fois plus de calcium que les couches superficielles de terre : un caca en or !

Ce n'est pas tout : c'est un bon petit laboureur qui assouplit la terre. En effet, il peut déplacer une quantité de terre égale à une fois et demi la masse de son corps en un jour. S'il y a 25 vers par mètre carré, sur un hectare l'ensemble des vers fertilisent et brassent jusqu'à 400 ou 600 tonnes de terre par an. Cette terre concentre 47 % des fixateurs d'azote du sol. Un engrais gratuit, un labourage gratuit !

Encore mieux, sur un hectare ils creusent des kilomètres de galeries qui assurent la porosité et l'infiltration de l'eau. Ils facilitent la circulation de l'air et favorisent les micro-organismes. Le ver de terre est un précieux petit auxiliaire qui n'aime pas qu'on le coupe en deux (contrairement à la légende, ça ne fait pas deux vers).

Des fourmis peuvent être "utiles" !

Elles aèrent la terre en creusant des galeries, dispersent les graines, ameublissent le sol. Plus intéressant encore, des scientifiques ont découvert l'utilité prodigieuse des fourmis pour régénérer une terre polluée comme le montre une étude : *"Le rôle des fourmis en tant qu'ingénieurs écologiques..."* Dans la plaine de la Crau, dans les Bouches-du-Rhône, l'action des fourmis a pu rétablir la biodiversité d'un écosystème dégradé par la rupture d'un oléoduc au cœur d'une réserve naturelle. *"L'étude montre que ces invertébrés accélèrent la résilience des communautés végétales... (...) sur une période de 5 à 10 ans, la fourmi a en effet amélioré la fertilité des sols, assuré le transport, la redistribution et le stockage de graines et aussi augmenté de manière significative la biomasse végétale à côté de ses nids" (1).*

Cela dit, toutes les fourmis ne sont pas toujours formidables. Surtout

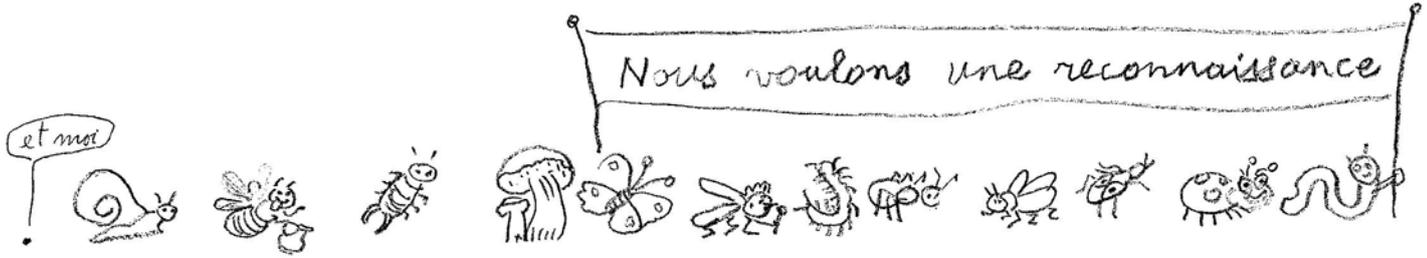
quand elles ont le toupet de rentrer dans les maisons pour manger notre sucre. De plus, elles entretiennent les pucerons, les élèvent, les déplacent quand ils sont coincés, etc. : c'est contrariant pour les jardinières. Les pucerons abîment les jeunes pousses et affaiblissent les plantes. S'il faut, nous allons sévir contre les fourmis : barrages de glu, douche de lécithine, coup de balai, scolopendre aux mille-pattes, pic vert.

Une place pour chacun •

Connaissez-vous des champignons amis et alliés des plantes ? Certains sont parasites mais beaucoup sont utiles. Les hyphes ("racines" des champignons mycorrhiziens) entourent l'extrémité des racines et améliorent l'accès à l'eau et aux éléments nutritifs essentiels. La plante et le champignon échangent leurs besoins (sucres, protéine pour l'un ; eau, potassium, phosphate pour l'autre).

Les bactéries pullulent dans le sol. Certaines sont néfastes, mais d'autres sont bénéfiques en particulier pour la fixation de l'azote par les plantes et la décomposition des matières organiques.

1. *"Les fourmis restaurent les pelouses sèches méditerranéennes"*, François Maginot, Thierry Dutoit, CNRS, 20 avril 2020.



Il y a d'autres amis minuscules que nous ne connaissons pas. Par exemple, sur 30 000 à 40 000 espèces de nématodes (2), seulement 3 000 sont connus. Une grande proportion est inconnue et c'est dommage. Les scientifiques sont capables de chercher. Mais nous ne leur donnons pas le temps. Nous sommes trop pressés, avides de profits sonnants et trébuchants.

Certaines plantes s'associent. Des herbes qui poussent toutes seules sont bénéfiques pour l'agriculture (l'inule visqueuse, la bourrache, l'ortie, etc...). Encore faut-il savoir lesquelles. Ce n'est pas simple. Reste à apprendre pour ne pas enlever les herbes qui sont utiles.

Les pesticides perturbent tout le vivant

Les produits chimiques ne détruisent pas que les nuisibles. Ils perturbent nos petits amis : coccinelles, perce-oreilles (3), gendarmes, syrphes, hérissons, oiseaux. C'est ce petit monde de lilliputiens qui fertilise la terre; sans lui les rendements agricoles déclinent. Nous pulvérisons généreusement insecticides, fongicides (contre les champignons), herbicides pour "soigner" les plantes sans savoir ce qui se passe dans le sol. Les insectes disparaissent : 80 % de la masse des insectes en moins en 30 ans (4). Que deviennent les insectivores ? ...et ainsi de suite ? Bilan provisoire : aujourd'hui 83 % des sols agricoles européens contiennent des résidus de pesticides. En 2018, le rapport de l'IPBES (5) sur la dégradation des sols indiquait

qu'on était déjà à 10 % de perte de rendement... Et en 2050, dans le monde "les sols auront perdu en moyenne 50% de leur fertilité" d'après Hélène Soubelet directrice de la *Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité*. "L'agriculture sans pesticides c'est un ensemble de techniques susceptibles d'augmenter la fertilité d'un sol agricole de façon durable. Il s'agit d'éviter la dégradation biologique,

chimique et physique des sols inhérente à l'agriculture intensive sur le long terme. C'est une agronomie qui s'appuie sur la connaissance des auxiliaires de culture – comme les insectes –, de leurs rythmes, de la dynamique des sols, de leur diversité, autrement dit, sur la biologie" (6). ♦

6. *L'Âge de Faire*, n°161.

Sous Terre

Mathieu Burniat

Il y a plus d'êtres vivants dans une poignée de terre que d'humains sur la planète. Et nous n'avons pas encore identifié plus de 1 % de cette population. Pour éviter une histoire scientifique barbante, Mathieu Burniat a l'idée d'inventer un scénario agréable : Hadès, dieu des enfers, souhaite prendre sa retraite et cherche son ou sa remplaçante. Les tests d'embauche font place à une série d'épreuves où à chaque étape, des personnes sont éliminées. Chaque épreuve présente un pan de nos connaissances du sol. Et comme à la fin, l'héroïne prend conscience qu'il faut préserver les sols, elle envoie des ambassadrices pour former les humains : et voici des zombies qui font la promotion du bio, de la permaculture, de l'agroforesterie... Très astucieux ! MB

Éd. Dargaud, 2021, 176 p., 20 €



Les jardiniers invisibles

Arnaud Ville

Une grande partie de la fertilité de nos jardins s'explique par le travail de multiples petites bestioles cachées dans les plantes, dans le sol, dans le compost... Insectes, araignées, mollusques, gastéropodes, tout ce petit monde fait un travail remarquable. Illustré par de très belles photographies, ce livre va vous convaincre de laisser vivre votre jardin au maximum sans votre intervention ! Tout au plus, pouvez-vous améliorer la diversité de la faune présente en augmentant la diversité des différents milieux présents : un point d'eau, un peu de boue, un pierrier, une pile de bois... On est loin des manuels de jardinerie habituels ! MB

Éd. du Rouergue, 2021, 128 p., 25 €



Marcel Mézy

L'homme qui redonne vie à la terre

Patrick Roux

Ce paysan-chercheur aveyronnais a mis au point il y a plus de 35 ans un procédé de fertilisation basé sur l'action de micro-organismes qui améliorent naturellement la fertilité et la santé des sols. "Avec le fumier que vous avez, vous êtes les plus riches du monde" disait-il à ses collègues. Toute sa vie, il s'est battu contre l'institution agricole et le lobby de l'agroalimentaire. Un ingénieur agronome ainsi que de nombreux chercheurs de l'INRA ont validé sa démarche intuitive et l'ont accompagné dans son travail. Aujourd'hui, plus de 15 000 agriculteurs désireux de lutter contre les ravages des intrants chimiques utilisent ses fertilisants naturels. Ses détracteurs, qui ont fini par reconnaître l'intérêt de ses technologies, se sont mis à produire industriellement des micro-organismes, hélas loin des besoins du sol et de son équilibre... L'auteur retrace le parcours de cet autodidacte pionnier. MD

Éd. Rouergue, 2020, 160 p., 17 €



2. Nématodes : très petits vers. Ils représentent une part très importante de la diversité biologique sur terre et constituent, en nombre d'individus, les 4/5 du règne animal.
3. Le perce-oreille (ou "forficule"), bien que peu populaire, est en fait un précieux allié du jardinier car il se nourrit de petits insectes ravageurs tels que les pucerons. Il nettoie également le sol en consommant les débris végétaux et constitue une proie pour les oiseaux. Il est parfaitement inoffensif. *Les perce-oreilles (ou forficules) | Les Jardins de Noé (jardinsdenoe.org)*
4. Stéphane Foucart, *Le Monde*, 2017, d'après un article paru dans la revue *PLOS One*.
5. IPBES : plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services.

Le numérique, son monde... et nous

Je réagis à votre dossier "Le numérique, son monde... et nous" (*Silence* n°498). L'arrivée d'internet il y a quelques années semblait être un outil pour la démocratie, il aurait pu réduire les déplacements polluants... Si le numérique s'était développé dans une logique collective "communiste" avec des accès uniquement en médiathèque et cybercafé, la pollution engendrée par la multiplication d'objets connectés aurait été évitée.

Yannick Robert
Moselle

Super, ce numéro de *Silence* sur le numérique ! En fait je les apprécie tous mais là vous me donnez des arguments pour étayer ce que je pense.

Nadia Saïz-Caceres
Haute-Savoie

Cher *Silence*, merci pour ton dossier sur le numérique. Dans cet excellent (et trop court !) dossier, qui pointe à raison nos contradictions, les interventions synthétiques de Julia Laïnae se révèlent particulièrement remarquables de justesse et de précision. Tout ce que dit Stéphen Kerckhove sur la 5G est juste, mais investisseurs et politiques ne pourraient rien si nous nous y opposions vraiment (La Boétie). Le consentement est très majoritaire. L'Éducation nationale et ses personnels livrent désormais bénévolement à des officines privées les données personnelles des élèves : évaluation, vie scolaire, absences, retards, avec éventuellement données intimes liées à la santé par exemple. Cela ne semble pas choquer grand monde. Après grève partielle et solitaire des saisies et avant d'inévitables sanctions, j'ai pu quitter le mammoth de manière légèrement prématurée.. Quel naufrage moral et culturel ! Merci pour votre précieuse revue.

Paul Gontcharoff
Yvelines

Je suis ravie de découvrir votre dossier sur le numérique. C'est un sujet qui me tient à cœur (et me met aussi souvent en colère). Sceptique sur les possibles alternatives au numérique comme celles proposées par *Alsace Réseau Neutre*, même si leur démarche est intéressante, je partage en revanche complètement l'avis de Julia Laïnae et je recommande fortement la lecture de l'ouvrage dont elle est coauteure, *Contre l'alternumerisme* (éd. La Lenteur). De même que j'invite vivement ceux qui ne connaîtraient pas Jacques Ellul à le découvrir, notamment ses ouvrages sur le système technicien.

Je trouve qu'il est de plus en plus difficile de résister et de se soustraire à la numérisation de nos vies au quotidien, qui nous est imposée sans la moindre concertation. C'est d'autant plus difficile que le refus du numérique dans sa globalité reste une position très minoritaire, c'est pourquoi je salue les mouvements comme *Les Décâblés*, *Écran Total*, etc., qui luttent dans ce domaine.

Je cherche de mon côté, avec d'autres personnes de mon entourage, à m'extraire aussi souvent que possible de ce système technicien totalitaire (car n'oublions pas que grâce au numérique nous sommes de plus en plus surveillés) et totalisant (il touche désormais tous les domaines de notre vie). Nous tentons de retrouver (non sans mal) nos anciens modes de communication (pas si vieux pourtant), sans mail ni portable.

Nous nous réunissons également pour approfondir cette réflexion, ce qui a déjà donné naissance à deux "feuilles" sur cette thématique. (...) Il me semble plus important que jamais de privilégier la lecture sur papier (livres, revues, journaux,...) ainsi que la communication par lettre et téléphone filaire. Oui, ça prend plus de temps, on a accès à moins d'informations qu'en surfant sur internet... Mais c'est tant mieux finalement. Car dans cette société où tout s'accélère, où on voudrait tout maîtriser et être au courant de tout à la minute, je choisis de prendre mon temps et surtout de ne pas le perdre devant des écrans.

Marie Fleury
Pyrénées-Atlantiques

Dé-marginaliser le refus du numérique

J'ai particulièrement apprécié le thème choisi pour ce numéro d'avril (*Silence* n° 498, "Le numérique, son monde... et nous"). Je me pose beaucoup de questions sur l'impact du numérique sur la planète, sur la société, et vous avez ainsi répondu à quelques-unes de mes attentes. Bien sûr, plusieurs révolutions ont été possibles grâce aux réseaux sociaux, mais elles auraient cependant pu avoir lieu quand même, simplement leur impact est plus grand et plus rapide... et le contraire est valable aussi (contre-révolutions). J'ai vu sur une affiche que même Extinction Rebellion utilise ces affreux QR codes pour permettre aux passants de se renseigner.

Comment lutter contre cet envahissement alors que nous en sommes toutes imprégnés ? Vos réponses nous sont données par... des sites internet. Mais je ne vous blâmerai pas (...).

À quand un dossier sur la crise sanitaire (qui amplifie ce phénomène du tout-connecté et ses solutions presque uniquement technologiques) ? Nous nous dirigeons ainsi tout droit vers le gouffre (...). Bravo à vous d'avoir fermé votre page Facebook, je ne pense pas que cela nuira à vos capacités d'élargir votre lectorat, au contraire les lecteurs et lectrices qui vous suivent risquaient à la longue de vous lâcher au vu de cette incohérence et les jeunes motivés savent où vous trouver. Mais il n'y a pas que Facebook et comment faire pour être nombreuses à se déconnecter ? C'est de plus en plus difficile. Merci à Danièle Garet pour son article à ce sujet ("*Développer Silence, pas Facebook*", n°498), j'y adhère entièrement. Il faudrait dé-marginaliser toutes celles et ceux qui se refusent à utiliser ces outils numériques, et qui tentent très difficilement d'en sortir. Refusons la 5G, les "amis" sur les réseaux sociaux, les QR code, le passeport sanitaire digital. Je suis partante pour de plus amples discussions sur le sujet et pour aider un groupe d'activistes.

Catherine Chavichvily
Rhône

Je me suis libéré d'internet

Il y a 18 ans j'ai essayé de me plier aux exigences d'internet afin de pouvoir l'utiliser. Au bout de 6 mois je n'en pouvais plus de ses contraintes et j'y ai définitivement renoncé.

Le numérique impose une logique qui m'est étrangère et qui sabote ma façon de penser et de m'exprimer. Le numérique me conditionne. Je ne veux pas entrer dans son moule. J'ai l'impression d'être à la merci de tout un monde obscur, opaque, qui tire les ficelles à son profit.

Je sais qu'internet devient le plus important consommateur d'électricité dans le monde. Cela provoque en moi une réaction écologique de survie, de respect de la planète.

Je sais que la majorité des humains ne veulent voir que les avantages du net, partie visible de l'iceberg. Il va bien falloir prendre conscience du tout pour ne pas être submergé-e, noyé-e.

Impossible aujourd'hui d'effectuer certaines démarches administratives sans passer par internet (exemple : la carte grise). Cette contrainte n'a rien de démocratique. Il m'a fallu plus de 6 mois pour le remboursement d'un billet SNCF non-utilisé à cause du confinement. Trois gares me renvoyaient sur internet.

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes. Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.



Simone Muiler, Vaucluse

Bibliodiversité

L'article "La bibliodiversité comme horizon" (*Silence* n°499, mai 2021) s'inspire en partie d'une publication de 2017 (*Un livre français. Évolution et impacts de l'édition en France*, éditions *Basic*), ce que d'ailleurs vous signalez. Mais il semble que le boulimique Bolloré [via son groupe *Vivendi*, Ndlr] ait racheté en 2018 *Editis* au *Grupo Planeta*...

Ce personnage phagocytaire nous menace décidément de tous côtés ! Il est possible, voire probable, - cf ce qui se passe sur *Canal* - que l'individu cherche à l'avenir à sélectionner les ouvrages qu'il publiera en fonction des idées exprimées... *Le Canard enchaîné* du 28 avril 2021 relate les derniers exploits de Bolloré qui est en passe de pouvoir prendre le contrôle du groupe *Lagardère*, donc d'*Hachette* (et au passage d'*Europe 1*). Il aura ainsi la main-mise sur 2 des 3 grands groupes de l'édition française.

Quant à la censure éventuelle qui pourrait tenter ces groupes oligopolistiques, il faut bien sûr aussi mentionner *Amazon* qui lui, en tant que distributeur, pourrait même bloquer la diffusion des ouvrages qui ne lui plairaient pas. C'est pour quoi d'ailleurs il faut préserver les librairies indépendantes en achetant

chez elles et non chez *Amazon*. Même des groupes nationaux - tels la *FNAC* - pourraient demain tomber dans le giron d'*Amazon*, et si nous n'avons pas su sauvegarder nos petites librairies, la totalité de la distribution pourrait se retrouver concentrée, avec les risques de totalitarisme éditorial. Je suis d'ailleurs toujours peiné de voir que les sites en ligne des éditeurs, dans leur rubrique "où acheter", mentionnent toujours *FNAC* et *Amazon* avec les librairies locales ou régionales. Si tous les éditeurs décidaient d'un commun accord de boycotter la grande distribution et les plateformes de vente en ligne, cela pérenniserait l'édition et les librairies de proximité. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, on a vraiment l'impression que les "décideurs" ne voient pas très loin... Il n'est pas question que de survie économique ou de préservation sociale, mais aussi - et surtout - de liberté d'expression et de publication. On a bien vu *Facebook* censurer "*L'origine du monde*" ! On peut sans peine imaginer *Amazon* ne pas distribuer François Ruffin ou Hervé Kempf !

Bruno Colin
Paris

Écologie arc-en-ciel

C'est avec une grande gratitude que je vous écris, votre numéro sur l'écologie queer de décembre 2020 (n°494) est fantastique ! Je fais partie de la communauté des fées radicales (...). C'est donc avec GRAND plaisir de retrouver les fées dans votre numéro.

Pierre

Merci !

Un petit mot pour vous dire un grand merci de continuer votre travail dont nous avons toutes et tous besoin !

Cécile Germain-Ecuer
Haut-Rhin

Rémunération des dirigeants de banque

Soucieuse que mon argent ne bénéficie pas à des entreprises nocives pour l'environnement, j'ai placé mes économies à la *NEF*. Néanmoins comme la *NEF* ne permet pas d'avoir un compte bancaire, j'ai ouvert un compte courant au *Crédit coopératif*. Cette année, ayant un peu plus de temps disponible, j'ai regardé les documents envoyés pour préparer l'AG du *Crédit coopératif* puis j'ai participé au webinaire explicatif pour poser mes questions sur la rémunération des dirigeants :

En effet, au *Crédit coopératif*, pour l'année 2020, la rémunération totale du Directeur général est d'environ 440 000 €, celle du Directeur adjoint est d'environ 320 000 €, celle du président du Conseil d'administration est d'environ 330 000 €. J'ai demandé les justifications. Voici les réponses apportées :

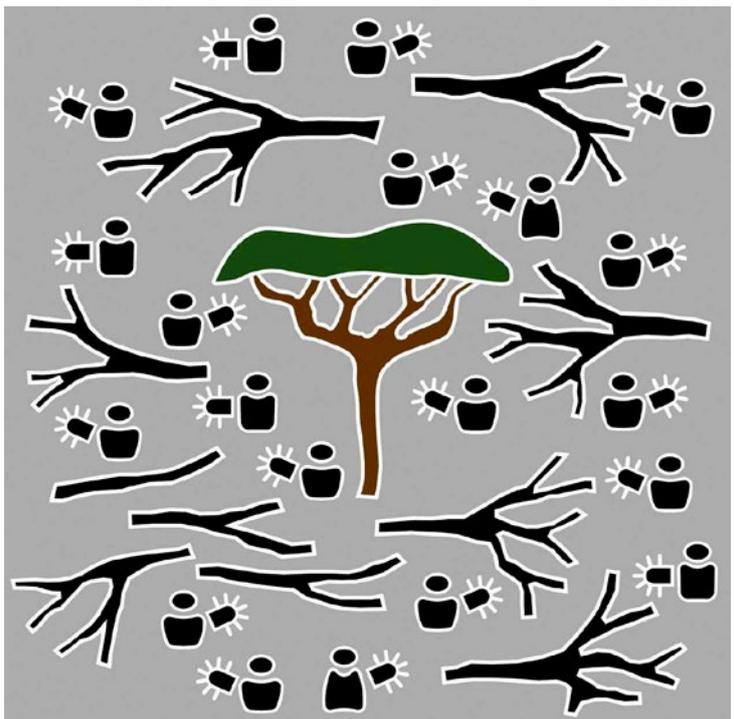
Le *Crédit coopératif* est transparent. Les rémunérations des dirigeants sont indiquées dans les documents fournis aux sociétaires, ce qui n'est pas le cas des autres banques. Ces rémunérations sont justifiées par "l'environnement bancaire".

Un autre sociétaire a fait remarquer que pourtant la *NEF* ne rémunère pas du tout ses dirigeants à ce niveau. Réponse : la *NEF* n'est pas une banque.

Autre précision, l'éventail des rémunérations au *Crédit coopératif* va de 1 à 18. Dans l'*ESS*, si j'ai bien lu *Alternatives Économiques*, c'est plutôt de 1 à 5 ou 6.

Question : le *Crédit coopératif* est-il fondé à se présenter comme le "Banquier de référence de l'économie sociale et solidaire" ?

Anne-Marie Ghemard
Drôme



Mon beau

Sapin

A

Am

Ama

Amaz

Amazo

Amazon

Amazoni

Amazonie

Amas de zombies

payés à coups de fusil

chevilles ouvrières asservies

aux financiers industriels

du

Monde d'amour

Texte : **Rej Yargacella**

Illustration : **Philippe Baitesti**

Essais

La société de déconsommation

Cécile Désaunay

Face à une société de consommation en crise, les trajectoires de consommation dites responsables se multiplient. Elles se traduisent par une consommation alimentaire moins carnée, des achats d'occasion, le "faire soi-même" et le "minimalisme", eux-mêmes récupérés par la marchandisation. Ces nouvelles injonctions sociales pèsent davantage sur les épaules des femmes, qui font face à des sentiments de culpabilité et de honte si elles ne sont pas de parfaites écolos. L'autrice interroge cette responsabilisation à outrance des comportements individuels et plaide pour des changements plus structurels pour aller vers la sobriété : lois anti-gaspillage, TVA écolo, fin de la publicité, partage du travail, etc. GG

Éd. Gallimard/Manifesto, 2021, 124 p., 17 €



Les pensées de l'écologie

Un manuel de poche

Baptiste Lanaspeze, Marin Schaffner

Les éditions Wildproject poursuivent leur travail "de diffusion, de partage et de croisement des pensées de l'écologie". Après le passionnant ouvrage *Un sol commun : lutter, habiter, penser* (2019), elles proposent avec ce manuel une anthologie tout aussi enthousiasmante. Des textes clés, courts (parfois trop, on reste un peu sur sa faim, mais c'est la loi du genre), sur des questions fondamentales de l'écologie. Faut-il encore parler de nature ? Peut-on faire société sans la dominer ? Comment nourrir l'humanité sans détruire la Terre ? Peut-on penser des techniques écologiques ? Qu'est-ce que bien vivre ? L'écologie est conçue comme un rapport au monde, lequel est mis à mal par le funeste dualisme occidental entre nature et humanité. C'est ce rapport au monde que les quelque 60 auteurs et autrices invitées nous aident à repenser. On suit ainsi Vinciane Despret sur la profondeur des vies non humaines, Murray Bookchin sur la liberté dans la nature, Gilles Clément pour un éloge de la friche, Vandana Shiva contre l'uniformisation agricole et culturelle, Emilie Hache sur les femmes et la nature, etc. DG

Éd. Wildproject, 2021, 294 p., 12 €



Ville contre automobile

Olivier Ducharme

Dès les années 60, nombre d'associations de défense de piétons et de cyclistes se sont constituées au Canada, aux États-Unis, en Europe... avec pour objectif de limiter les nuisances occasionnées par les automobiles en ville. Organisation de protestations contre la suppression des trottoirs par exemple, voire actions de rétorsion : blocage des feux rouges ou retournement des panneaux directionnels. Par la suite, des maires ont réagi en créant de quartiers piétonniers et des pistes cyclables. Mais on est encore loin d'une organisation citadine qui mettrait les familles à l'abri du danger permanent que nous imposent ces bêtes d'acier agressives et polluantes ("le bruit et l'odeur") sur notre lieu de vie. Des urbanistes et des architectes soucieux de libérer les villes travaillent sur une nouvelle structuration des quartiers et des transports collectifs. MD

Éd. Écosociété, 2021, 152 p., 14 €



Le caché de La Poste

Enquête sur l'organisation du travail des facteurs

Nicolas Jourin

La rationalisation du service du courrier se prête mal au taylorisme étudié pour la production d'objets sur une chaîne. C'est ce que "L'organisateur" de La Poste n'a pas encore compris. Outre son vécu, l'auteur — qui



s'est fait embaucher comme facteur — a recueilli quantité de témoignages précis, chronométrés, en ville comme dans les campagnes et épluché des kilos d'archives. Son compte-rendu est "enlevé", on rit des calculs de la hiérarchie et des tactiques des postiers pour s'adapter et "tenir le coup" au royaume d'Absurdie. Figurez-vous qu'une tournée doit être triée et distribuée en 3 heures, 43 minutes et 59 secondes ! (Quel que soit l'état des trottoirs, des chemins, de la météo, de l'état du vélo et de la distance du point de distribution) Et pour remettre un recommandé : une minute 30 secondes. Effarant ! MD

Éd. La Découverte, 2021, 371 p., 20 €

Dernières nouvelles du mensonge

Anne-Cécile Robert

"Tout est exact, mais rien n'est vrai". L'autrice circonscrit le mythe de l'objectivité, interroge la notion "d'in-time conviction" qui a donné lieu à nombre d'erreurs judiciaires, décortique les mensonges politiques. En 2003, Georges Bush, ne pouvant pas avouer ses projets de recomposition géopolitique du Proche-Orient, fait annoncer par Colin Powell au Conseil de sécurité des Nations unies que Saddam Hussein possède l'arme de destruction massive. Comme preuve, le secrétaire d'État américain agit une petite fiole du soi-disant poison. Surprise ! Le leurre fonctionne. Dans un accord parfait, tous les médias étasuniens relayent l'opération et de nombreux pays s'engagent dans la guerre contre l'Irak. Le mensonge néo-libéral engendre le mensonge populiste, son corollaire. Qui détient la réalité ? La vérité n'est pas le contraire du mensonge. Vive le dissensus ! Passionnant ! MD

Éd. Lux, 2021, 224 p., 14 €



Pour l'intersectionnalité

Éléonore Lépinard, Sarah Mazouz

L'intersectionnalité pointe le fait que tout rapport social est articulé avec d'autres (les rapports de classe, de genre, de race, etc.). Dans ce court essai en mini-format, les deux chercheuses réagissent aux vives polémiques actuelles en France qui remettent en cause les pensées de l'intersectionnalité et qui refusent de prendre en compte les questions raciales, les accusant de faire le lit de replis identitaires. Les autrices répondent avec clarté à ces accusations. Elles rappellent l'importance d'"analyser la race comme un régime de pouvoir, c'est-à-dire un principe produisant des hiérarchies dans la société". Elles insistent sur la nécessité d'une "épistémologie du point de vue", c'est-à-dire d'analyser les choses en étant conscient-es que tout point de vue et savoir sont situés. Pédagogique et convaincant. GG

Éd. Anamosa, 2021, 74 p., 5 €



Pandémopolitique

Réinventer la santé en commun

Jean-Paul Gaudillère, Caroline Izambert, Pierre-André Juven

À rebours de l'actualité qui ne prend le temps que de l'analyse à court terme, cette analyse ambitieuse affirme que les systèmes de santé ont toujours priorisé certaines maladies, certaines pathologies, sur d'autres. La destruction de l'hôpital ces dernières années a conduit à penser les actes médicaux en terme de rentabilité, et donc de hiérarchisation et de tri. Et puis il y a un autre mode de triage, en amont de l'hôpital et même de l'ensemble du réseau de soins : les inégalités de santé, entre territoires, entre classes sociales. Comme le rappelle l'INSEE "l'écart entre l'espérance de vie des cadres et celle des ouvriers est de 6,4 ans pour les hommes et 3,2 ans pour les femmes", etc. La question posée par la crise du Covid-19 ne serait donc pas tant le tri des malades, mais comment penser et réinventer notre système de santé hors des politiques néolibérales. Du renouveau de la santé communautaire aux potentialités des communs, d'autres possibles émergent. MG

Éd. La Découverte, 2021, 302 p., 15 €



La graine de mon assiette

Véronique Chable et Gauthier Chapelle

Ce livre présente une histoire des semences et des idéologies qui ont été mises en œuvre pour améliorer notre production agricole. Jusqu'au milieu du 20^e siècle, ce qui a prévalu a été la recherche de semis homogènes, résistants aux conditions climatiques, aux "parasites"... jusqu'au lancement des OGM. Cela a favorisé l'industrialisation de l'agriculture et la privatisation des variétés et a entraîné une dangereuse baisse de la biodiversité. Avec l'essor de l'agriculture biologique, l'approche des semences a complètement changé. La compréhension de l'épigénétique a permis de développer une nouvelle recherche de diversité, des complémentarités et la naissance des semences paysannes en dehors du système conventionnel. Cet ouvrage savant montre comment des institutions comme l'INRAE doivent aujourd'hui évoluer pour prendre en compte une démarche plus écologique, plus juste socialement, mais qui se heurte aux intérêts du capitalisme. MB

Éd. Apogée, préface de Pablo Servigne, 2021, 240 p., 28 €



Histoire des Citoyens du Monde

Michel Auvray

Après la Seconde Guerre mondiale, la crainte d'une guerre avec la bombe atomique fait que de nombreuses personnes se mobilisent pour la paix. Parmi celles-ci, Garry Davis, un jeune étasunien venu en Europe pour aider à la reconstruction, renonce à sa nationalité et se déclare "citoyen du monde". Après quelques coups médiatiques, il provoque un enthousiasme chez des milliers de personnes qui demandent une réforme de l'ONU afin que celle-ci soit issue du peuple et non des États. Des meetings succèdent à des actions. Mais ce mouvement de bonne volonté est hétérogène et deux ans après ses débuts s'éparille au moment du début de la guerre en Corée. Les Citoyens du Monde existent toujours aujourd'hui, mais avec une présence médiatique quasi-inaudible. Michel Auvray retrace cette effervescence et ses limites à travers un récit qui pourrait faire réfléchir les nombreux mouvements contemporains tout aussi vite médiatisés puis oubliés. MB

Éd. Imago, 2020, 340 p., 24 €



Nous avons également reçu...

Essais

■ **Technique autoritaire et technique démocratique**, Lewis Mumford, éd. La lenteur, 2021, 107 p., 10 €. Deux articles de L. Mumford ainsi que la notice biographique d'Annie Gouilleux permettent de découvrir la capacité visionnaire de ce penseur américain un peu oublié. Extrait d'un discours de janvier 1963 : "Porter l'énergie, la vitesse, et l'automatisation à leur développement maximum, sans se soucier des conditions diverses et subtiles qui soutiennent la vie organique, est devenu une fin en soi. Et si l'on en juge par les budgets nationaux, tout l'effort se porte sur des instruments de destruction totalitaires, conçus à des fins totalement irrationnelles, dont l'effet conduit à la mutilation ou l'extermination de la race humaine."

■ **À petite échelle : repenser le pouvoir citoyen**, 9 autrices, éd. L'esprit libre, 2021, 119 p., 20 \$. Au Québec, le municipalisme a le vent en poupe. Mais aux États-Unis, au Moyen-Orient aussi ! 10 autrices explorent le dispositif des comités consultatifs d'urbanisme, de l'élaboration des budgets, de la consultation des ainés, de la transition écologique, mais aussi des jardins partagés (Mexico) et de la reconstruction de Beyrouth ! Éclectique. Plusieurs textes ressemblent à des monographies d'étudiant-es.

■ **L'université désintégré, la recherche grenobloise au service du complexe militaro-industriel**, groupe Grothendieck, éd. Le monde à l'envers, 2021, 210 p., 10 €. Une enquête critique locale édifiante de la place de l'armée, de l'industrie et des nouvelles technologies dans l'Université grenobloise. Une analyse techno-critique nécessaire qui nomme clairement organismes et groupes d'influence pour permettre une critique radicale de l'Université. Accompagnée d'un glossaire et d'une chronologie, l'ouvrage est bien documenté.

■ **L'Empire du non-sens. L'art et la société technicienne**, Jacques Ellul, éd. L'échappée, 2021, 294 p., 20 €. Cet ouvrage, initialement paru en 1980, montre comment certains artistes contemporains ont succombé au règne de la technique. Jacques Ellul, figure de la techno-critique, renverse l'idée selon laquelle l'art contempo-

rain exprime la liberté, puisque ce dernier est soumis au système technicien.

■ **Le promoteur, la banque et le rentier. Fondements et évolution du logement capitaliste**, Louis Gaudreau, éd. Lux, 2020, 448 p., 22 €. "L'immobilier est un pays de mirages", mais ce n'est pas le même pour tout le monde. Du début du siècle dernier à celui-ci, l'habitation, qui était un lieu de résidence hérité ou parfois attribué avec un emploi, est devenue un bien de consommation. Depuis 30 ans, il s'appuie sur des logiques financiarisées qui en modifient le fonctionnement.

■ **Expériences de vie communautaire anarchiste en France**, Tony Legendre, éditions libertaires, 2021 [2006], 168 p., 15 €. Réédition des *Expériences du Milieu libre de Vaux* (1902-1907) et de la *Colonie naturaliste et végétalienne de Bascon* (1911-1951) dans l'Aisne. Déjà à l'époque des tentatives de communautés... où les désaccords ont mis fin aux expériences.

■ **Le Jardin jungle. Arche de biodiversité**, Dave Goulson, éd. du Rouergue, 324 p., 2021, 23 €. Les jardins sont des havres de biodiversité à préserver, et c'est possible dès lors qu'on entretient quelques mètres carrés ! Ce sont des espaces de survie de nombreuses espèces animales, insectes ou petits mammifères. Un bel hommage aux vers de terre et autres mille-pattes.

■ **Le capitalisme, c'est la guerre**, Nils Andersson, éd. Terrasses, 150 p., 2021, 17,5 €. L'auteur s'appuie sur un long travail d'enquête pour analyser et dénoncer les doctrines impérialistes et capitalistes qui n'ont cessé de faire du monde un vaste champ de bataille. Un ouvrage court et percutant qui met en lumière la nature belliqueuse du capitalisme.

■ **Une France en transition. Urbanisation, risques environnementaux et horizon écologique dans le second XX^e siècle**, Stéphane Frioux (dir.), éd. Champ Vallon, 2021, 386 p., 27 €. Une étude historique qui revient depuis 1945 sur les dégâts du "progrès" et de "la croissance" en ville, la construction du mouvement environnemental dans les années 1970, la pluralité des engagements, des collectifs aux experts. Un ouvrage universitaire intéressant pour comprendre la construction des mouvements écologistes et l'évolution de leurs positionnements.

■ **Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs**, Thierry Ribault, Editions L'échappée, 360 p., 2021, 22 €. L'auteur analyse d'un point de vue très critique le concept de résilience à l'aulne du désastre de Fukushima. La lecture n'est pas facilitée par les répétitions mais le mérite du livre réside dans l'analyse complète et implacable de la catastrophe, nourrie de sources nombreuses.

■ **Arbres en péril. Nos villes, leur dernier sanctuaire**, David Happe, éd. Le mot et le reste, 2021, 195 p., 19 €. La disparition de nombreuses espèces animales est bien connue. Il faut hélas y ajouter les menaces qui pèsent sur beaucoup d'espèces d'arbres. Les parcs et jardins leur offrent un refuge précaire. Un voyage botanique sur les cinq continents.

Roman

■ **Demain et le jour d'après**, Tom Sweterlitsch, éd. Albin Michel, 2021, 410 p., 23 €. Dans un futur proche les smartphones seront incorporés directement dans le cerveau. Il nous faudra apprendre à gérer un flux d'informations et de publicités diverses. Suite à un attentat à l'arme nucléaire qui a rayé une ville des États-Unis, le héros mène l'enquête dans la ville virtuelle reconstituée à partir des caméras présentes partout, pour retrouver comment est morte une femme. Le début d'une histoire très glauque... qui imagine avec précision le monde numérique de demain.

■ **Sauter des gratte-ciel**, Julia von Lucadou, traduction Stéphanie Lux, éd. Albin-Michel, 2021, 288 p., 22 €. Dans le futur, un nouveau spectacle sportif attire les foules : les sauts depuis le haut des gratte-ciel, une combinaison technologique permettant de se redresser avant de percuter le sol. Riva, championne de cette discipline veut s'arrêter. Elle est surveillée par caméras par une psychologue qui cherche à la remotiver. Dans un monde où la technologie permet à tout le monde d'exercer une surveillance, le livre décrit à merveille les effets sur notre psychisme.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

B. D.

■ **Le genre, cet obscur objet du désordre**, Anne-Charlotte Husson, Thomas Mathieu, éd. Casterman, 96 p., 18 €. Les conservateurs catholiques ont multiplié les manifestations contre "la théorie du genre". Mais derrière cette mobilisation se cache la peur des évolutions de la société et la condamnation de sensibilités qui dérangent. La visibilité nouvelle des LGBTI+ donne naissance à des diabolisations. Une présentation de la question du genre et de ses interprétations par les milieux racistes et homophobes.

■ **Montagnes russes**, Gwénola Morizur, Camille Benyamina, éd. Bamboo/Grand Angle, 2021, 80 p., 17 €. Aimée rêve d'avoir un enfant, mais rien à faire : les tentatives de procréation médicale assistée échouent. Elle se console en travaillant dans une crèche où elle se lie d'amitié avec une mère qui, elle, a le problème inverse : une rencontre, un enfant. Si le désir d'enfant est joliment présenté, la question du coût de la PMA n'est que timidement évoquée.

■ **Prends bien soin de toi**, Rudo, éd. Bam-boo, 2021, 72 p., 17 €. L'auteur n'arrivant pas à vivre de la BD, cherche un "vrai" emploi et trouve une place dans un EHPAD. Il va y rester deux ans, dessinant au fur et à mesure ce qu'il y fait, ses relations avec les personnes âgées (presque que des femmes). C'est du vécu ! Et cela montre bien les orientations différentes entre un personnel dans l'empathie et une direction à la recherche de la rentabilité.

Jeunesse

■ **L'étonnante vie des plantes**, Francis Hallé, Rozenn Torquebiau, éd. Actes Sud Junior, 2021, 80 p., 19 €. Un album de type "sciences naturelles" qui passe en revue les caractéristiques des plantes ("Se nourrir sans avoir de bouche", "Tenir debout sans squelette", etc.), schémas pédagogiques à l'appui.

La BD du mois

Il est où le patron ?

Maud Bénézit et les paysannes en polaire



Ce livre est né de la volonté de cinq paysannes qui cherchaient un moyen de dénoncer le patriarcat du monde agricole. La rencontre avec une dessinatrice a permis de concrétiser le projet avec brio. On suit trois paysannes : l'une reprend un élevage de chèvres, l'autre se lance dans l'apiculture et une, en Gaec avec son mari,

va, peu à peu, se rendre compte de tous les petits comportements et phrases assassines de son entourage. Le titre fait référence à ces hommes qui débarquent dans leurs fermes et qui demandent toujours à parler au supposé mâle dominant. Que ce soit dans l'administration, sur le marché où elles font de la vente directe, dans les magasins spécialisés, dans leur famille, ou dans le milieu syndical (ici à la *Confédération paysanne*)... la BD présente des anecdotes toujours significatives : un véritable feu d'artifice de la connerie masculine ! Cela tombe juste et c'est très drôle... Espérons que ce que sème ce livre va maintenant pousser... à changer les comportements. FV

Éd. Marabulles, 2021, 196 p., 20 €

Économie sociale et solidaire

La clé des possibles

Thierry Jaentet

Dans le contexte inédit de la pandémie de Covid-19, face à un système capitaliste à bout de souffle et aux dangers des populismes et des nationalismes, l'économie sociale et solidaire (ESS) a un rôle clé à jouer. Elle est déjà à l'œuvre avec la *Scic Ecoparc*, *Coopaname*, *Énercoop*, *CoopCycle* ainsi que de nombreuses initiatives citoyennes innovantes. En 2019, elle comptait 2 259 656 salarié-es pour 164 540 structures (sous forme de mutuelles, associations, coopératives, fondations, certaines start-ups). Mais elle reste encore inconnue d'une majorité de jeunes. Il est urgent de s'assurer des valeurs communes de ces entreprises sociales et solidaires et de passer à la vitesse supérieure. MD

Éd. Les petits matins, 2021, 128 p., 12 €



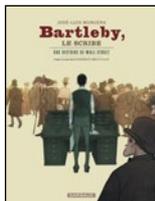
Bandes dessinées

Bartleby le scribe

Munuera José Luis

Bartleby est embauché comme scribe chez un notaire de New York. Il fait son travail, mais rien de plus. Chaque fois qu'on lui demande autre chose, il répond : "je ne préférerais pas". Son employeur, les autres employés, personne ne comprend. Cette nouvelle écrite à l'époque par Herman Melville est très joliment mise en image par José Luis Munuera, un grand de la BD espagnole. Le livre se termine par un texte sur l'impossibilité de sortir du système, car toute position déviante conduit à souder ceux qui ne le sont pas. Reste la possibilité de l'immobilité et du silence. Ne rien faire comme Bartleby ? Une bonne réflexion qui s'appuie sur les textes de Thoreau, Étienne de la Boétie ou encore Paul Lafargue. Intrigant. MB

Éd. Dargaud, 2021, 72 p., 16 €



L'incroyable histoire de l'immortalité

Benoist Simmat et Philippe Bercovici

Toutes sortes de personnes ont rêvé d'immortalité. Dans cet ouvrage dense, l'histoire commence avec les gnostiques, se poursuit avec l'alchimie, pour finalement arriver à l'époque contemporaine avec le transhumanisme. Entre biotechnologies, informatique, intelligence artificielle et cryogénéisation, certains (et très peu de certaines) scientifiques rêvent de l'homme-machine qui permettra de se débarrasser des limites de notre corps. Qui dit franchir les limites, dit capitalisme fou et ce sont effectivement les nouveaux riches (*Google*, *Amazon*, *Facebook*, *Apple*...) qui financent, aux côtés des militaires, ces recherches. Difficile de savoir si l'on a affaire à des fous ou à des génies et le livre penche plutôt du côté de grosses arnaques. Mais si cela ne marche pas, pas de problème, le capitalisme pense avoir la solution : la conquête spatiale. On peut donc finir de détruire la planète sans complexe ! Une BD extrêmement riche en informations, une enquête serrée, mais on regrette que tout ou presque se passe aux États-Unis. Il serait bien étonnant que d'autres dirigeants du monde ne rêvent pas d'immortalité ! MB

Éd. Les Arènes BD, 2021, 168 p., 22 €

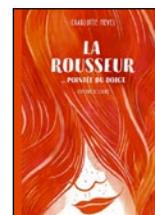


La rousseur

Charlotte Mevel

De tout temps, il y a eu un rejet des personnes rousses (environ 2 % de la population). Au temps de l'inquisition, la rousseur était considérée comme un signe du diable, pour d'autres, c'était le signe d'une conception pendant les règles... Et cette discrimination se poursuit encore aujourd'hui comme en témoigne l'autrice et de nombreux exemples contemporains. Il n'y a pas que la couleur de la peau qui compte, celle des cheveux est aussi sujette à rejet par certain-es. Cela peut paraître anecdotique, mais ce livre vous prouvera que non. FV

Éd. Delcourt, 2021, 112 p., 14,50 €



Chez nous, paroles de réfugiés

Marco Rizzo et Lelio Bonaccorso

En novembre 2001 (n°276), *Silence* avait publié un reportage sur la commune de Riace, en Calabre (Italie), dont la mairie avait fait le choix d'accueillir en nombre les réfugiés. Cette BD réalisée par les mêmes auteurs que *A bord de l'Aquarius* raconte ce qui se passe après que des réfugiés soient arrivés sur le sol italien et en particulier ce que devient la commune de Riace. Là, des rumeurs ont provoqué l'inculpation du maire pour détournement de fonds en 2018. Il a été démis de ses fonctions et la Ligue du Nord (raciste) a pris la mairie... Mais le maire a été innocenté par la suite. Les réfugiés, en Italie comme en France, bénéficient de statuts différents et ceux et celles qui trouvent un travail bénéficient d'une intégration. Là est l'hypocrisie, la plupart d'entre eux vont participer à la cueillette dans les exploitations agricoles, ce que savent pertinemment les politiques de droite, qui d'un côté critiquent leur venue et de l'autre ferment les yeux sur les conditions de travail. Sous forme d'entretiens (parfois un peu trop statiques), un beau travail qui montre la réalité des réfugiés d'aujourd'hui. MB

Traduction Hélène Dauniol-Remaud, éd. Futuropolis, 2021, 110 p., 18 €



Moi, menteur

Antonio Altarriba, Keko

Après *Moi fou* dénonçant les stratégies de l'industrie pharmaceutique (prix *Tournesol* 2019), les auteurs s'attaquent cette fois à la politique et aux mensonges liés à la communication. Comment peut-on faire croire n'importe quoi, détourner l'attention, inventer un "récit", donner envie... loin de toute réalité. Et lorsque cela ne suffit pas, d'autres méthodes sont possibles... jusqu'au crime. Le livre est encore plus savoureux si on prend le temps d'identifier les personnalités politiques : on se trouve dans la période où la droite espagnole va perdre le pouvoir après une série d'inculpations pour détournement de fonds. Le héros, chargé de communication auprès du Premier ministre, va réussir le tout de force de rester à son poste après l'arrivée au pouvoir des socialistes. Une fiction puissante qui s'appuie sur des faits réels. Cela n'incite pas à aller voter ! MB

Traduction Alexandra Carrasco, éd. Denoël Graphic, 2021, 168 p., 22 €



L'esprit critique

Isabelle Bauthian et Gally

En ces temps de complotisme, comment s'y reconnaître entre croyance, mauvaise foi et fausses informations ? Au fil du temps, les scientifiques ont mis en place des méthodes pour valider ou non une information. Cette BD présente les différentes méthodes à utiliser pour développer son esprit critique. Un véritable cours de philosophie des sciences qui, même avec une mise en dessin parfaitement réussie, ne se laisse pas facilement lire tant la densité d'information est importante. Il y a même des exercices – pardon des jeux –, pour voir si vous avez bien suivi ! À lire tranquillement en prenant son temps. FV

Éd. Delcourt, 2021, 128 p., 16,50 €



Un fugitif à Walden

Norman Lock

En 1845, Samuel Long, esclave en Virginie, s'enfuit. Aidé en chemin, il est finalement hébergé dans une cabane construite dans la forêt de Walden avec comme voisin Henri David Thoreau. Le livre développe de manière fictive les oppositions entre deux mondes, d'un côté des intellectuels qui expérimentent des modes de vie alternatifs, de l'autre, des esclaves noirs qui cherchent seulement à ne pas être rattrapés par les chasseurs de prime. Cela permet de citer longuement des extraits de Thoreau et de Waldo Emerson... Le roman oscille ainsi entre documentaire et fiction. Les descriptions naturalistes de Thoreau permettent d'imaginer ses déplacements. Une manière agréable de faire connaissance avec le partisan de la désobéissance civile, même si cela manque parfois un peu de rythme. FV

Éd. Rue de l'Échiquier, 2021, traduction Brice Matthiessent, 256 p., 19 €



Jeunes

Cabanes amies

Delphine Roux et Évelyne Mary

Dès 6 ans. Les cabanes sont importantes quand on est jeune, pour gagner en autonomie. Ce sont des lieux secrets où se tissent des relations entre enfants... et cela peut aller, comme pour le héros du livre, jusqu'à devenir ensuite architecte, ici ou dans un pays étranger. Jolie petite histoire pour les enfants et pour leurs parents. FV

Éd. Rue du Monde, 2021, 48 p., 16 €



Dans les forêts de l'ours

Rémi Huot

L'auteur, naturaliste passionné, part seul avec son sac à dos dans des forêts situées à l'est de l'Europe, dans l'espoir d'y croiser l'ours brun à l'état sauvage. Ce récit, vaguement misanthrope, est celui de sa quête, de ses aventures et des rencontres qu'il fait sur son chemin. La langue est splendide et précise. On se laisse emmener avec fraîcheur et magie dans cette quête silencieuse et solitaire. GG

Éd. Le mot et le reste, 2021, 146 p., 15 €

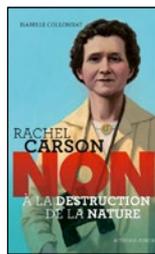


Rachel Carson, NON à la destruction de la Nature

Isabelle Collombat

Dès 12 ans. L'autrice nous raconte la vie, depuis son enfance, de cette biologiste, Rachel Carson, qui a été la première lanceuse d'alerte écolo en 1962 avec son livre "Printemps silencieux". Celui-ci dénonçait l'usage d'un pesticide célèbre, le DDT. Un récit d'apprentissage, sensible et concis à la fois. Très prenant, cette biographie s'adresse aussi bien à des jeunes (à partir de 12 ans) qu'à des adultes. Le titre en forme de slogan ne suggère pas l'esprit de l'ouvrage, poétique, intime et féministe. MD

Éd. Actes Sud Junior, 2021, 96 p., 9 €

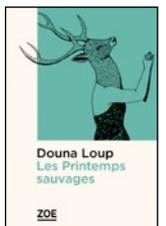


Les printemps sauvages

Douna Loup

L'héroïne vit son enfance avec sa mère, dans une cabane, se nourrissant en partie des plantes comestibles sauvages. Elles partent à la recherche du père et du frère. Elles vagabondent ainsi pendant plusieurs années. Le premier amour marque la séparation d'avec la mère, puis la découverte des milieux alternatifs, de l'anarchisme et des expériences communautaires. Une histoire toute en poésie qui introduit très graduellement des idées de plus en plus politiques. Ambiance finale qui fait penser aux difficultés relationnelles à Notre-Dame-des-Landes ou dans d'autres ZAD. FV

Éd. Zoé, 2021, 156 p., 16 €



Petit pêcheur, grand appétit

Suzy Vergez

Dès 8 ans. Dans ce livre aux images colorées qui complètent un texte court, un pêcheur ayant pris trop de poissons est contraint à l'exil avec sa famille. Une rencontre lui servira de modèle pour changer son mode de travail. "Il faut savoir jardiner la mer, si l'on prend trop de poissons, à force il n'y en aura plus et la mer deviendra un désert". CC

Éd. Rue du monde, 2021, 36 p., 17 €



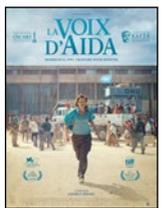
Films

La voix d'Aida

Jasmila Žbanić

Le sujet et l'intrigue de ce long métrage de fiction (sur des faits réels en 1995) portent sur la puissante volonté d'une femme de Sebrenica, recrutée comme traductrice par les casques bleus de l'ONU, et qui fera tout pour essayer de sauver son mari et ses deux fils du massacre qui s'annonce. L'armée serbe dirigée par le sinistre général Mladic planifie et organise le massacre avec une méthode hypocrite et implacable. Face à cette armée déterminée, le film montre la légèreté et la paralysie d'une armée de casques bleus dirigée par un colonel sans envergure enfermé dans une chaîne de décision qui lui échappe. Une parfaite démonstration de la faillite de la protection des civils par une intervention armée de l'ONU. Construit comme un thriller, le film est intense à chaque minute. L'histoire continue après le massacre, ouvrant une série de terribles questions. FM

Condor Films, Bosnie/Allemagne/France, 1h44, 2021



Romans

Les dernières reines

Christophe Léon, Patricia Vigier

Quelque part en Afrique, la fille du directeur de la principale firme agroalimentaire, achète sur un marché local un pot de miel. Surprise pour son père qui pensait que les dernières abeilles étaient mortes. Alors que, malgré les températures extrêmes, des manifestations dénoncent la pollution par les produits phytosanitaires, la jeune fille va prendre conscience que sa vie dorée se fait au détriment du plus grand nombre. Elle rencontre alors des militant-es et va se révolter contre l'emprise du père. Une belle histoire qui intègre nombre des problèmes écologiques du moment, mais dont la fin nous laisse sur notre faim. FV

Éd. Le Muscadier, 2021, 196 p., 13,50 €





□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €***
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €***

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €****
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €****
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

* : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.
** : 5€ de 1 à 2 ex., 9€ de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir les 14 et 15 octobre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! *Prochaines expéditions (sous réserve) : 18 et 19 novembre, 16 et 17 décembre, etc.*

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les **mercredi 22 septembre** (pour le numéro de novembre), **20 octobre** (pour le numéro de décembre), **24 novembre** (pour le numéro de janvier), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de novembre, vous avez jusqu'au 28 septembre ; puis jusqu'au 26 octobre pour le numéro de décembre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Rejoignez un relai local

- **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- **Allier.** Jean-Paul Pellet, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84
- **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

- **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- **Ile de France (Val de Marne, Hauts de Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, alternatives.valdebievre@gmail.com, <https://agendavalleedelabievre.jimdofree.com/> Céline, tél. : 06 60 54 76 47
- **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org

- **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 09 54 18 33 94
- **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr
- **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

NUMÉROS À L'UNITÉ

Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 469 Loire (numéro régional)
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 474 Côte-d'Or et Yonne (numéro régional)
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit

- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 488 Suisse romande (numéro régional)
- 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?
- 491 J'ai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence

- 494 Une écologie Arc-en-ciel
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie
- 502 Le bluff de l'économie circulaire
- 503 Sortir de l'industrie de la fleur

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger :
3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6 € pour 4 ex. et plus.

ABONNEMENT

Abonnement par prélèvement

Mandat de prélèvement SEPA

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER : SILENCE

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à :
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 29 €
Particulier 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 48 €	<input type="checkbox"/> 57 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 €	<input type="checkbox"/> 68 €
Soutien 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 60 € et +	<input type="checkbox"/> 60 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 80 €	<input type="checkbox"/> 92 €
Petit budget 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 33 €	<input type="checkbox"/> 40 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	<input type="checkbox"/> 110 €	Nous contacter
Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RÈGLEMENT

Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
Total :				

Modes de règlement

> par chèque (à l'ordre de Silence),

> par virement : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
BIC : CCOPFRPPXXX

> en ligne sur www.revuesilence.net

> ou par prélèvement en remplissant le mandat ci-dessus

Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il-vous-plaît, à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !

Les AMAP fêtent leurs 20 ans !

En 2001 naissait en France la première AMAP, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, à Aubagne. Depuis, ces partenariats directs entre paysan·nes et consommat·rices autour de paniers hebdomadaires se sont multipliés. Il existe aujourd'hui des centaines d'AMAP ou de systèmes assez similaires.

Le MIRAMAP, Mouvement inter-régional des AMAP, a publié en lien avec l'association Savoirs ambulants une BD intitulée *Paysan·ne en AMAP, pourquoi pas moi ?* 16 pages en format A5 : 2€ l'exemplaire + frais de port. MIRAMAP, 58 rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 81 91 60 80, www.miramap.org.

